

Université de Montréal

**Concevoir l'aménagement d'un projet de paysage humanisé par une
démarche de médiation : défis et limites**

par Éleine Fournelle

Faculté d'aménagement

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences appliquées
en aménagement
option aménagement

Décembre 2017

© Éleine Fournelle, 2017

Université de Montréal

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

Concevoir l'aménagement d'un projet de paysage humanisé par une démarche de médiation : défis et limites

Présenté par :

Élaine Fournelle

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Robert Kasisi, président-rapporteur

Gérald Domon, directeur de recherche

Louis Bélanger, membre du jury

RÉSUMÉ

En 2002, le gouvernement du Québec introduisait le statut de paysage humanisé, une aire protégée en milieu habité afin d'élargir les mesures de conservation de la nature. S'appuyant sur la reconnaissance de la biodiversité associée à des pratiques culturelles traditionnelles, cette catégorie créait, par la même occasion, le premier statut de protection de paysages au Québec. Le paysage humanisé a aussi pour spécificité de reposer sur la démarche volontaire d'une collectivité plutôt que d'être initiée par l'État. Du coup, la démarche réfère au projet de paysage, une action territoriale collective. Depuis, plusieurs groupes ont lancé des projets de paysage humanisé pour aménager durablement leur territoire. Cependant, la démarche est longue et complexe en plus de réunir une diversité d'acteurs aux intérêts divers et possiblement opposés. Alors qu'aucun projet n'a été officiellement reconnu à ce jour, il importe pour le milieu du paysage de proposer des méthodes et des outils de participation pour favoriser l'aboutissement des projets.

Ainsi, par le biais d'une recherche-action, ce mémoire s'est intéressé à la médiation paysagère, un processus participatif en émergence, en accompagnement du projet de paysage humanisé des acteurs des îles de la Commune et du Mitan près de Berthierville. Sa méthode s'est principalement structurée autour d'ateliers-rencontres avec les acteurs du projet. Leur programmation s'est inscrite dans un processus souple et itératif, tenant compte des décisions des participants tout en puisant dans la boîte à outils de représentation du paysage au fil des besoins. L'analyse des résultats a démontré la pertinence du paysage comme support de médiation. Ainsi, le concept de paysage a confirmé sa capacité à susciter la réflexion, les échanges et même l'action des acteurs autour de leur projet, et ce, malgré leurs différends. Les compétences professionnelles de l'architecte paysagiste ont été particulièrement mises à profit, mais elles ont aussi

démontré le besoin de maîtriser des habiletés sociales et par conséquent d'élargir sa formation. Néanmoins, le paysage humanisé ouvre la voie au renouvellement de l'action de l'architecte-paysagiste dans le cadre de projets collectifs de paysage en tant que médiateur-concepteur. Toutefois, la médiation paysagère ne peut pallier le peu de soutien du gouvernement à l'élaboration d'un projet de paysage humanisé alors que sa démarche engage divers acteurs sur une très longue période et ne prévoit aucune aide financière.

Mots clés : paysage, démarche participative, médiation, développement local, patrimoine naturel, patrimoine culturel

ABSTRACT

In 2002, the government of Quebec introduced the “humanized landscape” (paysage humanisé) status, a new category of protected area located within inhabited territories, that expanded existing nature conservation measures. Aimed at protecting the special biodiversity that is associated with cultural practices, this new category also constitutes Quebec’s first legal status for the conservation of landscapes. Furthermore, a status request must come from interested community groups rather than driven by a government initiative. Because these concerned areas are inhabited, the status refers to such landscape project as a “collective territorial action”. Since then, various groups have launched humanized landscape proposals for a number of sustainable territorial development projects. However, the process is long and complex besides bringing together actors with possibly opposite interests. While no territory has yet gained official recognition, it seems important for the landscape planning community to develop methods and tools that will support such achievement.

This study undertaken as a research-action has demonstrated that landscape mediation is relevant to the progress of humanized landscape projects like the one for the Commune and Mitau islands in the Berthierville area. The methodology was mainly structured around workshop-meetings with the actors of the project. Their program supported by a landscape representation tool box observed a flexible and iterative process to take the results of participant decisions into account. The humanized landscape concept has shown its usefulness for supporting the concerned actors with their reflections, discussions, and action plans notwithstanding that disagreement may still occur at times. The professional competences of the landscape architect have successfully supported the process, but the process has shown the need of social skills and consequently to widen its formation. By doing so, the humanized landscape concept may change the role of a

landscape architect during participatory landscape planning process to that of a mediator-designer. However, the landscape mediation cannot mitigate the absence of governmental assistance for a project of humanized landscape whereas its approach involves the commitment of many actors over a long period without financial aid.

Keywords: landscape, participation, mediation, local development, natural heritage, cultural heritage

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1 UNE AIRE PROTÉGÉE COMME PROJET DE PAYSAGE COLLECTIF	4
1.1 Conserver la nature, deux approches historiques.....	4
1.2 Québec et le paysage humanisé, un statut d'aire protégée novateur	7
1.3 Un statut sans exemple officiel	10
1.4 Le paysage humanisé, un projet de paysage	13
1.5 Une approche participative par la médiation ?	15
1.6 Questionnement de recherche	17
2 CADRE MÉTHODOLOGIQUE	19
2.1 La médiation paysagère, principes et outils.....	19
2.2 Le projet paysage et territoire à l'étude.....	21
2.3 Cadre méthodologique	27
3 RÉSULTATS	30
3.1 Résultats antérieurs au projet de recherche-action	31
3.2 Présentation du projet de recherche-action aux acteurs.....	34
3.3 Entretiens semi-dirigés.....	35
3.4 Ateliers-rencontres	36
3.4.1 Atelier-rencontre 1.....	36
3.4.2 Atelier-rencontre 2.....	45
3.4.3 Atelier-rencontre 3.....	54
3.4.4 Atelier-rencontre 4.....	58
3.4.5 Atelier-rencontre 5.....	63
3.5 Activités de diffusion et de communication	66
3.5.1 Un blogue pour documenter la démarche	66
3.5.2 Compte-rendu des ateliers-rencontres	67
3.5.3 Affiche du projet.....	68
3.5.4 Conférence	68
3.5.5 Autres documents d'information	68

4	ANALYSE DES RÉSULTATS.....	69
4.1	Apprivoiser et connaître le groupe.....	69
4.1.1	Motivations des participants	70
4.1.2	Éléments de convergence	70
4.1.3	Des signes de divergence	74
4.2	Coconstruire le projet	77
4.2.1	Participation des acteurs	78
4.2.2	Nouvel élan au projet commun.....	78
4.2.3	Itération du processus.....	79
4.2.4	Compétences utiles.....	79
4.3	Durée du projet et prise de relais.....	80
5	DISCUSSION.....	82
5.1	Un statut de conservation plus grand que nature ?.....	82
5.1.1	Un soutien à la relation nature/culture	83
5.1.2	Le paysage, un outil de développement local ?	85
5.1.3	Une démarche à soutenir	88
5.2	La médiation paysagère en support au paysage humanisé ?	89
5.2.1	Les aléas de la participation	90
5.2.2	La médiation par le paysage	92
5.2.3	Principes clés du processus.....	93
5.2.4	Encourager le projet par l'action ?	94
5.3	Quel rôle pour le professionnel du paysage ?.....	96
5.3.1	Une profession ancrée entre nature et culture.....	96
5.3.2	Des compétences spécifiques et des limites	97
5.3.3	Un nouveau rôle à faire (re)connaître.....	100
	CONCLUSION	103
	RÉFÉRENCES.....	105
	ANNEXE – QUESTIONNAIRE DE L'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ.....	110

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I – Définitions d’aire protégée et des six catégories de gestion de l’UICN	6
Tableau II – Définitions de la catégorie V et du paysage humanisé	9
Tableau III – Principales étapes de création d’un paysage humanisé	12
Tableau IV – Calendrier des ateliers-rencontres	29
Tableau V – Forces et faiblesses du territoire	31
Tableau VI – Opportunités et menaces du territoire	32
Tableau VII – Synthèse des éléments à maintenir, développer et éviter sur les îles	32
Tableau VIII – Énoncé de vision du projet de paysage humanisé	33
Tableau IX – Enjeux du territoire et orientations du paysage humanisé des îles de Berthier	33
Tableau X – Synthèse de la rencontre du 25 avril 2015	34
Tableau XI – Synthèse de l’atelier-rencontre du 9 juin 2015	37
Tableau XII – Classement des orientations par importance	41
Tableau XIII – Les cinq actions plus pertinentes aux orientations	42
Tableau XIV – Actions les plus pertinentes aux orientations, comparaison classement ...	43
Tableau XV – Transposition des actions sur le graphique effort/gain	44
Tableau XVI – Classement des actions effort/gain	45
Tableau XVII – Synthèse de l’atelier-rencontre du 27 novembre 2015	46
Tableau XVIII – Synthèse des propositions partagées à l’atelier d’idéation	53
Tableau XIX – Synthèse de l’atelier-rencontre du 8 mars 2016	54
Tableau XX – Synthèse de l’atelier-rencontre du 9 juin 2016	59
Tableau XXI – Synthèse de la rencontre du 14 septembre 2016	64

LISTE DES FIGURES

Figure 1 – Localisation des îles de la Commune et du Mitan	21
Figure 2 – Pâturage et sentier de la SCIRBI île de la Commune	22
Figure 3 – Marais île de la Commune.....	22
Figure 4 – Arisème dragon	22
Figure 5 – Goglu des prés	22
Figure 6 – Croquis illustrant un paysage printanier Île du Mitan.....	23
Figure 7 – Sentier et champ en culture, île du Mitan.....	24
Figure 8 – Pâturage communal, île de la Commune	24
Figure 9 – Grange et champs, île du Mitan.....	25
Figure 10 – Tour d'observation, île de la Commune	25
Figure 11 – Affiche d'interprétation, île de la Commune.....	26
Figure 12 – Sentier en hiver, île de la Commune.....	26
Figure 13 – Processus d'élaboration des ateliers-rencontres.....	30
Figure 14 – Gabarit utilisé pour illustrer les quinze ans du projet de paysage humanisé .	39
Figure 15 – Gabarit utilisé pour évaluer les orientations	40
Figure 16 – Gabarit utilisé pour prioriser les actions	42
Figure 17 – Gabarit des actions positionnées selon les axes effort/gain	44
Figure 18 – Page titre du diaporama du 2 ^e atelier-rencontre.....	48
Figure 19 – Intervenir sur quelles infrastructures ?	48
Figure 20 – Des idées pour remplacer les écrans fauniques	48
Figure 21 – Des idées pour préserver les granges	48
Figure 22 – Des propositions pour actualiser le pâturage	50
Figure 23 – Une exposition photo pour faire le lien entre humains et paysages	50
Figure 24 – Page titre du diaporama du 3 ^e atelier-rencontre	57

Figure 25 – Discuter d'un concept d'écran de saule vivant	57
Figure 26 – Approfondir le projet d'expo photo	57
Figure 27 – Discuter de la conversion des granges	57
Figure 28 – Retour sur la construction de l'écran faunique de saule tressé	61
Figure 29 – Cartes postales anciennes et paysages des îles de Berthier	62
Figure 30 – Paysages des îles de Berthier photographiés par des visiteurs	62
Figure 31 – Quels paysages des îles pour l'avenir ?	63
Figure 32 – La question des tours et points de vue	63
Figure 33 – Extrait du blogue privé sur le PH des îles	67
Figure 34 – Transcription des discussions portant sur la rétrospective du projet en atelier	76
Figure 35 – Croquis et maquette de l'écran de saule tressé vivant	80
Figure 36 – Croquis main abri de bois pour le pacage.....	80
Figure 37 – Croquis élévation (en pied) d'un abri	80
Figure 38 – Grande tour, île de la Commune, date inconnue.....	84
Figure 39 – Grande tour, île de la Commune, printemps 2016	84
Figure 40 – Par un beau dimanche de mai, île de la Commune	85
Figure 41 – Échanges entre usagers ? île de la Commune.....	85

Note : les photos de R. Caya et SCIRBI sont reproduites avec leur permission. Nous les remercions de leur aimable contribution.

LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES

CDB	Convention sur la diversité biologique
CEP	Convention européenne du paysage
LPC	<i>Loi sur le patrimoine culturel</i>
LCPN	<i>Loi sur la conservation du patrimoine naturel</i>
MAMOT	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MRC	Municipalité régionale de comté
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MTMDET	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
SCIRBI	Société de conservation, d'interprétation et de recherche de Berthier et ses îles
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

REMERCIEMENTS

Je remercie les acteurs du projet de paysage humanisé des îles de la Commune et du Mitan pour leur confiance. Leur attachement au territoire des îles et à ses patrimoines les rassemble malgré les divergences d'intérêt. En cela, ils constituent un bel exemple de collectivité autonome, fière et responsable, gardienne d'un territoire aux qualités remarquables pour le bénéfice de tous et des générations suivantes.

Je remercie mon directeur de recherche, Gérald Domon, de m'avoir proposé ce projet de recherche. Sa patience et ses encouragements m'ont été d'un grand secours dans les moments difficiles. Sa passion à défendre la pertinence de l'approche paysagère comme une action territoriale porteuse est contagieuse.

Merci à Réjean Dumas pour son appui, ses conseils, ses connaissances et son enthousiasme.

Merci à Julie Ruiz pour son aide précieuse à l'amorce du projet de mémoire.

Merci à Sabine Courcier et José Froment pour leur soutien.

Enfin, je remercie ma famille pour son appui, particulièrement Richard, mon compagnon de vie, qui m'a encouragé patiemment tout au long du mémoire.

INTRODUCTION

Dans la foulée des préoccupations mondiales à l'égard de l'environnement et l'adoption de la Convention de Rio en 1992, les enjeux de protection des territoires et de la biodiversité ont mené l'Union internationale pour la protection de la nature (UICN) à proposer de nouvelles catégories pour favoriser sa conservation, dont la catégorie V, Paysage terrestre ou marin protégé (Domon, 2015). L'évolution des connaissances scientifiques ayant révélé la nécessité de protéger des territoires à l'échelle des écosystèmes et en réseau plutôt que des espaces isolés les uns des autres ont conduit le milieu de la conservation à porter son attention aux territoires habités et, reconnaissant les liens étroits entre l'humain et la nature, à la notion de paysage (Phillips, 1998). Soucieuse de rattraper son retard en matière de superficies protégées et de respecter ses engagements en la matière, le gouvernement du Québec adoptait, en 2002, la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (LCPN)¹ introduisant le statut de paysage humanisé, une aire protégée de catégorie V. Visant la protection de la biodiversité, ce statut reconnaissait que des pratiques humaines réalisées en harmonie avec la nature (ex. : agriculture, agroforesterie) ayant façonné le paysage et la présence d'une biodiversité spécifique, devraient se poursuivre, constituant ainsi une approche nouvelle en matière de conservation dans la province. D'une part, cette nouvelle catégorie d'aire protégée introduit le paysage comme un nouveau patrimoine, à protéger et à mettre en valeur. D'autre part, en raison des territoires sollicités constitués de propriétés privées, la démarche entourant le statut repose sur l'initiative d'une collectivité intéressée à l'entreprendre. Ce faisant, le paysage humanisé réfère au concept de paysage comme projet collectif. Ainsi, par le biais du processus de projet, le paysage interpelle les citoyens à participer à l'aménagement de leur cadre de vie et à prendre part aux décisions qui les

¹ RLRQ c C-61.01

concernent (Davodeau et Toublan, 2010). Depuis sa création, le paysage humanisé a d'ailleurs suscité l'intérêt de plusieurs collectivités (Domon, 2015). En effet, la notion de paysage est de plus en plus reconnue par la société québécoise comme un élément essentiel à la qualité du cadre de vie, voire même comme une ressource à exploiter pour soutenir le développement local (Paquette, Poullaouec-Gonidec, et Domon, 2008). Or, quinze ans après sa création, aucun projet de paysage humanisé n'a encore été officiellement reconnu à ce jour. La tenure privée des espaces concernés et le caractère collectif du processus réunissant des acteurs aux intérêts divergents poseraient de nombreux défis. Dans ce contexte pourquoi et comment une collectivité peut-elle s'y prendre pour réaliser un tel projet ? Quel processus mettre de l'avant à l'élaboration d'un projet de paysage humanisé ? En Europe, particulièrement en France, l'émergence d'un cadre politique et législatif qui favorise la participation du public aux projets de paysage a conduit un nombre croissant de professionnels du paysage à élargir leur pratique et mettre de l'avant le concept de paysage comme un support de médiation (Candau et Michelin, 2009) afin d'aider les citoyens à exprimer leurs aspirations sur leur milieu de vie (Davodeau et Toublan, 2010). Agissant à la fois comme un moyen, un cadre d'échange et une finalité, un projet commun, la médiation paysagère apparaît donc un processus participatif intéressant à explorer pour soutenir le développement d'une démarche de reconnaissance de paysage humanisé. Comment le praticien du paysage doit-il s'y prendre ? Car il s'agit d'un nouveau rôle pour l'architecte paysagiste dont la formation entre art et science s'inscrit habituellement dans un cheminement descendant en réponse à une commande publique ou privée. C'est l'objet du présent mémoire. Par le biais d'une recherche-action, il a visé l'accompagnement par la médiation du projet de reconnaissance de paysage humanisé lancé par les acteurs des îles de la Commune et du Mitan. Ce faisant, ledit mémoire a jeté un éclairage sur la portée du statut, les conditions nécessaires d'un tel projet, de même que l'apport d'un processus de la

médiation à l'avancement d'un tel projet, interrogeant du même coup le rôle du professionnel qui l'anime.

Le premier chapitre expose la problématique du mémoire. Il présente en premier lieu les fondements du statut de paysage humanisé, sa spécificité relativement à la définition de catégorie V de l'UICN. S'interrogeant sur l'absence de statut officiel plus de quinze ans après sa création, il met en évidence l'ambiguïté entourant la définition du statut. Puis il souligne son caractère innovant en tant que projet de paysage collectif, une démarche ascendante qui pourrait bénéficier d'un processus participatif tel que la médiation paysagère pour soutenir les projets. Enfin, le chapitre pose les trois niveaux de questionnement de recherche du mémoire. Le deuxième chapitre fait état du cadre méthodologique employé. Il expose dans un premier temps les principes et outils de la médiation paysagère. Puis, il décrit le territoire à l'étude et présente les éléments de la méthode. Le chapitre suivant détaille les résultats des activités réalisées au cours du projet de médiation. Le quatrième chapitre présente l'analyse des résultats exposée par le biais de trois phases : la connaissance du groupe d'acteurs concernés, la coconstruction du projet et la prise de relais. Enfin, le dernier chapitre propose une discussion autour des trois niveaux de questionnement en lien avec la problématique de recherche. La première sous-section discute de la portée du paysage humanisé et de ses limites. Elle met en évidence les facteurs de motivations et les attentes des acteurs du projet et propose les conditions nécessaires à l'avancement des projets et des exigences du statut. La deuxième sous-section porte sur l'apport et les contraintes d'un processus de médiation à l'avancement d'une démarche de paysage humanisé, exposant ses défis et limites. Enfin, la discussion traite des retombées et des défis d'un processus de participation tel que la médiation paysagère pour la pratique professionnelle de l'architecte paysagiste.

1 UNE AIRE PROTÉGÉE COMME PROJET DE PAYSAGE COLLECTIF

Les aires protégées sont au cœur du mouvement de conservation de la biodiversité depuis l'apparition du concept, il y a près de 150 ans. D'abord centrés sur la préservation d'espaces naturels peu modifiés par l'humain, leurs objectifs de gestion ont largement évolué depuis (Laslaz et Depraz, 2012). Ainsi, certaines aires protègent des territoires habités, terrestres ou maritimes, dont les paysages façonnés par les activités humaines traditionnelles accueillent une riche biodiversité (Dudley, 2008; Phillips, 2002). D'autres favorisent la poursuite de l'occupation du territoire par des communautés traditionnelles menacées (Dudley, 2008). De plus, ces espaces fournissent des services écologiques précieux et participent aux éléments de lutte aux changements climatiques (MDDELCC, n.d.). De propriété publique ou privée, leurs modes de gouvernance se sont aussi multipliés (Dudley, 2008). Portés par une préoccupation environnementale croissante, les citoyens sont de plus en plus appelés à participer à leur développement et leur mise en valeur (Domon, 2015).

1.1 Conserver la nature, deux approches historiques

Le rapport de l'humain à la nature est complexe. Si le progrès technologique a graduellement permis aux humains de se protéger des menaces de la nature, les impacts destructeurs du développement humain sur l'environnement naturel les ont aussi incités à s'en préoccuper. Le développement du temps libre, du loisir et du tourisme a mené les humains à découvrir la diversité et la richesse de cette nature, mais aussi à constater les menaces du progrès sur ses qualités (Pickel Chevalier, 2014). Cette prise de conscience aurait amorcé le développement du mouvement de conservation et des aires protégées (Campbell, 2011; Sellars, 1977).

Les premières mesures de protection de la nature apparaissent à la fin du XIX^e siècle. Elles empruntent deux voies distinctes en raison de contextes territoriaux différents. La

première prend son origine en Amérique du Nord, territoire riche en vastes étendues naturelles et pittoresques accueillant une faune et une flore abondante. En 1872, le gouvernement américain crée le parc national de Yellowstone afin d'en préserver ses milieux naturels pour le « *bénéfice* » et le « *plaisir* » des citoyens (Sellars, 1977). Sa mise en place serait liée à l'intérêt de gens d'affaires pour le tourisme (Ibid.). Puis, le modèle de parcs nationaux s'étend progressivement aux États-Unis, mais aussi au Canada, en Australie et ailleurs dans le monde. Au cours du XX^e siècle, diverses initiatives privées et publiques favorisent la mise en place d'un réseau mondial de parcs nationaux et d'aires de protection strictes et les types de protection s'élargissent (Courcier et Domon, 2009). Si la protection de vastes milieux naturels constitue, encore aujourd'hui, un outil essentiel à la protection de la biodiversité, ce modèle exprime une mise à distance de l'humain quant à sa place dans la nature, car l'humain n'y réside pas, il est un visiteur. D'ailleurs, la création des parcs nationaux a parfois été menée sans égards à la présence des communautés humaines traditionnelles qui résidaient sur ces territoires (Courcier et Domon, 2009).

La deuxième approche de conservation de la nature provient de l'instauration des premières mesures législatives de protection du paysage en milieux habités en Europe (Phillips, 2002). Motivé par le développement de l'activité touristique (Pernet, 2014; Phillips, 2002), cet intérêt pour la conservation en milieux habités s'expliquerait par le peuplement ancien du territoire européen, la diversité de ses paysages riches en valeurs culturelles et naturelles et la rareté de vastes étendues sauvages (Phillips, 2002). D'abord limité au contexte européen, le milieu de la conservation s'est progressivement intéressé à la protection du paysage habité aux autres continents (Phillips, 1998) porté par l'évolution des connaissances en écologie ayant reconnu les limites de la conservation des grands espaces naturels isolés et la nécessité d'intervenir sous la forme de réseaux

(Courcier et Domon, 2009). De même, une meilleure compréhension de l'interrelation nature/culture a mis en lumière leur caractère indissociable. En effet, des pratiques culturelles traditionnelles peuvent être favorables à la présence d'une biodiversité spécifique en territoire habité (Phillips, 1998). Cette approche met donc le paysage habité à l'avant-plan et souligne le lien unissant l'humain et la nature. Elle suppose l'implication des acteurs concernés à la poursuite de leurs pratiques pour soutenir l'effort de conservation (Courcier et Domon, 2009).

Considérant l'évolution des approches à la protection de la diversité biologique, l'UICN, l'organisme constituant la norme mondiale à l'identification et à l'enregistrement des aires protégées, a instauré, en 1994, un système de classement en six catégories afin d'élargir les types d'aires protégées et d'harmoniser les divers objectifs de gestion (Dudley, 2008). Ce classement traduit une progression quant à l'intervention humaine, les deux dernières catégories placent l'homme au centre de l'approche de conservation. L'aire protégée de catégorie V, Paysage terrestre ou marin protégé, préconise une utilisation harmonieuse, mais plus intensive du territoire que la catégorie VI (Dudley, 2008; Phillips, 2002).

Tableau I – Définitions d'aire protégée et des six catégories de gestion de l'UICN

Aire protégée	
<i>Un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés (Dudley, 2008, p. 10).</i>	
Catégories	Nom et définition
Ia	Réserve naturelle intégrale
Ib	Zone de nature sauvage
II	Parc national
III	Monument ou élément naturel
IV	Aires de gestion des habitats ou des espèces
V	Paysage terrestre ou marin protégé
VI	Aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles

Bien que la sauvegarde de la biodiversité repose aujourd'hui sur de multiples interventions (ex. : utilisation durable des ressources naturelles, planification d'aménagement par des principes écologiques, etc.) (Gouvernement du Québec, 2013)

les aires protégées demeurent les constituantes principales des stratégies de sa conservation à l'échelle nationale et internationale et le développement d'un réseau mondial constitue une mesure phare (Dudley, 2008). Les plus récentes cibles mondiales en la matière sont de 17 % des zones terrestres et 10% des zones marines et côtières d'ici 2020 (CDB, 2010).

1.2 Québec et le paysage humanisé, un statut d'aire protégée novateur

Au Québec (Craig-Dupont, 2011), tout comme ailleurs au Canada (Campbell, 2011), la stratégie gouvernementale à l'égard des aires protégées est profondément influencée par le concept de la nature sauvage (*wilderness*). Ainsi, au tournant des années 2000, le gouvernement québécois a recours à divers statuts de protection des milieux naturels et de la biodiversité, mais aucun ne relève de la catégorie V (Domon, 2015). Il accuse aussi un retard en matière d'aires protégées qui atteint à l'époque à peine 2,8 % de son territoire (Gouvernement du Québec, 1999). Ayant adhéré à la *Convention sur la diversité biologique* de 1992 et désireux de rencontrer ses engagements et d'améliorer son bilan à l'égard des superficies protégées, le gouvernement québécois élabore un cadre d'orientation stratégique où il entend notamment « *favoriser la participation de la population à la protection de sites naturels en milieu privé* » (Gouvernement du Québec, 1999, p. 12). Puis, en 2002, Québec adopte la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*² (LCPN) pour faciliter la création « *d'un réseau d'aires protégées représentatives de la biodiversité* » et élargir les mesures de protection existantes. Pour ce faire, le gouvernement québécois emprunte une double stratégie afin de favoriser les initiatives de protection issues du milieu privé. D'une part, il confirme le statut de réserve naturelle créé une année plus tôt. Cette catégorie d'aire protégée en milieu privé s'ajoute aux diverses mesures de conservation volontaire offertes aux personnes intéressées à protéger leur

² RLRQ c C-61.01

propriété en plus d'offrir des avantages fiscaux avantageux (Craig-Dupont et Domon, 2015). D'autre part, la LCPN introduit le paysage humanisé, une deuxième catégorie d'aire protégée en milieu habité principalement constituée de territoires privés. Ce nouveau statut de protection vient porter l'attention sur l'interaction humain/nature, une approche nouvelle en sol québécois. Relevant de la catégorie V du classement de l'UICN qui est jusqu'alors absent de la classification québécoise, il entend combler cette lacune (Courcier et Domon, 2009).

Toutefois, le libellé du paysage humanisé s'écarte sensiblement de la définition de l'UICN (Domon, 2015). Si le « *caractère distinct* » de l'aire protégée de catégorie V repose sur une longue interaction humain/nature porteuse de « *valeurs écologiques, biologiques, culturelles et panoramiques considérables* » plaçant la sauvegarde de l'intégrité de cette interaction nature/culture au cœur de l'effort de conservation du territoire concerné, la LCPN introduit une modification importante à cette définition (Domon, 2015). Ainsi, le paysage humanisé, une « *aire constituée à des fins de protection de la biodiversité d'un territoire habité* » place à l'avant-plan la valeur biologique d'un espace habité. Cependant, il introduit un deuxième plan par la reconnaissance légale du « *paysage et ses composantes naturelles [...] façonnés au fil du temps par des activités humaines en harmonie avec la nature* ». Ainsi, malgré le titre évocateur du statut et des territoires sollicités, la valeur culturelle associée au paysage doit répondre à l'objectif prioritaire de conservation de la biodiversité, sa finalité première. Ce faisant, le législateur semble ne pas considérer « *le caractère [...] englobant du concept de paysage* » (Domon, 2015, p. 6) résultat de l'interaction nature/culture, pourtant de plus en plus reconnue au sein même de la communauté scientifique québécoise, encourageant la division nature/culture qui perdure autour du concept de paysage (Domon, 2015). Il est possible que le législateur souhaite ainsi assurer la compétence traditionnelle du Ministère du Développement

durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) chargé de l'application du statut et responsable de la protection et de la gestion d'espaces naturels (Domon, 2015). Cette division conceptuelle semble d'ailleurs confirmée par la promulgation de la *Loi sur le patrimoine culturel*³ (LPC), en 2012. Relevant du Ministère de la Culture et des Communications (MCC), la LPC introduit un deuxième statut de protection du paysage, le paysage culturel patrimonial dont les motifs de désignation sont centrés sur des dimensions culturelles (Domon, 2015).

Tableau II – Définitions de la catégorie V et du paysage humanisé

UICN Catégorie V Paysage terrestre ou marin protégé	LCPN statut de paysage humanisé
<i>Une aire protégée où l'interaction des hommes et de la nature a produit, au fil du temps, une aire qui possède un caractère distinct, avec des valeurs écologiques, biologiques, culturelles et panoramiques considérables, et où la sauvegarde de l'intégrité de cette interaction est vitale pour protéger et maintenir l'aire, la conservation de la nature associée ainsi que d'autres valeurs</i> (Dudley, 2008, p. 25).	<i>Une aire constituée à des fins de protection de la biodiversité d'un territoire habité, terrestre ou aquatique, dont le paysage et ses composantes naturelles ont été façonnés au fil du temps par des activités humaines en harmonie avec la nature et présentent des qualités intrinsèques remarquables dont la conservation dépend fortement de la poursuite des pratiques qui en sont à l'origine ;</i> (RLRQ c C-61.0, c. 1, a. 2, al. 4)

Néanmoins, la démarche du paysage humanisé constitue l'aspect le plus original du statut de protection. Plutôt que de reposer sur l'initiative du gouvernement, et contrairement au statut de réserve naturelle qui repose sur la volonté individuelle, la démarche de paysage humanisé relève du projet commun. En effet, le statut vise la protection de vastes territoires privés à l'échelle d'une ou même de plusieurs municipalités. Aussi, il revient aux collectivités qui souhaitent faire reconnaître et protéger leurs paysages de déposer leur dossier de candidature auprès du ministère responsable et d'élaborer les divers éléments nécessaires à son obtention.

En phase avec l'évolution de la conscience environnementale et une demande sociale croissante à l'égard du paysage, cette catégorie a rapidement suscité l'intérêt dans la

³RLRQ c P-9.002

collectivité (Domon, 2015). Pour plusieurs groupes, le paysage humanisé représente un nouveau moyen de protéger et de valoriser les éléments particuliers de leur territoire (patrimoine naturel, paysager, bâti, pratiques agricoles anciennes, etc.) en plus de favoriser son attractivité et le développement local durable (agriculture, villégiature, tourisme, etc.).

Ainsi, depuis la mise en vigueur de la LCPN, plusieurs démarches de paysage humanisé ont été lancées. Parmi ces projets, certains ont été abandonnés en cours de route, d'autres cheminent encore, parfois très lentement. Des projets sont motivés par la pression de développement, comme les projets de paysage humanisé de L'Île-Bizard (Ville de Montréal, 2014), l'île Verte (Méthé, 2013), Mont-Tremblant (Domaine Saint-Bernard, 2016). D'autres y voient l'occasion de revitaliser leur territoire, tels que les projets de paysage humanisé de l'Estran (Côté et Gerardin, 2009) et de Batiscan (Plante, 2014). Les porteurs de ces projets semblent donc y voir un outil de développement local durable, bien au-delà de l'objectif prioritaire de protection de la biodiversité tel que défini par le statut.

1.3 Un statut sans exemple officiel

Or, le statut de paysage humanisé tarde à se concrétiser. Après quinze ans, aucun projet n'a obtenu la reconnaissance officielle à ce jour, et ce, malgré l'intention du gouvernement de recourir au paysage humanisé pour augmenter les superficies protégées dans la zone sud du Québec (Gouvernement du Québec, 2011) une région sous-représentée à ce plan. Ce constat est d'autant plus surprenant que le bilan provincial des aires protégées piétine à 9,33 % (MDDELCC, 2016b) loin de la cible de conservation visée de 12 % (Gouvernement du Québec, 2011). Plusieurs facteurs pourraient concourir à cette difficulté.

D'une part, la démarche est nouvelle. Issue d'une collectivité, les porteurs du projet doivent entreprendre diverses étapes définies par le ministère concerné (MDDELCC, 2016a) (voir tableau 1-3). Des activités d'information, de consultation et de concertation des populations concernées doivent être organisées afin d'obtenir leur appui. Les inventaires (faunique et floristique) du territoire doivent être produits pour démontrer la pertinence du projet sur le plan de la biodiversité et un diagnostic territorial doit être réalisé. Puis, une demande de reconnaissance du projet rassemblant ces divers éléments doit être déposée auprès du ministère concerné. Advenant un avis favorable, un plan de conservation doit être élaboré préalablement à l'obtention d'un statut temporaire. Aussi, une consultation publique par une structure officielle pourrait être nécessaire à l'obtention du statut permanent. Enfin, une fois le territoire protégé reconnu officiellement, sa prise en charge doit considérer un horizon de 25 ans. La démarche, relativement ardue, s'échelonne donc sur de nombreuses années. Elle suppose des ressources alors que le soutien gouvernemental est minimal et qu'aucune compensation financière n'est prévue (Domon, 2015). Cela pourrait expliquer en partie la lenteur entourant l'avancement des projets de l'Estran, l'île Bizard et îles de Berthier, amorcés respectivement en 2004, 2010 et 2013, qui ne sont toujours pas officialisés.

D'autre part, les objectifs de conservation de la biodiversité et des paysages naturel et culturel du paysage humanisé supposent de nouvelles pratiques d'aménagement qui influenceront durablement le développement d'une collectivité (Côté et Gerardin, 2009). Compte tenu des exigences gouvernementales, la démarche de paysage humanisé exige son engagement à long terme, mais aussi la compréhension commune des enjeux qu'un tel projet pourrait soulever et son adhésion autour d'une vision future partagée et rassembleuse. Son élaboration ne peut se faire sans la participation concrète et la concertation de l'ensemble des acteurs concernés : citoyens, élus, organismes locaux,

organisations privées et structures d'administration publique (Côté et Gerardin, 2009).
 Considérant la diversité des acteurs et leurs intérêts multiples, l'avancement d'un tel projet pose donc tout un défi.

Enfin, la lenteur à mettre en place un tel projet pourrait aussi découler du maintien de la division nature/culture au sein de l'administration gouvernementale comme en témoigne l'ambiguïté entourant la définition du statut et sa double finalité (protection de la biodiversité et du paysage) (Domon et Ruiz, 2015b). Bien que des initiatives collectives considèrent le paysage humanisé comme un outil de développement durable de territoire, cet aspect semble en contradiction avec la mission traditionnelle du MDDELCC qui vise à soustraire des espaces naturels du développement humain (Domon, 2015).

Tableau III – Principales étapes de création d'un paysage humanisé

Principales étapes pour créer un paysage humanisé (MDDELCC, 2016a)
Initiative d'une municipalité, d'une MRC ou d'un organisme mandaté Appui des populations concernées Information, consultation et concertation
Demande de reconnaissance déposée au MDDELCC Description du territoire, objectifs de conservation et de mise en valeur, synthèse des démarches d'information, de consultation et de concertation
Analyse de recevabilité et recommandations par le MDDELCC
Plan de conservation Description du territoire, objectifs de conservation et de mise en valeur, zonage, activités permises ou interdites, mécanismes de résolution des différends Éléments de mise en œuvre (réglementation et autres mesures), obligation des autorités municipales et des ministères concernés
Attribution du statut de paysage humanisé projeté (Décret gouvernemental et arrêté ministériel)
Consultation publique Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) ou autre structure de consultation
Plan de conservation final Convention de protection (minimum 25 ans) Attribution du statut permanent de paysage humanisé (Décret gouvernemental)

1.4 Le paysage humanisé, un projet de paysage

Au-delà de l'ambiguïté entourant la définition du paysage humanisé qui pourrait découler du maintien de la séparation nature/culture au sein des pouvoirs d'intervention en matière d'aménagement, la création du statut par la LCPN témoigne de la volonté de l'administration gouvernementale à considérer des pratiques participatives en matière de gouvernance, du moins en ce qui concerne le milieu de la conservation, par le biais du paysage. En privilégiant une approche volontaire et en raison des territoires concernés, des milieux habités, le paysage humanisé renvoie donc à la notion de projet de paysage, un projet collectif d'aménagement.

Dans ce contexte, le projet de paysage fait référence à une démarche menée par divers acteurs visant la transformation de l'espace autour d'une vision commune plutôt qu'à une mise en forme de l'espace sur des principes esthétiques en réponse à une commande publique comme on l'entend traditionnellement dans le milieu de l'architecture du paysage (Domon et Ruiz, 2015b). Abordé sous l'angle du projet, le paysage suppose plutôt la structuration d'une démarche de participation autour du cadre de vie des citoyens et leur implication aux décisions les concernant (Davodeau et Touban, 2010). Par ailleurs, le paysage ayant démontré une efficacité à susciter le débat et à mobiliser les acteurs, un projet de paysage exige davantage que des activités de consultation, d'information et de sensibilisation du public et la concertation de quelques acteurs (Ibid.). Par conséquent, le processus du projet importe plus que l'objet à produire.

Au Québec, malgré une attention croissante des populations à l'égard de leur cadre de vie, les initiatives entourant les projets de paysage sont relativement nouvelles. Les approches entourant ces projets, héritées de la tradition américaine, ont longtemps privilégié la connaissance de paysages emblématiques et identitaires et leur évaluation limitée à la dimension visuelle par un regard de type expert (Domon et Ruiz, 2015a).

Cependant, l'approche experte s'est révélée insuffisante à reconnaître l'appréciation collective des paysages moins remarquables (Domon et Ruiz, 2015a; Vouligny, Domon et Ruiz, 2009). Ainsi, diverses expériences menées au cours des ans ont conduit à développer une connaissance scientifique en matière de caractérisation et d'évaluation des paysages pour tenir compte du regard des populations sur leur cadre de vie (Domon et Ruiz, 2015b). Comment favoriser la mise en commun de ces connaissances et son appropriation collective nécessaire à la construction d'une action commune ? Dans le cadre du projet de Paysages maskoutains, une démarche participative a mené à la mise en commun de connaissances paysagères de ce vaste territoire agricole et l'élaboration d'un diagnostic paysager (Domon et Ruiz, 2015b). Mais les expériences de ce genre sont peu nombreuses. En parallèle, d'autres expériences et projets collectifs ouvrent de nouvelles pistes d'interventions territoriales novatrices : pratiques agroenvironnementales (Cogliastro, 2014; Olivier et Rivest, 2014), initiatives réglementaires (ex. : affectation agricole (Handfield, 2014) et renouvellement du plan d'urbanisme (Lefèvre, 2014)) ou légales (ex. : fonds foncier (Handfield, 2014; Lefèvre, 2014)). Ces initiatives s'appuient sur la participation d'une diversité d'acteurs. Toutefois, le modèle d'aménagement du territoire au Québec reste encore largement sous l'influence d'interventions sectorielles et fonctionnalistes (Domon et Ruiz, 2014) et par conséquent, ces initiatives, restent méconnues. Ce constat semble aussi perdurer ailleurs.

Selon Luginbühl (2012), malgré une législation européenne favorable à la prise en compte du paysage et l'adoption en 2000 de la *Convention européenne du paysage* (CEP) qui entend favoriser la participation des citoyens, les projets de paysage souffrent encore de l'influence des pratiques et politiques traditionnelles, des processus descendants. Le design des approches participatives dans le cadre de projets de paysage demeure classique (Ibid.). La participation des acteurs reste faible (Ibid.) ou peu représentative

(Davodeau et Toublan, 2010), la structuration des approches, peu efficaces à mobiliser les citoyens (Luginbühl, 2012). Ces lacunes pourraient être dues à la difficulté de structurer des démarches qui facilitent la reconnaissance des compétences de chaque acteur, encourageant leur expression sans les opposer et sans obliger l'atteinte d'un consensus (Davodeau et Toublan, 2010). De plus, les élus peuvent être craintifs ou méfiants face à une démocratie participative (Ibid.). Les difficultés résideraient aussi dans la temporalité : études limitées, manque de crédits, période d'élections qui mènent à l'interruption des projets (Ibid.). Par ailleurs, les actions ne seraient pas suffisamment évaluées (Luginbühl, 2012), les objectifs et indicateurs difficiles à identifier (Davodeau et Toublan, 2010). Toutefois, face à ces diverses limites, la médiation paysagère dont l'émergence demeure récente paraît être une voie prometteuse, voire incontournable, puisque susceptible de contribuer significativement au développement de pratiques participatives (Luginbühl, 2012; Paradis et Lelli, 2010).

1.5 Une approche participative par la médiation ?

Ainsi, projet issu de la collectivité, le paysage humanisé pourrait participer au renouvellement des pratiques aménagistes à l'image de ce qui se dessine en Europe, notamment par la voie de la médiation paysagère où le paysage constitue à la fois le moyen (un outil de réflexion pour les collectivités locales) et sa finalité (un projet collectif de construction de territoire) (Candau et Michelin, 2009; Davodeau et Toublan, 2010; Donadieu, 2007; Jareno, 2013; Paradis et Lelli, 2010).

En effet, l'évolution des projets de paysage par la participation du public a mené un nombre grandissant de paysagistes européens à élargir leurs pratiques et adopter une posture de médiation afin de permettre aux populations de s'exprimer sur leur cadre de vie (Davodeau et Toublan, 2010). Considérant le caractère collectif du projet de paysage humanisé, la médiation paysagère semble effectivement représenter une voie

intéressante pour en faciliter le développement. Mais comment s'y prendre, quelles activités mettre en place ? Quels seraient les facteurs de succès d'une telle démarche, quels écueils éviter ? Qui pourrait animer le rôle de médiateur ?

Selon Davodeau et Gomes Sant'Anna (2011), pour faire émerger un projet commun, le médiateur engagé dans une telle démarche doit considérer la diversité des points de vue par des méthodes de sciences sociales, les adapter au contexte du paysage par des outils de représentation spatiale et maîtriser une connaissance technique et scientifique. Le professionnel qui anime un tel processus devra donc user d'un sens aigu de créativité, réagir et s'adapter rapidement à diverses situations, des qualités inhérentes au processus de conception paysagère et du travail de l'architecte paysagiste (Ibid.). Cela suppose toutefois un élargissement de son rôle professionnel.

En effet, bien que la pratique professionnelle de l'architecte paysagiste s'inscrive naturellement dans une perspective de développement durable du territoire par son habileté à intervenir sur les composantes biophysiques, socioéconomiques et culturelles des paysages, elle relève historiquement du design. L'architecte paysagiste transforme le paysage par sa capacité d'en modeler les formes vivantes comme inertes, maîtrisant la beauté des paysages de leur conception à leur réalisation (Université de Montréal, 2016). Cette approche semble réduire sa capacité d'intervention à créer une image idéale du territoire (Droeven, 2010). Son apport à titre d'expert le confine-t-il loin des préoccupations et des aspirations citoyennes à l'égard de leur cadre de vie ? Comment peut-il exercer sa capacité créatrice dans le cadre d'un projet de paysage comme celui de paysage humanisé ? Le domaine de la participation est peu enseigné dans les écoles du paysage. Davodeau et Toubanc (2010) soulignent l'exemple de jeunes professionnels du paysage qui explorent la voie de la médiation par conviction ou en réaction à l'approche pédagogique qui leur est transmise. Ils apprennent par l'expérimentation.

1.6 Questionnement de recherche

À la lumière des problématiques soulevées, le présent projet de recherche considère un questionnement à triple niveau.

Le premier interroge la portée du statut et ses limites. Il entend mettre en lumière les préoccupations et les motivations des acteurs à s'engager dans un tel projet de conservation. Par conséquent, il pourrait aider à préciser les conditions nécessaires à la mise en place d'un réseau d'aires protégées en territoire habité.

Le second est de nature méthodologique. Compte tenu des exigences du paysage humanisé, dont l'approche participative préconisée à son élaboration et l'absence d'un exemple officiel, un processus de médiation paysagère pourrait-il supporter l'avancement d'un tel projet collectif ? Considérant la nature émergente de cette approche, comment procéder ? Quelles activités mettre en place pour favoriser les échanges entre les acteurs et faciliter l'expression du projet ?

En troisième lieu, le projet s'interroge sur le rôle de l'architecte paysagiste qui souhaite emprunter la voie de la médiation paysagère. L'approche en émergence constitue un champ exploratoire pour l'architecte paysagiste, dont la pratique professionnelle s'inscrit traditionnellement dans un processus descendant. Ses compétences professionnelles peuvent-elles contribuer à un tel processus participatif ? Quelles connaissances et habiletés mettre de l'avant ?

Ainsi, le projet de recherche propose d'apporter des éléments de réponse à ces problématiques par le biais d'une recherche-action. Celle-ci vise à accompagner les acteurs d'un projet de paysage humanisé celui des îles de la Commune et du Mitan par une approche participative empruntant la posture de la médiation. Ce faisant, le projet de recherche-action entend témoigner des défis et limites d'une telle démarche au

développement du projet de paysage humanisé. De plus, il vise à témoigner du rôle du professionnel du paysage à l'élaboration du processus de participation et à son animation, des difficultés rencontrées et des leçons apprises.

2 CADRE MÉTHODOLOGIQUE

La médiation paysagère a constitué l'approche conceptuelle considérée pour répondre à aux problématiques de recherche. Le positionnement théorique de la médiation paysagère s'appuie sur le postulat du paysage comme un outil de médiation en soutien à l'avancement d'un projet collectif de territoire. Ce chapitre en présente quelques principes et outils, puis il décrit le projet de paysage à l'étude et son territoire, enfin il expose le cadre méthodologique considéré en appui au projet de recherche.

2.1 La médiation paysagère, principes et outils

Ainsi, la médiation paysagère se propose de coordonner et de supporter l'interaction des acteurs autour d'un projet commun par « *la prise en compte de regards différents sur l'espace* » (Candau et Michelin, 2009). Elle peut être considérée comme « *un espace de collectes de données avec les acteurs* » d'un territoire pour « *en faciliter le partage* » afin d'en exprimer les visions de la manière la plus neutre et détachée possible (Paradis et Lelli, 2010).

Ce faisant, la médiation paysagère semble adopter un positionnement méthodologique inspiré de la recherche-action, aussi désignée recherche participative ou recherche-action participative (Gauthier et Bourgeois, 2016). Issu de la recherche universitaire en sciences sociales, en psychologie et en éducation, ce champ de recherche entend lier le milieu universitaire à des interventions réelles et à l'action (Chevalier et Buckles, 2008). Le chercheur doit entrer en relation avec les acteurs pour entendre leurs besoins et les aider à les exprimer (Gauthier et Bourgeois, 2016).

Bien qu'il n'y ait pas encore d'enseignement relatif à la médiation paysagère dans les écoles de paysage (Davodeau et Touban, 2010), la littérature fait état d'un support méthodologique croissant. Ainsi, Candau et Michelin (2009) avancent certains principes à

mettre en place dans le cadre d'une telle démarche. Le médiateur-animateur devrait assurer l'implication entière des acteurs au processus de réflexion, encourager l'expression de leur point de vue sans les influencer et favoriser leur coopération pour assurer que les différents points de vue soient compris de tous. Par ailleurs, ces auteurs soulignent qu'il faut du temps pour établir un climat de confiance entre les acteurs, lequel ne peut reposer uniquement sur la bonne volonté de chacun. Cette confiance devrait être soutenue et encouragée avec méthode tout en considérant les rapports de force à l'œuvre entre les groupes d'acteurs et les participants (Candau et Michelin, 2009). Aussi malgré une demande sociale croissante, la notion de paysage demeure un concept flou pour les acteurs d'un territoire. Par conséquent, la production d'une base de connaissance commune exigerait souplesse et persévérance de l'animateur (Paradis et Lelli, 2010). Néanmoins, les expériences démontrent que le paysage abordé sous l'angle du projet contribue à mobiliser les collectivités à l'échelle locale comme régionale (Davodeau et Touban, 2010). Les démarches de médiation paysagère font état de plusieurs outils mis à contribution pour faciliter la représentation du paysage et encourager le dialogue entre les acteurs : l'atelier-rencontre, la photographie dont l'observatoire photographique, le dessin, le film, la cartographie, le bloc-diagramme (une représentation à mi-chemin entre la carte et le dessin), la maquette, la visite terrain collective de même que l'enquête (Candau et Michelin, 2009; Davodeau et Touban, 2010; Pernet, 2014). Aussi, des outils de communication traditionnel (journal, lettre d'information) ou numérique (blogue, réseau social) pourraient faciliter le partage des expériences de médiation, documenter le processus et contribuer à les faire connaître auprès du public (Davodeau et Touban, 2010). En somme, le processus de médiation paysagère invite à la créativité et à la souplesse. Considérant le potentiel d'un tel processus, le présent projet de mémoire a visé l'accompagnement des acteurs d'un projet de paysage, celui du paysage humanisé des îles de Berthier.

2.2 Le projet paysage et territoire à l'étude

Lancé en 2013 par les organismes propriétaires des îles de la Commune et du Mitan, le territoire visé est situé à l'entrée de la Réserve de la biosphère du lac Saint-Pierre près de Berthierville (voir Figure 1).



Figure 1 – Localisation des îles de la Commune et du Mitan

Source image Google Map

Ces deux îles composent un territoire de 465 ha au paysage d'une grande beauté. Les figures 2, 3, 6 à 10 et 12 illustrent certaines des composantes paysagères que l'on peut y observer. Cet espace insulaire témoigne d'une interrelation harmonieuse entre l'humain et la nature qui remonte à plus de trois cents ans et qui a favorisé la présence d'une biodiversité spécifique. Par conséquent, il constitue un exemple éloquent qui, *a priori*, répond aux objectifs du statut de paysage humanisé. De plus, les deux îles sont accessibles au public via un réseau de sentiers ouvert à l'année (figures 2, 7 et 10).

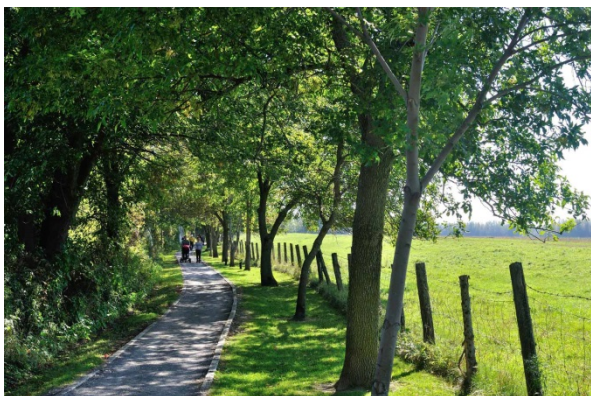


Figure 2 – Pâturage et sentier de la SCIRBI, île de la Commune
Crédit photo R. Caya



Figure 3 – Marais, île de la Commune
Crédit photo E. Fournelle

Les milieux naturels, équivalent au tiers du territoire insulaire, sont représentatifs de l'archipel du lac Saint-Pierre : herbiers submergés, marais (figure 3), marécages, prairies humides. Ils constituent des habitats précieux pour la faune et flore que l'on y retrouve (Bergeron, 2013). Plusieurs espèces en péril sont présentes, notamment l'arisème dragon (figure 4), une plante de milieu humide, ainsi que la sturnelle et le goglu des prés (figure 5), deux oiseaux insectivores (SCIRBI, 2017).



Figure 4 – Arisème dragon
Crédit photo SCIRBI

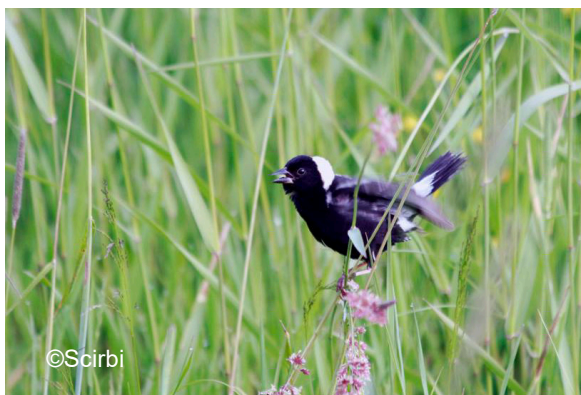


Figure 5 – Goglu des prés
Crédit photo SCIRBI

Ces milieux *naturels* cohabitent avec le milieu agricole composé de terres de grandes cultures (figure 7) et de pâturages (figures 2 et 8). L'agriculture est présente sur les îles depuis plus de trois siècles malgré les crues saisonnières, le drainage déficient et l'accès difficile. Les pratiques agricoles ont été adaptées à ces importantes contraintes naturelles.



Figure 6 – Croquis illustrant un paysage printanier Île du Mitan
Crédit illustration E. Fournelle



Figure 7 – Sentier et champ en culture, île du Mitan
Crédit photo E. Fournelle



Figure 8 – Pâturage communal, île de la Commune
Crédit photo R. Caya

Une étude de la Chaire en écologie du paysage et aménagement de l'UQTR (Bergeron, 2013) a démontré la grande résilience du milieu. Aucun ouvrage de drainage des terres n'a été réalisé. Les superficies des marais, marécages et prairies des îles du Mitan et de la Commune demeurent stables en dépit de l'évolution des pratiques agricoles qui a remplacé la culture du foin par les cultures annuelles. La diversité et la singularité des milieux naturels et agricoles des deux îles participent donc à la richesse et la complexité du milieu et des paysages, ainsi qu'au maintien de sa connectivité écologique.

Aussi, le territoire de l'île de la Commune est riche d'un patrimoine agricole exceptionnel, un pâturage communal. D'usage courant au début de la colonie, il est l'un des rares pâturages communaux encore existants au Québec. Ce système de mise en commun des terres prend son origine au début de la Nouvelle-France sous l'égide du régime seigneurial. Il permet notamment d'éloigner le bétail des espaces cultivés (De Koninck, Turcot et Zubrzycki, 1973). Le Syndic de la Commune, la société agricole propriétaire de l'île, perpétue cette activité depuis plus de 300 ans (Sylvestre, 2015a). Une trentaine de bêtes viennent y paître encore chaque été. Cette pratique agricole ancienne, particulière à l'histoire du Québec, est précieuse sur le plan de la biodiversité. Elle participe au maintien

d'espaces favorables à la nidification d'oiseaux tels que le goglu et la sturnelle des prés qui dépendent de la présence des pâturages (SCIRBI, 2017).



Figure 9 – Grange et champs, île du Mitan
Crédit photo R. Caya



Figure 10 – Tour d'observation, île de la Commune
Crédit photo E. Fournelle

La Société de conservation, d'interprétation et de recherche de Berthier et ses îles (SCIRBI), un organisme à but non lucratif, créé en 1985, est propriétaire de l'île du Mitan. Alors qu'une crise de l'emploi secoue la région de Berthierville suite à la fermeture de la distillerie Melchers, la collectivité berthelaise se mobilise pour venir en aide aux chômeurs. En 1986, le Syndic de la Commune de Berthier loue une partie du pâturage communal à la SCIRBI. Les deux organismes collaborent à un projet d'aménagement d'infrastructures dont la construction est réalisée par des ex-employés de la Melchers pour leur assurer un travail rémunéré pendant quelques mois (Sylvestre, 2015b). Un sentier et un stationnement sont aménagés, trois tours d'observation sont érigées (figure 10). Ce faisant, ces anciens employés de la distillerie Melchers ont laissé un précieux héritage à la collectivité. Depuis leur aménagement, ces infrastructures récréatives permettent aux visiteurs d'observer la faune du marais, les animaux de la Commune et le paysage insulaire. Elles témoignent de la capacité d'autonomisation et de résilience de la collectivité berthelaise. Depuis maintenant trente ans, la SCIRBI assure la gestion, la protection et la mise en valeur de son territoire par des activités de recherche, d'éducation et d'interprétation (figure 11) ainsi que l'accessibilité du site aux visiteurs en toutes saisons (figure 12). L'organisme assure également la poursuite

des activités de pêche et de chasse, des activités traditionnelles du territoire tout en louant une partie de ses terres à des fins agricoles (SCIRBI, 2017).



Figure 11 – Affiche d'interprétation, île de la Commune
Crédit photo E. Fournelle



Figure 12 – Sentier en hiver, île de la Commune
Crédit photo SCIRBI

Au fil des ans, diverses initiatives d'aménagement ont été réalisées pour améliorer les qualités du milieu, notamment le paysage : végétalisation des rives, plantation d'arbres le long des sentiers, aménagement faunique pour la sauvagine, passe migratoire pour les poissons. En somme, les fonctions agricole et récréative des deux îles cohabitent harmonieusement depuis trente ans.

Le projet de paysage humanisé s'est amorcé à la suite d'une convergence d'éléments opportuns. Il prend son origine des préoccupations de la MRC de D'Au-tray à protéger et valoriser les paysages du territoire, de l'intérêt de la fédération régionale de l'UPA-Lanaudière à contribuer au réseau des aires protégées, de la production et la présentation de travaux d'étudiants au baccalauréat en architecture du paysage de l'Université de Montréal dans le cadre de l'atelier régional et du désir des acteurs du territoire à faire reconnaître les qualités de leur territoire d'exception et la spécificité de sa cogestion. L'intérêt du projet ayant été validé auprès d'autres acteurs du milieu, une table de travail s'est formée. Ce groupe composé de sept personnes réunit des personnes en autorité représentant les deux organismes propriétaires des deux îles et l'administration

territoriale. Ils sont accompagnés par un représentant du MFFP et un chercheur de la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal. Au printemps 2014, la table de travail a produit un diagnostic territorial avec l'aide d'un autre chercheur. Puis, des membres de ce groupe ont amorcé la rédaction du document de demande de reconnaissance du paysage humanisé. C'est dans la foulée de cette démarche que des membres de la table de travail nous ont invitée, à l'hiver 2015, à nous joindre au projet de paysage humanisé.

2.3 Cadre méthodologique

Des visites terrain nous ont permis de nous familiariser avec les deux îles et de produire une documentation photographique en amont du travail participatif avec les acteurs du projet. Une recherche documentaire et iconographique a été réalisée afin de prendre connaissance de l'histoire des îles de Berthier, des pratiques patrimoniales anciennes particulières à ce territoire, plus particulièrement du pâturage communal. Nous avons également pris connaissance du travail accompli par les acteurs concernés depuis le lancement du projet.

Le projet de recherche par une approche de médiation paysagère s'est déroulé sur une période de dix-huit mois. Considérant les grands principes méthodologiques entourant la démarche de médiation, il nous a semblé essentiel d'inscrire le projet de recherche-action dans un cheminement souple. Ainsi, nous avons élaboré la méthodologie du projet au fur et à mesure de son évolution puisant, au besoin, au sein de la banque d'outils de représentation du paysage pour l'adapter aux échanges et décisions des acteurs du projet. Le projet de recherche s'est principalement articulé autour d'ateliers-rencontres réunissant les membres de la table de travail du projet de paysage humanisé et de visites terrain. Lorsque nous étions seule à l'animation d'une séance, nous avons enregistré les échanges avec l'accord des participants.

S'inscrivant dans un processus déjà enclenché, une première rencontre de la table de travail visait à présenter aux personnes concernées les grandes lignes du projet de recherche, de vérifier leur intérêt à y participer et d'obtenir leur consentement.

Parallèlement à l'amorce du travail en atelier, nous avons conduit un entretien individuel semi-dirigé auprès des participants afin de mieux les connaître, d'approfondir les connaissances du territoire et des besoins inhérents au projet de paysage humanisé.

Par la suite, nous avons animé cinq rencontres en atelier d'une durée de deux heures. Le tableau IV en expose le calendrier. Ces séances ont été organisées sur une base trimestrielle, une date était habituellement proposée à la fin des discussions. Un rappel de la rencontre suivi d'une proposition d'ordre du jour a été transmis par courriel aux membres de la table dans les jours précédents. Un compte-rendu synthétique des discussions leur a également été acheminé par courriel dans les jours suivant la séance.

Le programme de chaque atelier-rencontre a été organisé en fonction des discussions et décisions de la séance précédente. Alors que la première séance de travail a eu pour objectif initial de relancer les discussions entourant le projet de paysage humanisé, son résultat a guidé les objectifs et activités de la séance suivante de même que le choix des outils à mettre à profit ou à écarter. L'avancement du travail participatif a conduit les membres de la table à explorer le champ des possibles et à expérimenter une action rassembleuse. Enfin, la dernière rencontre du projet de médiation les a incités à considérer le travail accompli, les défis à venir et la prise de relais à l'animation du projet de paysage humanisé.

Tableau IV – Calendrier des ateliers-rencontres

Période	Date de l'atelier	Résultats
Avant-projet	15 avril 2014	Diagnostic territorial (atelier participatif animé par un autre chercheur en amont du projet de recherche-action)
	22 mai 2014	Enjeux et pistes d'action (atelier participatif animé par un autre chercheur en amont du projet de recherche-action)
Projet de médiation paysagère	14 avril 2015	Présentation du projet de recherche-action, consentement des acteurs à y participer
	9 juin 2015	Lancement des échanges et validation du diagnostic territorial, de la vision du projet de paysage humanisé, priorisation des grands objectifs et de pistes d'action
	27 novembre 2015	Identification de deux actions porteuses
	8 mars 2016	Planification des actions choisies
	9 juin 2016	Bilan des actions et amorce de la réflexion sur la prise de relais pour l'animation du projet
	14 septembre 2016	Visite terrain, présentation du projet à des représentants du MDDELCC et discussion sur les étapes à venir

3 RÉSULTATS

Notre démarche de participation avec les membres de la table de travail a été principalement structurée autour d'ateliers-rencontres d'une période de deux heures. Cependant leur programme n'était pas fixé à l'avance. Nous avons élaboré les ateliers-rencontres au fur et à mesure de l'avancement du projet de médiation selon les décisions des participants, nous appuyant sur les résultats des séances précédentes et d'autres activités (ex. : entretiens, visites terrain) pour élaborer le programme de la séance suivante. La figure 13 illustre la procédure conduite en boucle. Nous avons emprunté ce processus pour arrimer le projet de médiation au projet de paysage humanisé en marche, nous référant aux résultats de séances de travail réalisées antérieurement par un autre chercheur et des entretiens individuels. Ce chapitre expose les résultats des séances réalisées avant le démarrage du projet de recherche-action, ceux de la présentation du projet de médiation au participant, de même que des entretiens individuels et des ateliers-rencontres.

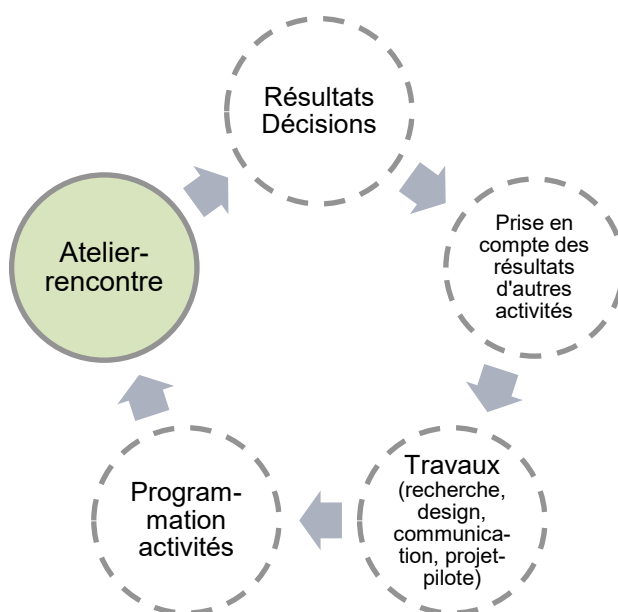


Figure 13 – Processus d'élaboration des ateliers-rencontres

3.1 Résultats antérieurs au projet de recherche-action

Au printemps 2014, le groupe de travail du projet de paysage humanisé des îles de Berthier a produit un diagnostic partagé du territoire (voir le calendrier avant-projet, tableau 2-1). Lors d'un atelier-rencontre animé par un autre chercheur, les participants ont discuté de l'environnement interne, identifiant les forces et les faiblesses inhérentes aux deux îles (tableau V). Ils ont aussi examiné l'environnement externe, déterminant les opportunités et menaces provenant de l'extérieur et exercent une influence sur son évolution (tableau VI).

Tableau V – Forces et faiblesses du territoire

Environnement interne	
Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Cohabitation harmonieuse nature agriculture • Efforts de conservation des milieux naturels (milieux humides) • Richesse de la biodiversité présente • Microclimat • Attachement de la communauté aux lieux, sentiment d'appartenance • Accessibilités des lieux; ouverture à l'année, gratuité, localisation entre Montréal et Trois-Rivières; grands espaces verts municipaux • Vocation écotouristiques : randonnée, observation de la nature (photographie, ornithologie) • Résilience temporelle et solvabilité des organismes propriétaires • Caractéristiques de l'agriculture; drainage naturel des terres, pâturage communal • Résistance aux pressions extérieures • Cohabitation et collaboration des organismes gestionnaires • Lieu historique important et représentatif de la colonisation des basses terres du Saint-Laurent; porte d'entrée de l'Amérique du Nord 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de relève • Manque de partenariat entre les organismes et les acteurs du milieu • Difficulté de faire reconnaître les qualités du territoire par les municipalités et les associations touristiques • Méconnaissance de la Commune et de la SCIRBI • Décroissance de l'usage du pacage • Faible qualité des eaux du fleuve • Vandalisme • Dommages aux cultures (déprédation) et aux clôtures

Tableau VI – Opportunités et menaces du territoire

Environnement externe	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Notoriété du lac Saint-Pierre • Site RAMSAR, réserve mondiale de la Biosphère (UNESCO) • Position géographique des îles • Reconstitution des ressources de poissons (dont les espèces commerciales) : perchaude, doré, brochet • Amélioration de la qualité des eaux du fleuve • Émergence de produits et de marchés de niches (ex. : quenouille) ; gastronomie dans le contexte agroalimentaire de Lanaudière • Reconnaissance de l'importance des milieux naturels, dont les milieux humides • Croissance de la population d'oie des neiges • Prise de conscience collective à l'égard du bien-être des animaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Dragage (futur) du fleuve, baisse de niveau d'eau, érosion des rives • Agrile du frêne • Dégradation et sédimentation du lac Saint-Pierre • Évolution des pratiques agricoles, élevage des animaux à l'intérieur

Au cours d'un deuxième atelier-rencontre animé par le même chercheur, les membres de la table ont également discuté des éléments à maintenir, à développer et à éviter sur le territoire. Le tableau suivant présente la synthèse de ces éléments.

Tableau VII – Synthèse des éléments à maintenir, développer et éviter sur les îles

Maintenir	Développer	Éviter
<ul style="list-style-type: none"> • Site d'accès gratuit • Prise en charge locale et bénévole • Objectif de plein air, pédagogie et de conservation • Lien « nature » et « activité » • Lieu d'apprentissage pour les enfants • Équilibre « agriculture » et « conservation » • Relève et continuité 	<ul style="list-style-type: none"> • Laboratoire à ciel ouvert de recherche et de collaboration • Point de vue en hauteur • Infrastructure d'accueil et d'interprétation • Liens avec les partenaires gouvernementaux • Bâtiments traditionnels – abris animaux • Diversification de l'agriculture • Pérennité financière 	<ul style="list-style-type: none"> • Uniformité • Décroissance de l'accès public • Perte du pâturage • Équilibre entre les partenaires • Usages commerciaux, résidentiels et industriels

Ce travail a mené les acteurs à déterminer les principaux enjeux du territoire (tableau IX), à définir une vision future (tableau VIII) pour le projet de paysage humanisé ainsi que de grandes orientations (tableau IX) pouvant répondre aux enjeux.

Tableau VIII – Énoncé de vision du projet de paysage humanisé

À travers ce projet de paysage humanisé, consacrer, poursuivre et actualiser les approches qui font des îles de la Commune et du Mitan un laboratoire vivant du patrimoine naturel et agricole des basses terres du Saint-Laurent

Tableau IX – Enjeux du territoire et orientations du paysage humanisé des îles de Berthier

ENJEU		ORIENTATION	
1.	Cohabitation « nature-agriculture »	1.1	<i>Pérenniser et actualiser la vocation de pacage</i>
		1.2	<i>Renforcer la cogestion du territoire</i>
2.	Vitrine d'aménagements	2.1	<i>Protéger et favoriser les espèces floristiques indigènes</i>
		2.2	<i>Poursuivre les interventions pour optimiser et concilier les fonctions du territoire</i>
3.	Gestion d'un milieu fragile et fréquenté	3.1	<i>Améliorer les structures d'accueil pour les visiteurs</i>
		3.2	<i>Assurer l'accessibilité aux îles dans le respect des vocations « conservation » et « agricole »</i>
4.	Un paysage humanisé « Porte d'entrée » de l'archipel	4.1	<i>Consacrer les îles de la Commune et du Mitan comme porte d'entrée des îles de Berthier</i>
		4.2	<i>Développer la vocation « agroalimentaire » des lieux</i>
5.	Une aire protégée en terres privées	5.1	<i>Reconnaître le rôle de la collaboration entre le milieu de la conservation et celui de l'agriculture dans la stratégie québécoise sur les aires protégées.</i>
6.	Patrimoine naturel, patrimoine bâti et traditions	6.1	<i>Protéger, mettre en valeur et mieux faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier</i>

Bien que le patrimoine naturel soit identifié comme un enjeu, l'on remarque qu'aucune des orientations (tableau 3-5) ne fait référence de manière spécifique à la préservation des milieux naturels. La conservation des milieux naturels apparaît traitée de manière implicite. Certains énoncés y font allusion, dont ceux visant à assurer l'accessibilité aux îles dans le respect des vocations *conservation* et *agricole*, à protéger les espèces floristiques indigènes ou encore à renforcer la cogestion du territoire. Ce faisant, les acteurs du projet mettent l'accent sur la préservation des milieux agricoles du territoire, élément clé du paysage humanisé.

3.2 Présentation du projet de recherche-action aux acteurs

Notre projet de médiation paysagère s'est amorcé quelques mois plus tard à l'invitation de membres de la table de travail. En avril 2015, nous avons présenté au groupe de travail notre projet de recherche-action et son objet : un accompagnement au projet de paysage humanisé par une approche de participation. Cette séance a été animée par un autre chercheur. Le tableau X expose les étapes préparatoires de cette rencontre, ses résultats et les activités de suivi.

Tableau X – Synthèse de la rencontre du 25 avril 2015

1- Lancement et présentation du projet, 14 avril 2015	
Activités préparatoires	Visites terrain du site Collaboration à la rédaction de la demande de reconnaissance du projet de paysage humanisé, un document nécessaire au dépôt du projet auprès du ministère concerné ; Élaboration d'un plan du travail participatif et d'un échéancier ; Détermination du lieu de rencontre et des éléments à discuter ; Transmission par courriel de l'invitation à la rencontre et de l'ordre du jour proposé aux membres de la table de travail.
Résultats de la rencontre	Tous les membres invités étaient présents sauf un. Un chercheur invité a animé la rencontre. Un tour de table nous a permis de nous présenter. Les membres présents ont discuté de la demande de reconnaissance, un document exigé par le MDDELCC. Une première version du texte leur a été transmise par courriel quelques jours avant la rencontre par le membre responsable d'en rassembler les divers éléments. Le texte de la demande ne leur apparaissait pas suffisamment étoffé. Ils se sont réparti les chapitres à compléter. Par la suite, les personnes présentes ont discuté des étapes à venir avant le dépôt de la demande auprès du MDDELCC : la finalisation et la mise en page graphique du document, organisation d'une rencontre et présentation de la demande aux maires des municipalités concernées, l'obtention de résolution des municipalités et du conseil des maires de la MRC. Puis, nous avons présenté le projet de recherche-action : un accompagnement pouvant mener à l'élaboration d'un plan d'aménagement par leur participation, les types d'activités proposés (entretien individuel et ateliers-rencontres) et un échéancier. Les membres présents ont démontré leur intérêt à y participer. Une date et un lieu de rencontre pour le premier atelier ont été déterminés avec les participants. Enfin un membre a exposé le projet d'un reportage à venir dans un magazine spécialisé à propos des îles de la Commune et du Mitan et du paysage humanisé.
Suivi	Nous avons rédigé et acheminé par courriel un compte-rendu synthétique de cette première rencontre à l'ensemble des membres de la table de travail dans les jours suivants.

Nous leur avons proposé un plan de travail préliminaire afin de coconstruire un éventuel plan d'aménagement des deux îles au moyen d'ateliers-rencontres et d'un entretien individuel au préalable pour mieux comprendre le rôle et les attentes de chacun. Les personnes présentes ont manifesté leur intérêt à participer au projet et le groupe a convenu d'une date et d'un lieu convivial pour le premier atelier-rencontre.

3.3 Entretiens semi-dirigés

Parallèlement au démarrage du projet, nous avons amorcé les entretiens individuels semi-dirigés avec les membres de la table de travail. Le premier entretien visait plusieurs objectifs :

- Mieux connaître chacun des acteurs concernés par le projet paysage ;
- Préciser le rôle, les motivations, intérêts et attentes de chacun à l'égard du projet de paysage humanisé ;
- Approfondir les connaissances du territoire ;
- Appréhender les relations ou situations potentiellement conflictuelles du projet ;
- Encourager leurs réflexions autour de la démarche collective du paysage humanisé en les invitant à identifier les acteurs qui pourraient ou devraient participer au projet ; de même que les moyens de le communiquer et les publics à rejoindre.

Pour ce faire, l'entretien a été mené sur une base individuelle et a considéré divers thèmes :

- Le lien du participant avec le territoire
- Les qualités du territoire perçues par le participant
- Le rôle et les attentes du participant
- Leur connaissance des acteurs concernés par la démarche
- Les besoins de communiquer le projet

L'entrevue d'une durée d'une trentaine de minutes a été réalisée par téléphone auprès de l'ensemble des participants. Toutefois, nous avons dû prendre en considération les agendas de chacun et étaler les entretiens bien au-delà de la période prévue soit jusqu'à près de trois mois après le premier atelier de travail participatif. Dans une perspective de

souplesse et d'adaptation du processus aux besoins de chacun, l'un des entretiens a été réalisé en personne. Les propos recueillis nous ont renseignée sur les éléments qui fondent leur attachement au territoire insulaire. Ils nous ont aussi informée de leurs préoccupations à son égard et, ce faisant, de la diversité de leurs intérêts à la préservation des patrimoines présents. Les échanges ont aussi mis en lumière le besoin de faire connaître la démarche pour obtenir l'appui de la collectivité.

3.4 Ateliers-rencontres

Le travail participatif avec les membres de la table de travail du projet de paysage humanisé s'est amorcé par la suite. Ce travail s'est étalé sur une quinzaine de mois autour de cinq ateliers-rencontres. D'une durée de deux heures, les séances se sont échelonnées au rythme d'environ un atelier par trimestre. Les résultats sont exposés dans les paragraphes suivants.

3.4.1 Atelier-rencontre 1

Le premier atelier-rencontre a eu lieu en juin 2015. Nous avons planifié le design des activités et des gabarits sur papier avec l'aide du chercheur impliqué en 2014 et coanimé l'atelier. Notre objectif était de rappeler à la mémoire des participants les résultats du diagnostic territorial, des enjeux, orientations et énoncé de vision, un travail réalisé antérieurement à notre recherche pour préciser l'assise du travail participatif. Les activités proposées à ce premier atelier-rencontre ont notamment mené les participants à valider l'énoncé de vision future du projet de paysage humanisé, à prioriser les orientations et quelques pistes d'action. Le tableau XI résume les activités préparatoires de l'atelier-rencontre, les résultats et le suivi de l'atelier.

Tableau XI – Synthèse de l'atelier-rencontre du 9 juin 2015

1- Atelier-rencontre du 9 juin 2015	
Activités préparatoires	<p>Amorce des entretiens individuels ;</p> <p>Élaboration du design des activités de l'atelier-rencontre, objectifs et outils (gabarits), préparation du matériel nécessaire ;</p> <p>Rédaction du cahier du participant en prévision de l'atelier présentant une synthèse des activités réalisées en 2014 et rappelant le diagnostic territorial, les enjeux, la vision, les orientations et des pistes d'actions ;</p> <p>Validation de la date de rencontre et transmission de l'ordre du jour et cahier du participant aux membres de la table de travail.</p>
Résultats de la rencontre	<p>Deux membres invités étaient absents ;</p> <p>Nous avons coanimé l'atelier avec l'aide d'un chercheur ;</p> <p>Cinq gabarits prédéterminés en papier format A1 ont servi de support aux discussions ;</p> <p>Chronologie des éléments discutés :</p> <p>Partie 1 - Nous avons expliqué le déroulement de l'atelier et des ateliers aux participants ;</p> <p>Partie 2 - Nous avons coanimé et soutenu la participation aux cinq activités prévues ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Activité 1 – À l'aide d'un gabarit, les participants ont rédigé ensemble les rubriques de la première page d'un journal fictif et imaginé la rétrospective des 15 premières années du projet de paysage humanisé. Ensemble, ils ont déterminé les retombées et les actions phares du projet par tranche de cinq ans, décrit trois photos fictives représentant les paysages après quinze ans, identifié deux personnages marquants concernés par le projet et deux indicateurs clés du projet. – Activité 2 – Les participants ont évalué individuellement l'importance des orientations du projet pour en concrétiser la vision et les prioriser en inscrivant une croix sur une échelle variant de peu à très important. Un marqueur de couleur a été remis à chacun des participants afin de vérifier les divergences et convergences entre les groupes et entre les individus. Un retour collectif sur leurs résultats a mis en lumière les éléments de convergence et de divergence. – Activité 3 – Cette activité a visé à vérifier la cohérence des actions avec les orientations. Les participants ont choisi individuellement deux actions parmi une liste de neuf actions identifiées à l'activité 1 et en atelier au printemps 2014 pouvant assurer l'atteinte de chacune des orientations. Un retour collectif a permis de déterminer les actions les plus pertinentes. – Activité 4 – Les participants ont évalué l'effort nécessaire et l'effet positif de chacune des neuf actions identifiées sur le projet de paysage humanisé. Ils les ont positionnés d'un commun accord les actions sur un graphique selon les axes effort et gain. – Activité 5 – Activité visant à détailler deux actions selon les résultats de l'activité 4, mais n'a pu être réalisée faute de temps <p>Partie 3 – Nous les avons informés des étapes suivantes du projet de recherche : compléter les entretiens individuels, organiser une visite terrain avec des membres du groupe, amorcer le travail de recherche d'idées inspirantes en lien avec les actions identifiées et déterminer un outil pour favoriser l'échange d'idées entre les participants.</p> <p>Partie 4 – L'ensemble du groupe a fait le point sur l'avancement de la demande de reconnaissance. La finalisation du texte a été remise à la mi-juillet et sa mise en forme graphique à la mi-août, une partie portant sur la géologie a été abandonnée, en raison d'un manque de ressource experte pour en assurer la rédaction.</p>

Suivi	<p>Nous avons rédigé un compte-rendu de la rencontre. Cependant, pour favoriser la participation de tous au projet alors que celui-ci s'amorçait, nous avons organisé deux rencontres individuelles avec les personnes absentes à ce premier atelier. Lors de ces rencontres individuelles, ces deux personnes ont été invitées à commenter les résultats du bilan rétrospectif du projet après quinze ans et le positionnement des pistes d'action sur un graphique effort/gain, puisque les résultats de ces deux activités relevaient de discussions du groupe en atelier. Puis, elles ont été invitées à remplir les gabarits portant sur la priorisation des orientations relativement à la vision et sur la cohérence des actions avec les orientations. Enfin, une fois leurs données compilées et analysées, un compte-rendu final a été transmis par courriel aux participants. Il a présenté les résultats des participants en atelier et ceux incluant tous les participants.</p>
-------	--

Lors de ce premier atelier-rencontre, les participants ont d'abord été invités à se projeter dans le futur pour concrétiser la vision du projet de paysage humanisé. À l'aide d'un gabarit, ils ont été invités à imaginer et décrire les éléments qui marqueraient le projet au cours des quinze années suivant l'obtention du statut de conservation convoité.

La figure 14 présente les notes manuscrites par le coanimateur sur le gabarit de papier. On y aperçoit les cinq rubriques complétées après discussions. Les participants ont décliné les retombées (1) et les actions phares du projet (2) sur trois périodes de cinq ans. Puis, ils ont imaginé et décrit trois photos significatives du territoire (3). Ils ont aussi déterminé deux chiffres clés (4) et le témoignage de deux usagers importants (5) du site.

LE PAYSAGE HUMANISÉ DES ÎLES DE LA COMMUNE ET DU MITAN A 15 ANS !

En 2016, les îles de la commune et du milieu obtenait le statut de paysage humanisé avec pour ambition de :
Consacrer, poursuivre et actualiser les approches qui font des îles de la Commune et du Mitan un laboratoire vivant du patrimoine naturel et agricole des basses terres du Saint-Laurent

1 Les retombées des 15 dernières années en rétrospective

De 2016 à 2021 - Soons	De 2021 à 2026 - Soons	De 2026 à 2031 - Soons
<ul style="list-style-type: none"> Un Parcours identitaire et un sentiment d'appartenance renforcé Être reconnu comme un lieu d'attraction de la nature Devenir un lieu incontournable d'attraction à la nature Faire reconnaître l'importance du rôle par les municipalités Des structures adaptées à plus d'interaction 	<ul style="list-style-type: none"> Une accessibilité accrue entre les îles et la ville Plus d'adhésion, maintien des mœurs, bonnes pratiques Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu 	<ul style="list-style-type: none"> Devenir un modèle "hybridé" de paysage humanisé La poursuite d'une politique de développement durable Préservation de la vocation - Protection

Renforcement continu de la collaboration

3 Trois photos qui montrent le territoire dans 15 ans : que représentent-elles et quelles sont les légendes qui les accompagnent ?

Photo	Légende
1. Photo d'un paysage agricole	Plus d'adhésion, maintien des mœurs, bonnes pratiques
2. Photo d'un paysage agricole	Plus de liens avec les habitants du lieu
3. Photo d'un paysage agricole	Plus de liens avec les habitants du lieu

2 Les actions phares en rétrospective

De 2016 à 2021 - Soons	De 2021 à 2026 - Soons	De 2026 à 2031 - Soons
<ul style="list-style-type: none"> Faire évoluer les pratiques agricoles Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu Plus de liens avec les habitants du lieu

4 Deux chiffres clés marquants les 15 dernières années

Chiffre	Marquants
1	Plus de liens avec les habitants du lieu
2	Plus de liens avec les habitants du lieu

5 Deux témoignages d'usagers du paysage humanisé : qui sont-ils ? Que disent-ils ?

Usager	Témoignage
Observateur	C'est la seule endroit où on peut observer des paysages, des... C'est agréable ! C'est tranquille ! On est seriné
Usager	On a adopté des pratiques... On a adopté des pratiques... On a adopté des pratiques...

Figure 14 – Gabarit utilisé pour illustrer les quinze ans du projet de paysage humanisé
 Crédit photo E. Fournelle

Dans un deuxième temps, les participants ont évalué l'importance des orientations pour concrétiser la vision au moyen d'une échelle sur un deuxième gabarit (figure 15). Nous leur avons remis un crayon-feutre, dont la couleur a été prédéterminée selon leur groupe d'appartenance. Puis, ils ont été invités à inscrire à tour de rôle, sur le gabarit de papier, une marque en fonction d'une échelle variant de peu à très important. Des participants ont préféré ne pas évaluer toutes les orientations, l'énoncé leur apparaissant incompréhensible ou non pertinent. Par conséquent, le nombre de votes par orientation a parfois été moindre que le nombre total de participants.

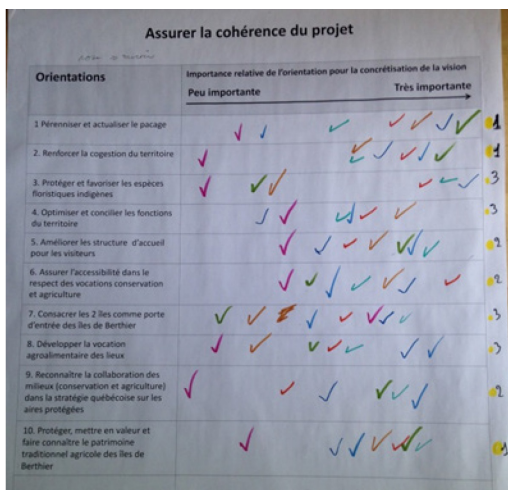


Figure 15 – Gabarit utilisé pour évaluer les orientations
Crédit photo E. Fournelle

Le dénombrement des marques a été fait en atelier et les résultats partagés avec les participants. L'examen post-atelier des résultats préliminaires a permis de les valider : l'échelle du gabarit a été découpée en dix parts égales, les marques des participants ont été transposées sur une grille puis comptabilisées.

La prise en compte des préférences des membres absents lors de l'atelier et rencontrés *a posteriori* a confirmé les trois orientations jugées les plus importantes ainsi que les trois de plus faibles importances. Deux d'entre elles obtiennent un classement supérieur. Le faible nombre de participants pourrait expliquer cette différence. Le tableau XII expose le classement des orientations en atelier et par tous les membres du groupe de travail.

Tableau XII – Classement des orientations par importance

Rang	Résultats participants en atelier	Résultats tous les membres de la table de travail
1 Fort	<ul style="list-style-type: none"> • Pérenniser et actualiser le pacage • Renforcer la cogestion du territoire • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier 	<ul style="list-style-type: none"> • Pérenniser et actualiser le pacage • Renforcer la cogestion du territoire • Assurer l'accessibilité dans le respect des vocations conservation et agriculture • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier
2 Moyen	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les structures d'accueil pour les visiteurs • Assurer l'accessibilité dans le respect des vocations conservation et agriculture • Reconnaître la collaboration des milieux (conservation et agriculture) dans la stratégie québécoise sur les aires protégées 	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger et favoriser les espèces floristiques indigènes • Améliorer les structures d'accueil des visiteurs • Reconnaître la collaboration des milieux (conservation et agriculture) dans la stratégie québécoise sur les aires protégées
3 Faible	<ul style="list-style-type: none"> • Optimiser et concilier les fonctions du territoire • Protéger et favoriser les espèces floristiques indigènes • Consacrer les 2 îles comme porte d'entrée des îles de Berthier • Développer la vocation agroalimentaire des lieux 	<ul style="list-style-type: none"> • Optimiser et concilier les fonctions du territoire • Consacrer les 2 îles comme porte d'entrée des îles de Berthier • Développer la vocation agroalimentaire des lieux

Ces résultats ont semblé mettre de l'avant deux grands axes d'orientation pour le projet, l'un relatif au paysage, l'autre relevant d'un niveau opérationnel, associé à son modèle d'intendance. Le premier témoignerait de leur préoccupation partagée à l'égard du patrimoine agricole traditionnel des îles, plus spécifiquement du pacage de l'île de la Commune et leur volonté de le protéger de le mettre en valeur. Le deuxième exprimerait une volonté ou leur intérêt à poursuivre leur collaboration voire la renforcer pour maintenir l'accessibilité des divers usagers et la cohabitation des fonctions.

Par la suite, les participants ont été invités à remplir le tableau d'un troisième gabarit. Ils devaient choisir deux actions parmi les neuf identifiées au cours des discussions et pouvant participer à l'atteinte des orientations (figure 16). Des participants ont jugé que

certaines orientations ne pouvaient être rencontrées par les actions proposées. Le décompte des marques a été fait à l'atelier et partagé avec les participants (tableau XIII).

Tableau XIII – Les cinq actions plus pertinentes aux orientations

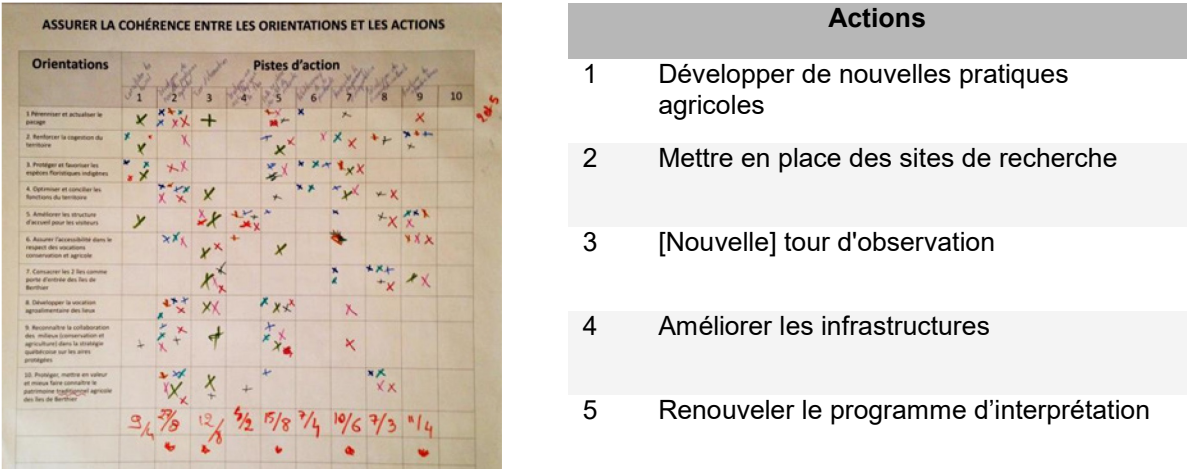


Figure 16 – Gabarit utilisé pour prioriser les actions
Crédit photo E. Fournelle

Par ailleurs, un examen post-atelier de la couleur et position des marques n'a pas permis de relever de tendances particulières sinon que de rendre compte de la préséance des choix individuels plutôt que de l'appartenance des participants à un groupe.

À l'égard de la détermination des actions qui participent le plus à l'atteinte de chacune des orientations (voir tableau XIV), la prise en compte des préférences des participants rencontrés *a posteriori* a confirmé l'identification en atelier de quatre des actions les plus pertinentes sur cinq. De ce nombre, seules deux d'entre elles répondaient à l'ensemble des orientations jugées prioritaires ou d'importance forte, soit le développement de nouvelles pratiques agricoles et la mise en place de sites de recherche.

Tableau XIV – Actions les plus pertinentes aux orientations, comparaison classement

Rang	Résultats participants en atelier				Résultats tous les membres de la table de travail			
	Actions	Nb de vote	Nb orientation concernée	Nb orientation prioritaire	Actions	Nb de vote	Nb orientation concernée	Nb orientation prioritaire
1	Développer de nouvelles pratiques agricoles	27	8	3	Développer de nouvelles pratiques agricoles	34	8	4
2	Mettre en place des sites de recherche	15	8	3	Mettre en place des sites de recherche	20	8	4
3	Tour d'observation	12	8	2	Tour d'observation	16	9	3
4	Améliorer les infrastructures	11	4	2	Développer des évènements culturels	15	5	2
5	Renouveler le programme d'interprétation	10	6	2	Renouveler le programme d'interprétation	14	8	2

Enfin, la quatrième activité participative a incité les participants à échanger et à évaluer les actions selon les efforts à consentir pour les réaliser et le gain attendu pour le projet. Pour ce faire, ils ont positionné d'un commun accord les neuf actions sur un gabarit papier le long des axes gain et effort (figure 17). Les résultats sont transposés au tableau XV. Le tableau XVI détaille les actions et leur classement. Ainsi, les participants ont reconnu que la consolidation des bois et le développement d'un événement culturel sont des actions qui demandent relativement peu d'efforts, mais qui participeraient beaucoup au succès du projet, nous les avons appelés actions gagnantes. En comparaison, l'amélioration des infrastructures et la construction d'une nouvelle tour apporteraient beaucoup au projet. Bien que structurantes, ces deux actions leur ont semblé exigeantes en termes de ressources humaines et financières et par conséquent seraient longues à réaliser.

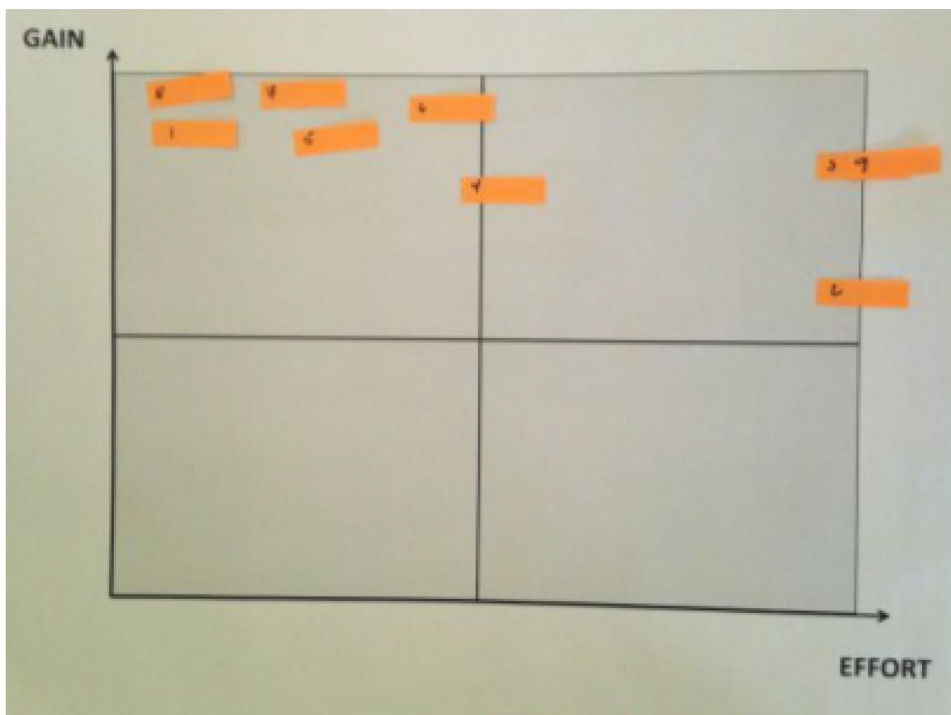


Figure 17 – Gabarit des actions positionnées selon les axes effort/gain
Crédit photo E. Fournelle

Tableau XV – Transposition des actions sur le graphique effort/gain

Pistes d'action	
1	Consolider les bois
2	Développer de nouvelles pratiques agricoles
3	Construire une très haute tour d'observation
4	Développer un accès physique ville/îles
5	Mettre en place des sites de recherche
6	Rétablissement de la perchaude
7	Renouveler le programme d'interprétation
8	Développer des événements culturels
9	Améliorer les infrastructures

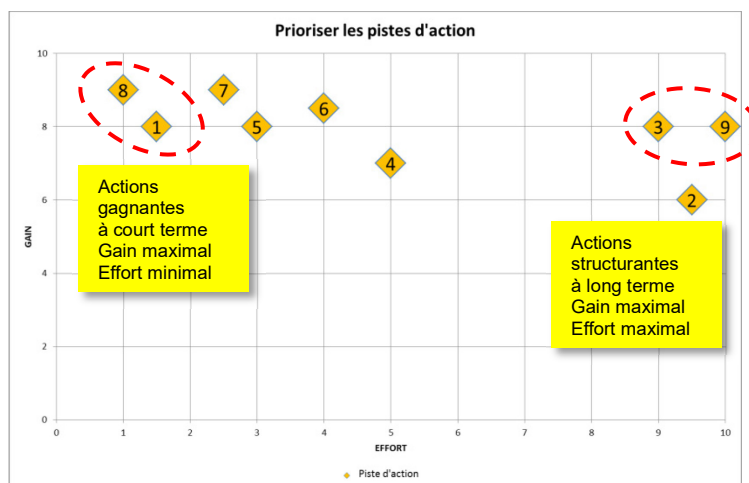


Tableau XVI – Classement des actions effort/gain

Action gagnante	Action intermédiaire	Action structurante
Court effort minimum/gain maximum	Moyen effort et gain moyen	Long terme effort maximum/gain maximum
<ul style="list-style-type: none"> – Consolider les boisés – Développer des évènements culturels 	<ul style="list-style-type: none"> – Développer de nouvelles pratiques agricoles – Développer un accès physique entre la ville et les îles – Mettre en place des sites de recherche – Rétablissement de la perchaude – Renouveler le programme d'interprétation (SCIRBI) 	<ul style="list-style-type: none"> – Aménager une très haute tour d'observation – Améliorer les infrastructures

Une dernière activité visait à détailler deux actions choisies, mais cette activité n'a pu être réalisée faute de temps.

3.4.2 Atelier-rencontre 2

Les résultats du premier atelier-rencontre, parfois renforcés par les propos des entretiens individuels, nous ont guidée pour élaborer la deuxième séance de travail participatif. Nous avons donc entrepris un travail de recherche d'idées et d'images pouvant satisfaire aux orientations prioritaires et inspirer la concrétisation de quelques actions déterminées par les participants en fonction des critères effort/gain, soit l'amélioration des infrastructures et l'organisation d'un évènement culturel. Le fruit du travail exploratoire a servi à élaborer le programme d'idéation de l'atelier-rencontre à l'automne 2015. Nous avons animé la séance au cours de laquelle nous leur avons partagé quelques propositions d'aménagement ou d'intervention au moyen d'un diaporama numérique (figures 18 à 21) pour encourager les échanges et la génération d'autres idées. Ces propositions ont concerné l'amélioration des infrastructures, l'actualisation du pâturage communal et l'organisation d'un évènement culturel. Les membres présents ont commenté librement les propositions au fur et à mesure de leur présentation, ajoutant d'autres idées lorsqu'ils

le souhaitaient. Le tableau XVII résume les activités entourant cet atelier-rencontre. Une synthèse des idées et des propositions est présentée au tableau XVIII.

Tableau XVII – Synthèse de l'atelier-rencontre du 27 novembre 2015

1- Atelier-rencontre du 27 novembre 2015	
Activités préparatoires	<p>Fin et analyse des entretiens individuels ;</p> <p>Analyse des résultats de l'atelier-rencontre portant sur la relance du projet ;</p> <p>Recherche d'idées et d'images inspirantes pour alimenter le groupe dans leur réflexion et les aider à préciser une ou des actions gagnantes et structurantes tout en tenant compte des orientations prioritaires ;</p> <p>Rencontre de personnes-ressources ;</p> <p>Mise à l'essai du blogue privé auprès de quelques membres de la table de travail, envoi par courriel à l'ensemble du groupe de trois des billets (PDF) portant sur les idées d'aménagement ;</p> <p>Élaboration du design des activités de l'atelier-rencontre ;</p> <p>Rédaction et mise en forme graphique d'un cahier du participant ;</p> <p>Préparation de la présentation et mise en forme graphique de planches illustrées ;</p> <p>Communication par téléphone et par courriel auprès des membres de la table pour fixer la date et le lieu de la rencontre ;</p> <p>Envoi par courriel aux membres de la table de travail de l'invitation, de l'ordre du jour proposé et du cahier du participant.</p>
Résultats de la rencontre	<p>Deux membres invités étaient absents ;</p> <p>Nous avons animé l'atelier ;</p> <p>Un diaporama numérique a été utilisé pour présenter les propositions et images ;</p> <p>Une carte des îles avec orthophoto en fond de plan de format A1 a été déposée sur la table ;</p> <p>Chronologie des éléments discutés :</p> <p>Retour sur l'objet de la recherche-action, les étapes du projet de paysage, rappel du processus s'appuyant sur la participation et l'échéancier proposé.</p> <p>Retour sur l'essai de plateforme d'échange numérique par un blogue privé. L'outil s'est avéré peu convivial pour échanger, il pourrait documenter la démarche.</p> <p>Présentation de propositions d'aménagement pouvant concrétiser la vision et les orientations prioritaires selon trois thèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Des exemples pour améliorer les infrastructures (une action structurante pour le projet selon la table de travail). Les propositions ont porté sur les écrans fauniques, les granges et l'aménagement d'une tour (ou voir le territoire de haut). – Des moyens de pérenniser et actualiser le pacage (pâturage communal), une orientation prioritaire du projet. Les exemples ont porté sur le développement d'un produit du terroir, l'aménagement d'un abri pour les bovins et chevaux pouvant servir de nichoir aux hirondelles rustiques et une certification environnementale pour le foin (pratiques agroenvironnementales respectueuses des oiseaux champêtres). Une autre proposition a fait le lien avec l'organisation d'un évènement culturel (parcours de sculpture). – Une idée d'évènement culturel pour souligner le 30^e anniversaire de la SCIRBI et le travail des anciens travailleurs de la Melcher à la protection

	<p>et mise en valeur des paysages des îles.</p> <p>Les participants ont été invités à échanger et discuter tout au long de la présentation des exemples. Les participants ont exploré d'autres idées, notamment l'aménagement d'un lien entre la ville de Berthierville et les îles. Enfin, un membre a présenté un projet de parcours de sculpture sur l'île du Mitan en voie de planification. Issue d'une initiative personnelle, ce projet répond à l'action visant l'organisation d'événements culturels. Une synthèse des discussions a mené à un consensus autour de quelques actions à approfondir pour la suite du travail de participation, écran faunique en saule, la conversion des granges, un événement culturel et autres interventions concernant le pacage.</p> <p>Le groupe a fait le point sur l'avancement du document de demande de reconnaissance. Des sections leur ont paru incomplètes demandant à être bonifiées. La finalisation du texte a alors été remise à la mi-décembre 2015 et sa mise en forme graphique décalée en janvier 2016.</p> <p>Le groupe a convenu d'un prochain atelier rencontre en février. La date devant être précisée ultérieurement.</p>
Suivi	<p>Nous avons rédigé et transmis un compte-rendu de la rencontre aux membres. Une des deux personnes absentes a été contactée par téléphone pour obtenir ses commentaires sur les propositions discutées, l'autre membre était indisponible.</p>

Nous avons convié les participants à discuter des infrastructures à améliorer (figure 19). L'amélioration de certaines de ces structures pourrait être porteuse pour le projet. Nous avons invité les participants à échanger autour de trois éléments construits du territoire et signifiants pour le projet de paysage humanisé : les écrans fauniques qui permettent aux visiteurs d'observer la faune sans la déranger (figure 20), les deux granges, des éléments représentatifs du patrimoine agricole du territoire et site de nidification traditionnel de l'hirondelle rustique (figure 21) et les moyens de voir le territoire d'un point de vue élevé, notamment par la construction d'une très haute tour.



Figure 18 – Page titre du diaporama du 2^e atelier-
rencontre



Figure 19 – Intervenir sur quelles infrastructures ?



Figure 20 – Des idées pour remplacer les écrans
fauniques



Figure 21 – Des idées pour préserver les granges

Les participants ont convenu que l'état des écrans fauniques, dont la construction remonte à l'aménagement des sentiers, était préoccupant. Les panneaux de contreplaqué sont marqués par l'usure du temps, plusieurs de ces écrans penchent dangereusement. Nous leur avons présenté des idées d'écran de trois types, l'un s'inspirant de la vannerie, fabriqué de tiges de saule vivant ou sec (figure 20), le deuxième des structures de bois combinant de nouveaux usages tels qu'un lieu de repos et un abri pour les visiteurs, le troisième une ossature légère de bois et câbles de couleurs sur lesquels grimpent des plantes indigènes. Les exemples de saule tressé ont particulièrement interpellé les participants, car ils valoriseraient une espèce floristique typique des milieux humides de la

région. Ils ont aussi apprécié leur intégration harmonieuse à l'environnement et la possibilité de réactualiser une pratique ancienne, la vannerie.

Par la suite, trois exemples de mise en valeur des granges leur ont été présentés, un réaménagement total, partiel et un projet éphémère par l'inscription d'un poème sur l'un des murs extérieurs d'une grange. La préservation des granges a semblé faire consensus, mais les rendre accessibles au public représenterait des contraintes importantes. Les travaux nécessaires pour les solidifier leur étaient inconnus. Ils ont convenus de faire appel à une ressource externe pour obtenir une évaluation de leur état. Les échanges sur l'aménagement d'une nouvelle tour et d'autres moyens d'observer le territoire de haut (film par un drone, visite par montgolfière) n'ont pas mené à un consensus. Plusieurs questions ont été soulevées à cet égard : la détermination du site, la hauteur d'une nouvelle tour, le besoin d'une signature architecturale. Or, la proposition d'une nouvelle tour a semblé s'inscrire dans une préoccupation portée à notre attention par un des acteurs dès la première rencontre du groupe. L'état des trois tours de la SCIRBI aménagés sur la propriété du Syndic de la Commune préoccupait ses administrateurs, mais l'entretien de ces infrastructures relevait de la SCIRBI. Il est possible que l'absence d'un consensus concernant l'implantation d'une nouvelle tour ait été liée à cette problématique sous-jacente.

Les propositions ont aussi abordé la pérennité et l'actualisation du package, une orientation jugée prioritaire, de même que celle qui vise à protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier (voir figure 22). Nous souhaitons du même coup mettre en évidence la transversalité de ces deux orientations. Nous avons présenté des exemples susceptibles de les concrétiser : lancement d'un produit du terroir et d'une appellation associée au pâturage communal (ex. : *Boeuf de la Commune*), aménagement d'un abri pour le bétail pour offrir un lieu de nidification aux

hirondelles rustiques, adhésion ou participation à la création d'une certification environnementale sur des pratiques respectueuses des oiseaux champêtres, ex. *Foin certifié ami des oiseaux des prés* et finalement, aménagement d'une sculpture animalière pour associer art et agriculture et marquer l'entrée de la Commune. Les échanges autour de ces propositions ont été nombreux. Ils ont généré d'autres idées notamment autour de la création de produits du terroir : un fromage de la Commune de Berthier issu d'un troupeau de vaches laissées en pâturage dans le pacage de la Commune, traite dans une laiterie temporaire, le lait transporté vers un transformateur. Ils ont aussi proposé l'aménagement de ruches et la création d'un miel de la Commune de Berthier.



Figure 22 – Des propositions pour actualiser le pâturage



Figure 23 – Une exposition photo pour faire le lien entre humains et paysages

Les autres idées des participants ont également considéré des aspects pédagogiques : aménagement d'abris et d'enclos pour des animaux de basse-cour (poules pondeuses, dindons), mise au pré de différentes races de bovins laitiers dont les caractéristiques seraient décrites sur un panneau d'interprétation. Les participants ont aussi discuté de l'aménagement d'un abri pour le bétail avec un toit de chaume (spartine pectinée) afin de documenter et perpétuer une technique de construction ancienne et spécifique à la région du lac Saint-Pierre. Toutefois, les propositions concernant le pacage n'ont pu

être confrontées à l'appréciation d'un acteur essentiel, l'agriculteur qui était absent à la rencontre.

Nous avons proposé une dernière action : un évènement culturel pour rendre hommage aux anciens travailleurs de la Melcher's ayant oeuvré à l'aménagement des infrastructures (sentier, tours, passerelles) de la SCIRBI au milieu des années 1980 et à l'héritage qu'ils ont laissé aux citoyens : les paysages des îles. L'idée de faire le lien entre les humains et les paysages nous a été inspirée par l'un des acteurs qui nous a rappelé, au cours des échanges entourant la rédaction d'une fiche-projet, l'importance de cet aspect historique sur la région berthelaise et l'impact de cette prise en charge collective sur l'évolution des îles et ses paysages. Des photos des travailleurs pourraient être exposées le long des sentiers, nous avons donné un exemple inspirant (figure 23). Cette proposition a été accueillie très favorablement par le groupe. Ils ont désiré l'approfondir pour une éventuelle mise en œuvre en 2016. Une source possible de financement du projet a été identifiée (Fonds Culture et patrimoine de la MRC).

Par ailleurs, au cours de la séance, les participants ont rappelé d'autres préoccupations et discuté d'autres actions possibles. Les acteurs ont notamment discuté de l'accès des îles depuis le village. Ils ont évoqué des moyens de créer un lien par la mise en service d'une navette entre les deux espaces et l'extension du tablier du pont routier actuel pour aménager une voie cyclable et piétonnière. Ces idées ont toutefois soulevé divers commentaires relatifs à leur complexité et contraintes de toutes sortes. Les participants n'ont pas souhaité explorer les possibilités plus loin à cette étape-ci. Ils ont aussi abordé le remplacement d'un ponceau sur la route 158 pour améliorer l'habitat de la perchaude sur les îles, un projet qui relevait du Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET).

En conclusion de cette rencontre, les participants ont souhaité approfondir quelques propositions, nous demandant de leur proposer un design pour les écrans de saule. Ils se sont par la suite distribué d'autres tâches en vue de la prochaine rencontre en atelier : trouver une personne-ressource pour l'évaluation des travaux et coûts de restauration des granges, s'informer de l'organisation d'un concours de design pour la tour, tester des hauteurs et points de vue différents pour l'implantation de la tour, faire une demande conjointe de financement pour l'exposition de photos commémorative, déterminer les ressources nécessaires pour l'implantation d'une petite ménagerie dans le pacage. Enfin, malgré l'annonce de l'abandon du blogue privé, le groupe a souhaité que les efforts de diffusion du projet de paysage humanisé se poursuivent.

Un acteur de la table de travail qui n'avait pu se présenter à l'atelier-rencontre a été contacté par téléphone dans les jours suivant la séance. Nous l'avons invité à commenter les diverses propositions des participants concernant le pacage. Aucune des propositions de l'atelier n'a soulevé son intérêt, il en a plutôt relevé les contraintes de coûts, de surveillance et d'entretien du site.

Tableau XVIII – Synthèse des propositions partagées à l'atelier d'idéation

Proposition discutée	Orientation (niveau d'importance)	Action concernée	Horizon temporel		
			Court	Moyen	Long
Remplacement des écrans fauniques	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les structures d'accueil pour les visiteurs (2) • Optimiser et concilier les fonctions du territoire (3) • Protéger et favoriser les espèces floristiques indigènes (3) 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les infrastructures 	X		
Préservation des granges	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier (1) • Améliorer les structures d'accueil pour les visiteurs (2) 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les infrastructures • Renouveler le programme d'interprétation 		X	
Aménagement nouvelle tour et autres moyens pour offrir un point de vue en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier (1) • Améliorer les structures d'accueil pour les visiteurs (2) 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les infrastructures 			X
Création de produits du terroir (Bœuf élevé sur l'herbe, fromage, miel)	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier (1) • Pérenniser et actualiser le pacage (1) • Développer la vocation agroalimentaire des lieux (3) 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer de nouvelles pratiques agricoles 		X	
Aménagement d'abri pour le bétail	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier (1) • Pérenniser et actualiser le pacage (1) 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer de nouvelles pratiques agricoles 		X	
Création ou adhésion à une certification environnementale pour la culture du foin	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier(1) • Pérenniser et actualiser le pacage (1) 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer de nouvelles pratiques agricoles 		X	
Sculpture animalière à l'entrée du pacage	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier (1) • Pérenniser et actualiser le pacage (1) • Consacrer les 2 îles comme porte d'entrée des îles de Berthier (3) 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des événements culturels 		X	
Expo photo commémorative	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine traditionnel agricole des îles de Berthier(1) 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des événements culturels 	X		
Création d'un lien vers les îles (navette ou extension tablier du pont)	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les structures d'accueil pour les visiteurs (2) • Consacrer les 2 îles comme porte d'entrée des îles de Berthier (3) 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer un accès physique ville/îles 			X

3.4.3 Atelier-rencontre 3

La réception très positive de la table de travail à la proposition de réaliser un projet concret nous a semblé présenter un potentiel mobilisateur à mettre à profit pour encourager leur implication et la poursuite du projet de médiation. Considérant les résultats et les décisions des participants à l'atelier d'idéation, nous avons donc œuvré à approfondir les propositions d'intervention qui leur avait semblé porteuse : un nouvel écran faunique en saule et un événement culturel commémoratif. Le tableau XIX fait état du travail préparatoire entourant ce travail d'approfondissement, l'atelier-rencontre et le suivi.

Tableau XIX – Synthèse de l'atelier-rencontre du 8 mars 2016

1- Atelier-rencontre du 8 mars 2016	
Activités préparatoires	<p>Consultation avec une personne-ressource sur la technique de tressage de tiges et espèces indigènes potentielles pour la construction d'un écran de tiges vivantes et sèches ainsi que des éléments nécessaires à un design durable ;</p> <p>Exploration conceptuelle d'écrans de saule tressé (vivant et sec) et validation du design auprès de personnes-ressources ;</p> <p>Dessin et construction d'une maquette du concept final, élaboration de simulations visuelles de prototypes d'écran avec tiges sèches et vivantes ;</p> <p>Consultation d'un expert en patrimoine agricole bâti sur les ressources techniques et aides financières possibles ;</p> <p>Recherche d'exemples concrets de rénovation/conversion de grange et témoignages ;</p> <p>Consultation d'une personne-ressource sur les modalités de financement du programme Fonds Culture et patrimoine pour le projet d'expo-photo ;</p> <p>Communication par téléphone et par courriel auprès des membres de la table pour fixer la date et le lieu de la rencontre ;</p> <p>Envoi par courriel aux membres de la table de travail de l'invitation, de l'ordre du jour proposé.</p>
Résultats de la rencontre	<p>Cinq membres invités étaient absents ;</p> <p>La chercheuse a animé l'atelier ;</p> <p>Un diaporama numérique a été utilisé pour présenter les propositions d'écrans fauniques ;</p> <p>Chronologie des éléments discutés :</p> <p>Retour sur les étapes du projet de paysage humanisé, la recherche-action en cours et l'échéancier proposé.</p> <p>Présentation de propositions pour les écrans fauniques en saule tressé (vivant et sec) concept, simulation visuelle, contrainte de culture et entretien, coût.</p> <p>Présentation de concepts d'écrans fauniques en saule, contraintes de culture, coûts d'un prototype et discussion autour du projet ;</p> <p>Présentation des éléments nécessaires à l'organisation d'une exposition photo commémorative jumelant les anciens travailleurs de la Melcher's et paysages des îles et discussion autour du projet ;</p>

Discussion sur la conversion des granges : contraintes réglementaires, disponibilité de ressources documentaires et financières, suivi de la présentation d'exemples et d'un témoignage de conversion ;

Le point sur le territoire vu de haut :

- Concernant un test par drone ; des données prises par un bénévole pourraient donner un aperçu, mais des données déterminées par un protocole sont nécessaires pour donner une assise solide à un projet d'implantation d'une nouvelle tour ou autre. Le laboratoire d'innovation en paysage de la Chaire en paysage et environnement (UdeM) offre ce genre d'expertise. Le Fonds de développement des territoires est une piste de financement à considérer. Ce type de programme pourrait supporter cette initiative.
- Concernant un concours architectural pour une nouvelle tour, une rencontre avec un chercheur de la chaire paysage et environnement pourrait être organisée pour déterminer les critères et procédures nécessaires à l'organisation d'un concours d'architecture. Cela suppose de s'entendre minimalement sur ce que le groupe veut comme concept pour décider de l'organisation du concours avec des étudiants ou des professionnels. Le projet doit être considéré dans son ensemble afin de définir une stratégie de démarche et déterminer les étapes (drone, concours architectural, implantation d'une nouvelle tour). Un exemple de tour a été produit par une étudiante en architecture de paysage dans le cadre de l'atelier régional.

Retour sur les propositions concernant dans le pacage :

- Un appel aux agriculteurs pourrait être fait pour accueillir d'autres animaux gratuitement selon des critères (races, résistance aux conditions du site, santé, vaccins). Par contre, en raison du manque d'ombre (il n'y a pas d'abris), les éleveurs pourraient hésiter à mettre leurs animaux dans le pacage.
- Après consultation à l'interne, les acteurs du Syndic de la commune écartent les autres propositions en raison des ressources nécessaires, surveillance des installations et l'entretien ;

Enfin, en synthèse les personnes présentes ont convenu :

- D'aller de l'avant avec la construction d'un prototype d'écran de saule vivant au printemps. Un financement par MFFP est disponible pour l'achat des tiges de saule. Le Syndic de la Commune s'engage à un financement jusqu'à 500\$ pour contribution à l'achat des autres fournitures (tiges d'acier, etc.) et tarif de la vannière. Nous avons convenu de planifier les étapes en collaboration avec la SCIRBI ;
- D'aller de l'avant pour le projet d'expo photo commémoratif, en participant à l'appel de projet de la MRC, planifiant les étapes, une personne est intéressée à travailler à sa réalisation ;
- Granges : l'évaluation de l'état des granges est à venir ;
- Tour et points d'observation : un membre propose d'identifier une personne pour faire un premier survol par drone des îles et collecter des images. Le développement d'une stratégie apparaît nécessaire pour l'avancement de ce projet ;
- Pacage : de nouvelles races de bétail pour le pacage pourraient être identifiées ;

Le groupe a fait le point sur l'avancement du document de demande de reconnaissance. Des compléments portant sur les changements climatiques, l'histoire géologique et amérindienne seront ajoutés. La mise en page graphique est remise, en attente de financement. La date de présentation aux élus est à déterminer.

	<p>Un membre de la table a présenté un reportage paru dans l'édition printemps 2016 de Nature sauvage portant sur les îles de la Commune et du Mitan et le projet de paysage humanisé. Le texte accorde une belle visibilité au territoire et au projet.</p> <p>Le groupe a convenu de deux prochaines rencontres, l'une début juin et l'autre en septembre, les dates devant être précisées ultérieurement.</p>
Suivi	Nous avons rédigé et transmis un compte-rendu de la rencontre aux membres.

La séance visait à partager les informations recueillies et à déterminer leur intérêt à réaliser concrètement une ou des actions en œuvre au cours du projet de médiation. Cependant, cette rencontre s'est aussi révélée celle ayant connu le plus faible taux de participation, un peu moins de la moitié des personnes invitées s'y sont présentées. Par conséquent, des éléments n'ont pu être approfondis. Nous avons amorcé la séance par un survol de la démarche du projet de paysage humanisé des îles de Berthier, les étapes réalisées et à venir ainsi que le processus de recherche-action par la médiation en cours. Puis, nous avons échangé autour de quelques actions identifiées à de la séance précédente. Nous avons d'abord présenté une proposition conceptuelle pour l'écran de saule vivant (figure 25) ainsi que des options en saule sec tout en précisant les contraintes culturelles, l'entretien et les coûts estimés d'un prototype.



Figure 24 – Page titre du diaporama du 3e atelier-rencontre

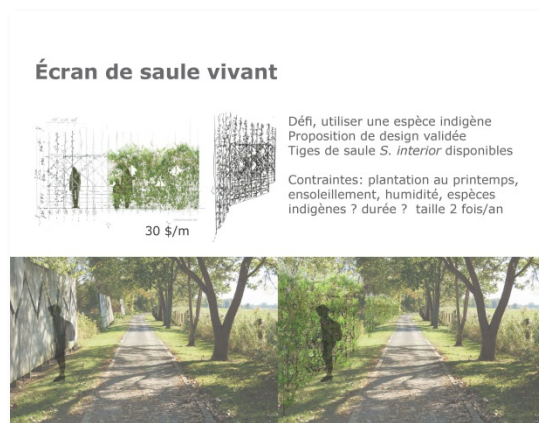


Figure 25 – Discuter d'un concept d'écran de saule vivant



Figure 26 – Approfondir le projet d'expo photo



Figure 27 – Discuter de la conversion des granges

Les participants ont souhaité aller de l'avant pour la construction d'un prototype d'écran de saule vivant tressé par une corvée collective au printemps. Nous avons proposé d'accompagner la SCIRBI à son organisation. Par la suite nous avons invité les participants à discuter des étapes nécessaires à la réalisation d'une exposition photo commémorant la construction des tours et sentiers par d'anciens travailleurs de la Melcher's (figure 26). Considérant qu'une source de financement était possible et qu'une personne-ressource avait manifesté son intérêt pour s'occuper du projet, les personnes présentes ont aussi souhaité aller de l'avant et poursuivre la planification du projet. Nous avons proposé notre collaboration pour la rédaction de la demande de financement. En troisième lieu, nous leur avons fait part de renseignements concernant la conversion des

granges notamment à l'égard des contraintes réglementaires et des ressources (figure 27). Nous leur avons présenté des exemples et le témoignage d'une personne ayant réalisé un tel projet. La préservation et la mise en valeur des granges ont semblé peu réalistes pour certains. Les personnes présentes ont aussi discuté d'un abri de bois pour le bétail inspiré du bâti agricole traditionnel pour offrir des sites de nidification aux hirondelles rustiques. Invité à commenter la proposition *a posteriori*, un acteur concerné a indiqué que la présence d'un abri dans le pacage nuirait aux activités agricoles, notamment à son réensemencement. La séance s'est poursuivie sur le projet de tour et de points de vue en hauteur. Les échanges polis, mais peu enthousiastes nous ont donné l'impression d'un intérêt mitigé à l'égard du projet. Les participants ont convenu que des données techniques fiables seraient nécessaires pour déterminer un site éventuel. La stratégie et les étapes d'un tel projet devraient être précisées. Puis, nous les avons invités à faire le point sur les propositions concernant le pacage. Un participant nous a informés que de l'avis de l'agriculteur concerné, les pratiques actuelles des éleveurs de bovins laitiers ne s'y prêteraient pas.

3.4.4 Atelier-rencontre 4

Au cours des semaines qui ont suivi les discussions en atelier, nous avons collaboré au développement des deux actions porteuses. La disponibilité de ressources (techniques, financières, matérielles) facilitait le développement d'un prototype d'écran de saule tressé et d'une exposition photo. Le quatrième atelier-rencontre a permis de partager le bilan de ces deux actions, mais aussi de revenir à la planification stratégique pour soutenir la poursuite du projet de paysage humanisé et favoriser sa prise de relais. Le tableau suivant résume les activités entourant cette séance.

Tableau XX – Synthèse de l'atelier-rencontre du 9 juin 2016

1- Atelier-rencontre du 9 juin 2016	
Activités préparatoires	<p>Participation au projet d'écran de saule vivant à sa planification (choix des végétaux, visite du site) et à sa construction lors d'une corvée collective ainsi qu'à la planification du projet culturel ;</p> <p>Assistance à une intervention pour contrôler une espèce exotique envahissante à l'entrée de l'île de la Commune ;</p> <p>Recherche iconographique des paysages de l'île ;</p> <p>Préparation de la présentation et mise en forme graphique de planches illustrées ;</p> <p>Communication par téléphone et par courriel auprès des membres de la table pour fixer la date et le lieu de la rencontre ;</p> <p>Envoi par courriel aux membres de la table de travail de l'invitation, de l'ordre du jour proposé.</p>
Résultats de la rencontre	<p>Deux membres invités étaient absents ;</p> <p>Nous avons animé l'atelier et présenté un diaporama numérique ;</p> <p>Les participants étaient libres de commenter tout au long de la présentation ;</p> <p>Chronologie des éléments discutés :</p> <p>Retour sur le projet de paysage humanisé, les étapes réalisées et à venir, le projet de recherche-action et l'échéancier rappelant sa conclusion prochaine ;</p> <p>Compte-rendu des deux actions projetées et d'une initiative du MFFP :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Un écran faunique de saule tressé vivant, d'une dimension de 7,2 m de long par 2 m de haut et fait de tiges de <i>Salix discolor</i> a été construit lors d'une corvée collective au début du mois de mai. Le feuillage a commencé à apparaître ; – Le projet d'expo photo pour commémorer le 30^e anniversaire de la construction des sentiers et des tours sur l'île de la Commune par des anciens travailleurs de la Melcher's a connu des embûches. Il pourrait être mis en veilleuse ; – Une intervention expérimentale a été menée par une équipe du MFFP à l'entrée de l'île de la Commune pour contrôler la renouée du Japon, une espèce exotique envahissante ; <p>Nous avons présenté le prototype d'écran faunique en saule tressé. Des personnes nous ont informées qu'il aurait suscité l'intérêt des visiteurs. Nous avons rappelé la nature expérimentale du projet qui exige un suivi de la croissance des tiges et l'entretien par une taille annuelle. Par ailleurs, si le projet d'exposition photo les avait intéressés au départ, le manque de ressources financières et humaines et d'autres préoccupations internes ont semblé confirmer sa mise en veilleuse. Concernant l'intervention en vue de contrôler la renouée du Japon à l'entrée de l'île, les participants ont partagé leur inquiétude quant à la présence de cet envahisseur sur le territoire et les impacts possibles sur les milieux présents et la faune qui les occupent ;</p> <p>Retour vers le futur désiré. Les deux derniers ateliers-rencontres ayant porté sur les actions, nous avons d'abord rappelé la planification stratégique partagée du projet de paysage humanisé (vision et orientations). Nous avons présenté quelques photos du paysage des îles et les avons conviés à partager leurs réflexions sur les éléments du paysage à maintenir, à améliorer ou à créer. Puis, nous avons présenté et commenté des photos anciennes et actuelles des îles qui rendent compte de l'évolution des éléments du paysage et de leur</p>

	<p>appréciation par les observateurs. Dans un troisième temps, nous avons relancé la question des points de vue en hauteur en présentant des vues prises depuis les trois tours de l'île de la Commune.</p> <p>Par la suite, nous avons abordé la question de la prise de relais du projet puisque notre projet de médiation s'achevait à la fin de l'été. Des personnes ont proposé quelques solutions pour assurer une aide logistique. Mais les exigences du ministère suite au dépôt de la demande de reconnaissance leur sont apparues trop floues pour les aider à définir une stratégie. Il a été proposé d'organiser une rencontre entre les acteurs, des représentants du ministère concerné et une personne responsable d'un autre projet de paysage humanisé à la Ville de Montréal.</p> <p>Enfin, les participants ont fait le point sur le document de la demande de reconnaissance. L'écriture des textes étant terminée, sa mise en page devait être réalisée au cours de l'été.</p> <p>Une plage de dates de la rencontre a été proposée en vue de la prochaine rencontre.</p>
Suivi	Nous avons rédigé et transmis par courriel un compte-rendu de la rencontre aux membres.

Les participants présents ont été plus nombreux qu'à la séance précédente. Cependant, les allées et venues de certains ont perturbé le rythme de la présentation. Nous avons d'abord rappelé le processus en cours et les activités réalisées. La concrétisation du prototype d'écran de saule tressé a suscité l'intérêt des participants. Cependant, les discussions entourant le développement du projet d'expo photo ont fait connaître des divergences. Devant l'insistance d'un participant qui proposait des solutions pour en assurer la poursuite, un participant a souhaité ne pas être bousculé. Un groupe d'acteurs a souhaité en discuter entre eux avant de se prononcer. Nous avons invité les personnes concernées à nous partager leur décision par la suite.

Les écrans fauniques



Remplacer un ou des écrans le long des sentiers

Construction d'un prototype en saule vivant tressé



Figure 28 – Retour sur la construction de l'écran faunique de saule tressé
Crédit photos E. Fournelle et A. Nicol

Puis, nous avons rappelé la planification stratégique du projet de paysage humanisé, exprimée par la vision commune (tableau VIII) et les orientations (tableau IX) afin de lui insuffler un nouvel élan suite au travail collectif sur les actions. Pour ce faire, nous avons présenté quelques photos des paysages des îles. Nous avons invité les participants à les observer et à partager leurs réflexions sur les éléments du paysage à maintenir, à améliorer ou encore à créer (figure 31). Nous avons tenté de lancer les échanges en commentant l'intérêt des percées visuelles de l'île de la Commune vers le noyau villageois. Une personne a expliqué que ces fenêtres sur le paysage seraient issues d'une demande citoyenne. Suite à la plantation d'une rangée d'arbres en bordure de l'île, des résidents auraient demandé que des trouées soient maintenues à quelques endroits afin de leur permettre d'observer les animaux du pâturage communal. Les acteurs ont

brièvement échangé sur la possibilité d'entretenir ces vues par la plantation d'arbustes en rive. Par la suite, nous leur avons présenté des cartes postales anciennes des îles datant du début du XX^e siècle et commenté leurs paysages, soulignant leurs éléments mis en valeur, notamment le pâturage et le bétail (figure 29). Nous avons poursuivi par la présentation de quelques photos déposées par des visiteurs des îles sur des sites internet de partage (figure 30). Nous avons porté à leur attention les changements des paysages ainsi que des éléments valorisés par les photographes amateurs (figure 31). Nous avons souligné la valeur identitaire du pâturage exprimée par ces images anciennes et contemporaines et la demande des citoyens pour ouvrir et maintenir des vues sur celle-ci. Le visionnement de ces images et leur interprétation a semblé les intéressés, mais leurs échanges ont été peu nombreux. Par ailleurs, considérant que la question d'une nouvelle tour n'avait pas mené à un consensus clair à ce jour, nous avons tenté de les relancer sur cette question en présentant quelques panoramas pris depuis les trois tours de l'île de la Commune (figure 32). Un participant a avancé à ce sujet qu'il pourrait mener à un « *long débat* », aucun participant n'a ajouté de commentaires.

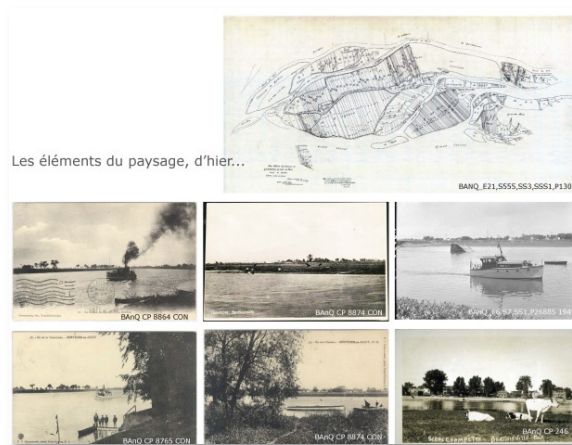


Figure 29 – Cartes postales anciennes et paysages des îles de Berthier



Figure 30 – Paysages des îles de Berthier photographiés par des visiteurs



Figure 31 – Quels paysages des îles pour l'avenir ?



Figure 32 – La question des tours et points de vue

Enfin, nous avons invité les participants à se prononcer sur la prise de relais de la démarche de médiation paysagère. Une personne s'est proposée, sous réserve, à maintenir temporairement l'animation de la table de travail. Un autre participant a offert un soutien à la logistique. Cependant, la stratégie à mettre en place après notre projet de recherche-action a révélé plusieurs flous. Au-delà de la demande de reconnaissance, quels autres documents devront être produits ? Que devraient-ils comprendre ? Constatant la difficulté de saisir les exigences gouvernementales après le dépôt de la demande, les participants ont convenu qu'une rencontre avec les représentants du MDDELCC serait bénéfique afin de prendre connaissance des ressources possibles et de préciser les éléments exigés. Il a aussi été proposé d'inviter une personne responsable du projet de paysage humanisé en cours à la Ville de Montréal pour apprendre de cette expérience.

3.4.5 Atelier-rencontre 5

Notre travail de médiation s'est donc poursuivi autour de la prise de relais du projet. Nous avons contacté des personnes responsables du statut au ministère concerné et la personne responsable du projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard. Les personnes invitées ayant souhaité visiter les deux îles, nous avons collaboré avec les acteurs à

l'organisation d'une visite terrain d'une durée de deux heures le matin suivie d'une rencontre d'une durée de deux heures en après-midi. Cette dernière rencontre a visé à partager les expériences des îles de Berthier et de L'Île-Bizard, mais aussi de mieux comprendre les exigences du statut de même que les étapes à venir pour encourager la poursuite du projet.

Tableau XXI – Synthèse de la rencontre du 14 septembre 2016

1- Atelier-rencontre du 14 septembre 2016	
Activités préparatoires	<p>Prise de contact avec des personnes-ressources au ministère concerné et une personne responsable du projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard à la Ville de Montréal</p> <p>Détermination d'une date de rencontre avec ces personnes et les acteurs de la table de travail et lancement des invitations ;</p> <p>Organisation du programme de la journée en collaboration avec des acteurs et détermination de l'ordre du jour ;</p> <p>Communication par téléphone et par courriel auprès des invités des membres de la table pour confirmer la date, l'heure et le lieu de la rencontre et les éléments de l'ordre du jour ;</p> <p>Préparation d'une présentation synthèse du projet de recherche-action (médiation paysagère)</p>
Résultats de la rencontre	<p>Trois membres de la table de travail, deux représentants invités du MDDELCC et deux représentants invités de la Ville de Montréal et acteurs étaient présents ;</p> <p>La visite terrain a permis de faire connaître aux invités certains milieux naturels et agricoles du territoire (marais, bois, pâturage, champs en culture), les aménagements réalisés pour les protéger et les mettre en valeur (passe migratoire, sentiers, tours, passerelles, écran faunique ancien et nouveau prototype, intervention sur les EEE) ;</p> <p>Tous les membres de la table de travail étaient présents, sauf une personne qui est arrivée vers la fin de la rencontre ;</p> <p>Nous avons animé la rencontre ;</p> <p>Un tour de table a permis aux personnes présentes de se présenter ;</p> <p>Une personne a expliqué les circonstances ayant mené au projet statut de conservation visé, les projets réalisés et à venir. La mise en forme graphique de la demande de reconnaissance a été complétée, les acteurs de la table ont été invités à en faire une relecture avant sa présentation aux maires concernés et le dépôt officiel ;</p> <p>Nous avons présenté notre projet de recherche-action, sa démarche et les principaux résultats et le défi de la prise de relais pour assurer la poursuite du projet ;</p> <p>Une représentante de la Ville de Montréal a présenté le projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard en cours, les motivations à son origine, les retombées attendues, les étapes réalisées et à venir ainsi que les défis rencontrés ;</p> <p>Une des personnes représentant le MDDELCC a expliqué le statut de paysage humanisé, ces objectifs, les exigences du Ministère quant aux usages, gestion, démarche et étapes, documents à produire de même que leur contenu, les éléments considérés à leur évaluation ;</p> <p>Une séance de questions et d'échanges d'environ une heure a suivi. Les</p>

	questions ont principalement porté sur les usages, la réglementation, les documents à produire par le promoteur du projet (ex. : le plan de conservation, d'action) tant sur les objectifs que leur contenu ; le manque de support et de ressources pour soutenir les projets ; la difficulté d'assurer la pérennité de tels projets à long terme en s'appuyant sur des bénévoles.
Suivi	Nous avons rédigé le compte-rendu de la séance. Les invités ont révisé et approuvé les éléments du compte-rendu les concernant, puis la version finale a été acheminée par courriel aux membres de la table de rencontre et invités.

La visite terrain a permis de faire connaître aux invités les qualités exceptionnelles du territoire. Ceux-ci se sont montrés intéressés par la diversité des milieux présents et la cohabitation des usages.

La rencontre qui a suivi a été l'occasion de partager les deux expériences de paysage humanisé en cours et les difficultés rencontrées. Le projet de L'Île-Bizard est un projet complexe qui concerne de nombreux acteurs dont plus de 400 propriétaires. Les défis sont multiples. Les attentes des acteurs divergent, la conciliation des intérêts de chacun n'est pas aisée. Des propriétaires s'opposent au projet, quels éléments gagnants devraient être mis en place pour favoriser leur adhésion ? Comment assurer la mobilisation des partenaires ? Quel mode de gouvernance mettre en place pour s'occuper du territoire protégé ? Quel devrait être son mode de gestion ? Comment assurer le financement ? Quelles actions porteuses mettre en place ? L'absence de projet officiel et le manque de directives claires participeraient aux difficultés du projet montréalais. La représentante du projet a souligné le support limité du gouvernement et l'absence de soutien financier pour la démarche. Suite à la présentation des deux projets, les représentants du MDDELCC ont exposé les diverses étapes et exigences menant à la création du statut de paysage humanisé. Ces renseignements ont confirmé la complexité d'une telle démarche pour un projet porté par des bénévoles. Devant l'ampleur de la tâche, des acteurs du projet des îles de Berthier se sont inquiétés de la suite des choses, reconnaissant que la demande de reconnaissance n'était pas encore déposée.

3.5 Activités de diffusion et de communication

Comme l'indiquent les étapes clés de la création d'un projet de paysage humanisé (tableau III), la démarche de paysage humanisé doit être soutenue par la collectivité et appuyée par des activités d'information, de consultation et de concertation auprès des populations concernées. Lors des entretiens individuels, un participant a reconnu qu'il « *est important de ne pas faire ça en cachette* ». Plusieurs ont souhaité faire connaître le projet aux « *élus, [aux] citoyens* », « *aux usagers [...] et même l'ensemble de la communauté* » voire même au « *plus grand nombre possible* » pour obtenir leur appui. Nous avons considéré cet élément pendant le processus de médiation afin d'encourager la diffusion du projet, mais aussi pour encourager la mobilisation et les réflexions des acteurs. À cet effet, nous avons exploré une plateforme d'échange internet avec des acteurs de la table, d'autres moyens ont été mis à contribution pour diffuser le projet.

3.5.1 Un blogue pour documenter la démarche

Nous avons mis à l'essai un blogue privé (sur Blogger) pendant quelques semaines à l'automne 2015. Nous avons prévu diffuser l'information entourant le projet et son avancement aux membres de la table de travail en leur partageant des exemples inspirants pour encourager leurs réflexions et ainsi documenter le processus. Une dizaine de billets ont été rédigés et mis en ligne à l'intention de quelques membres de la table de travail pour vérifier leur intérêt. Ces billets ont abordé le processus, l'histoire du lieu, des éléments de réflexions à l'égard du paysage et proposé quelques interventions d'aménagement (figure 33).



Figure 33 – Extrait du blogue privé sur le PH des îles

Bien que cet outil de communication nous ait semblé prometteur, la faible réponse des membres invités à en faire l'essai nous a menés à l'abandonner. Son contenu leur est apparu visuellement accrocheur, mais la perspective de commenter les articles en ligne ne les a pas interpellés. L'outil leur est semblé complexe et peu convivial.

3.5.2 Compte-rendu des ateliers-rencontres

Nous avons rédigé et distribué un compte-rendu après chaque rencontre de la table de travail informant du sujet, de la synthèse des débats, des décisions du groupe et des responsables de leur suivi. Si ce procédé a documenté notre démarche, il a révélé la participation fluctuante ou inégale des acteurs. Le suivi n'était pas réalisé ou la personne

qui s'était engagée à le faire ne se présentait pas à la séance suivante. D'autres outils de communication ont été utilisés pour faire connaître le projet à un public plus large.

3.5.3 Affiche du projet

Une affiche informant du projet de paysage humanisé a été réalisée pour informer les visiteurs des îles. Elle a été apposée au babillard à l'entrée du site et remise à un représentant de l'Organisme des bassins versants de la Zone Bayonne (OBVZB).

3.5.4 Conférence

Nous avons présenté le projet de paysage humanisé des îles aux membres de l'Association québécoise des interprètes du patrimoine (AQIP) dans le cadre de l'atelier national en octobre 2015.

3.5.5 Autres documents d'information

Un article a été publié dans l'Enc'Art, le magazine culturel numérique de la MRC de D'Autray. Par ailleurs, dans le cadre d'un état de la situation du lac Saint-Pierre commandé par le MDDELCC, la Coopérative de solidarité de la Réserve de la biosphère du lac Saint-Pierre a identifié le projet de paysage humanisé des îles de Berthier comme l'un des projets structurants de ce territoire. Ainsi, à l'invitation de la Coopérative de solidarité, nous avons collaboré à la rédaction d'une fiche décrivant le projet de demande de reconnaissance en cours.

Outre la diffusion du projet, les activités de communication ont aussi permis de nourrir les discussions du groupe de travail lors des ateliers-rencontres. Par exemple, le commentaire d'un participant à l'égard de la fiche-projet constatant l'absence d'une perspective historique a conduit la table de travail à s'intéresser au contexte social entourant l'aménagement des tours et sentiers sur l'île de la Commune dans les années 80.

4 ANALYSE DES RÉSULTATS

Si à l'amorce du projet nous avons brièvement envisagé l'élaboration d'un plan d'aménagement par la participation, le travail en atelier nous a conduits à reconnaître qu'un tel travail de planification et de design par la participation est exigeant en termes de temps, dépassant celui alloué pour une maîtrise. Rappelons que le projet de recherche-action visait à accompagner les acteurs du projet de paysage par une approche participative empruntant la posture de la médiation paysagère, un processus participatif en émergence. L'objectif n'était pas tant de produire un livrable, comme d'explorer l'approche de la médiation afin de témoigner de ses défis et de ses limites à l'avancement d'un projet de paysage humanisé. Le projet de médiation a plutôt cheminé par phase, la première entourant la connaissance du groupe, la deuxième a concerné la coconstruction du projet de paysage, la dernière a considéré sa prise de relais. Le présent chapitre expose l'analyse des résultats au fil des phases.

4.1 Apprivoiser et connaître le groupe

Le lancement du projet de recherche-action s'est inscrit dans un contexte particulier, celui-ci devait s'arrimer à un processus en marche réunissant un groupe de travail déjà formé. Il nous importait de mieux connaître chacun des participants et d'ancrer notre projet de médiation au travail collectif réalisé antérieurement en l'actualisant. Les entretiens semi-dirigés nous ont informés sur les motivations des participants à l'égard du projet de paysage humanisé et leurs attentes en plus d'apprécier leur connaissance du territoire. Des éléments nous ont semblé partagés au sein du groupe, mais d'autres aspects nous ont semblé poser un défi au développement du projet de conservation et au processus de participation.

4.1.1 Motivations des participants

Les propos recueillis au cours des entretiens semi-dirigés témoignent des valeurs que les participants accordent aux deux îles en dépit de contextes d’actions différents et de leur connaissance du territoire sur une échelle de temps plus ou moins long. Certains participants sont issus de familles qui habitent la région depuis de nombreuses générations. Leur motif d’attachement au territoire est parfois de nature expérientielle, associé à des êtres chers et à des souvenirs de l’enfance. Par exemple, une personne a rappelé que petite lors d’une ballade en chaloupe avec la famille au printemps, ils naviguaient entre les arbres et « *l’ambiance était magique* ». Cette même personne mentionne que sur les îles « *au coucher du soleil, toutes les couleurs sont réunies* ». Une autre personne a exprimé un sentiment de tradition familiale, soulignant que l’implication de la famille en tant que communiste et à l’administration de la Commune remontent à plusieurs générations. Les motivations de certains participants étaient aussi portées par leurs connaissances et valeurs culturelles. Par exemple, des personnes issues du milieu des sciences naturelles ont souhaité préserver les milieux humides et le pâturage communal en raison des habitats précieux qu’ils représentent pour des espèces en péril (perchaude, goglu des prés). Le patrimoine agricole bâti des îles serait un « *élément d’intérêt* » à préserver pour l’un parce qu’il constitue l’habitat traditionnel des hirondelles rustiques, mais les granges anciennes témoigneraient de pratiques immatérielles anciennes pour un participant issu du milieu de la culture.

4.1.2 Éléments de convergence

Au cours des entretiens, les participants ont exprimé des attentes communes à l’égard du projet de paysage humanisé. Le travail de participation du premier atelier-rencontre les a confirmées tout en leur permettant de les partager et de les approfondir.

Un moyen de reconnaissance identitaire. Lors des entretiens, plusieurs participants ont souhaité que le statut de paysage humanisé des îles de Berthier puisse mener à la reconnaissance de leurs efforts pour préserver les milieux présents et la cohabitation de divers usages (agriculture, récréation, conservation) afin « *que les gens soient conscients de la richesse de leur territoire* » et ainsi constituer « *un exemple dans la province* ». Par ailleurs, tous les participants ont mentionné la préservation du pâturage communal et de sa fonction comme un élément important du projet. Le pacage constituerait un milieu précieux et unique au territoire. Toutefois, des personnes se sont inquiétées de la décroissance du nombre de bêtes qui le fréquentent.

Un levier de développement social et économique. Le paysage humanisé pourrait participer au développement social et aider à mobiliser la collectivité : la réalisation « *[d']actions très concrètes* » permettrait d'« *embarquer de plus en plus de gens dans le projet* ». Le statut permettrait d'assurer la pérennité de leurs activités tout en conservant une certaine « *indépendance* ». Une telle reconnaissance représenterait aussi pour plusieurs participants un moyen de développer l'économie locale et régionale et de susciter le sentiment d'appartenance. Un acteur a rappelé que le lac Saint-Pierre, dont font partie les deux îles, est un territoire désigné selon la Convention relative aux zones humides d'importance internationale de Ramsar. « *Les gens sont très fiers de ces reconnaissances* ». « *C'est important pour le tourisme* ». L'obtention du statut assurerait une meilleure protection et mise en valeur pour le secteur de l'archipel : « *cela aurait plus d'impact* ». Le paysage humanisé apporterait de la « *visibilité* » pour la région et pourrait constituer « *un levier économique* » pour le développement de la municipalité dont l'économie est « *morose* ».

Un modèle de cogestion exemplaire. Un acteur a informé que la cogestion des deux îles par les deux groupes de propriétaires était issue d'un contexte socioéconomique

difficile qui a affecté la région de Berthierville au milieu des années 80. Les tours et sentiers de la SCIRBI ont été aménagés sur l'île de la Commune entre 1986 et 1987 grâce à un programme d'aide financière octroyé à la région qui était éprouvée par une perte importante d'emploi. La crise sociale de l'époque aurait donc conduit à la réalisation d'un projet collectif de paysage soutenu par l'administration gouvernementale de l'époque. Le modèle de gestion qui a été mis en place apparaît donc exceptionnel tant dans sa forme que dans sa durée, puisqu'il a persisté jusqu'à ce jour. Toutefois les rencontres entre les groupes de propriétaires ne seraient pas régulières. Selon un acteur, la dernière rencontre réunissant les deux groupes remonterait à plus de dix ans. Le projet de paysage humanisé permettrait de faire connaître et reconnaître les efforts de cogestion des deux groupes de propriétaires, mais aussi de les renforcer. Ce faisant, la cogestion des îles pourrait devenir un modèle ou un exemple pour d'autres projets. D'ailleurs, au cours d'un atelier, une personne a mentionné qu'il importe d'assurer la pérennité et la constance de la multifonctionnalité présente (conservation/agriculture/récréation) pour *« démontrer qu'à force de compromis on peut arriver à un miracle lorsque le milieu est impliqué »*.

En atelier, les participants ont confirmé et approfondi les attentes exprimées au cours des entretiens en se projetant sur un horizon temporel de quinze ans (voir figure 34, rubrique 1 du gabarit). Par exemple, à court terme, l'obtention du statut officiel confirmerait les îles comme un élément identitaire du territoire. Il apporterait un nouvel élan social en renforçant le sentiment d'appartenance de la collectivité. La croissance de l'achalandage favoriserait l'économie locale. Ils ont aussi considéré qu'à moyen terme le projet permettrait d'améliorer l'accessibilité entre les îles et Berthierville et, qu'à long terme, le territoire deviendrait un *« modèle agroécologique »* exemplaire, un milieu protégé exceptionnel dans la région de Lanaudière. Ce serait *« le seul endroit dans Lanaudière où*

l'on pourra observer le goglu ». Il permettrait aux visiteurs de vivre « *[u]ne expérience extraordinaire* » empreinte d'authenticité (voir figure 34, rubrique 5). Doit-on comprendre que les acteurs du projet ne souhaitent pas voir le projet s'étendre à d'autres îles de l'archipel ? Ce type de projet de conservation en territoire habité devrait-il demeurer une exception ? Cette attente semblerait plutôt associée aux retombées socioéconomiques attendues par les acteurs du projet. Il importerait à une collectivité de se démarquer pour soutenir l'attractivité de son territoire dans un contexte où la compétition est forte entre les régions rurales.

Faire connaître le projet. La démarche de paysage humanisé préconisée par le MDDELCC doit comprendre diverses activités d'information, de consultation et de concertation des populations concernées (voir tableau III). En entrevue, les participants ont été invités à identifier les acteurs ou d'autres parties prenantes qui devraient participer au développement du projet. Ils ont nommé des agriculteurs, des membres de la SCIRBI, des élus, un organisme touristique régional, des ministères (MCC, MAPAQ, MAMOT). Une personne a exprimé le besoin de connaître la perception des citoyens à l'égard du projet de paysage humanisé. Des participants ont souhaité faire connaître le projet pour obtenir l'appui de la collectivité. Quant aux besoins et moyens de communiquer le projet à la collectivité, deux personnes ont suggéré le développement d'un plan de communication pour favoriser le soutien de la collectivité au projet et son développement. Infolettre, article dans le journal local et affiche ont figuré parmi les outils de communication identifiés par les participants. Des personnes ont évoqué les réseaux sociaux ou d'autres plateformes numériques pour documenter et diffuser le projet.

4.1.3 Des signes de divergence

Les entretiens et le travail en atelier entourant la concrétisation de la vision du projet ont mis en lumière deux problématiques qui témoigneraient d'un certain désaccord au sein du groupe.

Évolution vers des pratiques agricoles agrobiologiques. En entrevue, un participant a mentionné que les pratiques culturales dans la zone inondable des îles étaient néfastes pour la reproduction des perchaudes et l'environnement en général. Une autre personne a mentionné qu'une réduction de superficie de culture sur l'île du Mitan pourrait signifier une diminution de rendement et de revenus pour la SCIRBI, fragilisant la pérennité de ses activités. L'organisme de conservation serait donc confronté à des choix difficiles. Invités à imaginer une rétrospective du projet en atelier, les participants ont projeté que la mise en place des nouvelles pratiques agricoles serait « *rentable* » (voir figure 34, rubrique 5). L'un des chiffres clés proposés par les participants a appuyé cette affirmation : ils ont prétendu qu'après quinze ans, 80% des terres cultivées seraient en culture biologique (voir figure 34, rubrique 4). Cela suppose que le ou les agriculteurs actifs sur les îles adhèreraient totalement à cette évolution des pratiques, portant littéralement le projet. Or, un acteur du milieu agricole, absent au moment de la rencontre et invité à commenter ce chiffre clé *a posteriori*, a exprimé son scepticisme : l'atteinte de ce résultat exigerait des investissements considérables en temps et en argent de la part du ou des agriculteurs qui œuvrent sur les îles. Sans le soutien financier du gouvernement, qui à son avis, n'appuierait pas la culture biologique, « *ça peut se faire, mais ça prend quelqu'un qui [veut] vraiment.* ». Le passage des pratiques agricoles traditionnelles vers des pratiques biologiques pourrait donc être ardu, voire impossible, sans la volonté des agriculteurs et un soutien financier. Par conséquent, l'évolution de l'agriculture traditionnelle vers des

pratiques en régie biologique ou son abandon pour protéger les écosystèmes soulèverait des défis importants aux deux groupes de propriétaires.

Par ailleurs, la décroissance des animaux dans le pacage inquiète des acteurs. Un participant mentionne que le pâturage est vital pour les oiseaux champêtres, son abandon pourrait mener à sa conversion en un champ de grande culture. Deux personnes ont mentionné que la décroissance des animaux résulterait de l'exigence de vacciner le bétail par le Syndic de la Commune, une pratique qui découragerait les usagers alors que la Commune de l'île Dupas ne l'exigerait pas. En entretien, un acteur communiste a souhaité que « *la Commune demeure telle quelle* » et protéger le pacage. Il nous a confirmé qu'il y a moins d'animaux dans le pacage de la Commune en raison de l'exigence de vaccination : le Syndic craignait la contamination des bêtes qui y paissent par des animaux malades provenant d'ailleurs. Mais, il a admis que cette mesure décourageait les usagers « *c'est sûr qu'il y a un coût à ça* ». L'évolution des pratiques d'élevage de bovins laitiers pourrait aussi contribuer au désintérêt des usagers. Comment répondre aux préoccupations légitimes du Syndic quant à la santé du bétail et aux changements des pratiques tout en favorisant la poursuite du pacage traditionnel, une fonction essentielle à la présence d'une biodiversité spécifique ?

En somme, l'harmonisation des intérêts entre les deux groupes de propriétaire ainsi qu'à l'intérieur des groupes poserait un défi au développement du projet de paysage humanisé. Néanmoins, une personne a souligné la qualité de la collaboration entre les deux groupes propriétaires des îles qui témoigne de la « *mentalité d'entraide des cultivateurs* ». Les cultivateurs sont des « *personnes-ressources estimées* » et « *le partage de leurs connaissances est important* ». La longue collaboration qui remonte à trente ans pourrait être le principal atout du projet. Il importe de maintenir les échanges.

LE PAYSAGE HUMANISÉ DES ÎLES DE LA COMMUNE ET DU MITAN A 15 ANS !

En 2016, les îles de la commune et du milieu obtenait le statut de paysage humanisé avec pour ambition de:
Consacrer, poursuivre et actualiser les approches qui font des îles de la Commune et du Mitán un laboratoire vivant du patrimoine naturel et agricole des basses terres du Saint-Laurent

Les retombées des 15 dernières années en rétrospective

De 2016 à 2021 5 ans	De 2021 à 2026 10 ans	De 2026 à 2031 15 ans
<ul style="list-style-type: none"> Un facteur identitaire et un sentiment d'appartenance renforcé Être reconnu comme un lieu d'observation de la nature Faire reconnaître l'importance du site par les municipalités Des structures adaptées à plus d'achalandage 	<ul style="list-style-type: none"> Une accessibilité accrue entre les îles et la ville 	<ul style="list-style-type: none"> Devenir un modèle agroécologique (agriculture dans une perspective de développement durable) Préservation de la vocation du site et protection

Amélioration constante de la cohabitation

Trois photos qui montrent le territoire dans 15 ans: que représentent-elles et quelles sont les légendes qui les accompagnent ?

1 Photo aérienne à 150 pi d'altitude Avant/après	Plus d'arbres, maintien des marais, et bandes riveraines Voir et comprendre le paysage	Hiver – vue des champs avec les bateaux au loin Si près du fleuve en ski de fond	Marais et pâturage	L'équilibre entre l'homme et la nature préservée depuis 300 ans
2 Photo aérienne et de la tour				

Les actions phares en rétrospective

De 2016 à 2021 5 ans	De 2021 à 2026 10 ans	De 2026 à 2031 15 ans
• Faire évoluer les pratiques agricoles – initiation • Tour • Développer des collaboration avec les municipalités • Initier l'amélioration de l'accès et des facilités (toilettes) • Faire le suivi du milieu biologique • Un événement culturel	• Développer un accès • Développement d'un site de recherche sur les pratiques agricoles et l'environnement • Rétablissement de la perchaude – montrer l'exemple	• Expérimenter de nouvelles parcelles agroécologiques – ferme école – recherche Cégep et universités

Deux chiffres clés marquants les 15 dernières années

1 0 érosion Nb de m ³ d'eau épurée 80% de terres biologiques	2 25% d'augmentation du nombre de personne éduquée à l'environnement
---	--

Deux témoignages d'usagers du paysage humanisé : qui sont-ils ? Que disent-ils ?

Observateur Marcheur C'est le seul endroit dans Lanaudière où l'on peut observer des goglus, etc. C'est gratuit. C'est tranquille. On est serein. Une expérience extraordinaire et authentique	Agriculteur On a adapté nos pratiques. C'est rentable. On s'en va vers une appellation. C'est compatible et souhaitable d'avoir des visiteurs
--	---

Figure 34 – Transcription des discussions portant sur la rétrospective du projet en atelier

Les participants ont complété les rubriques (numéros en jaune) du gabarit ci-haut à la première séance de travail en atelier. Les énoncés expriment leur vision du territoire et son évolution par tranche de cinq années jusqu'à quinze ans après la mise en place du statut de paysage humanisé.

D'autres intérêts difficiles à cerner. La question des tours et du point de vue en hauteur sur les paysages nous a aussi semblé une source de désaccord. Bien que la construction des tours qui remonte à trente ans soit issue d'une initiative commune aux deux groupes, l'état de ces infrastructures inquièterait le groupe de propriétaires de l'île de la Commune, car les trois tours ont été aménagées sur leur propriété. En entrevue, un acteur a indiqué qu'« *elles seraient dangereuses, la Commune en est responsable* », la situation aurait un impact sur le coût des assurances. Cette personne a souhaité leur remplacement par une tour monumentale ailleurs sur le territoire comme un « *symbole d'identification très fort* ». Or, l'état des tours n'a pas été soulevé par les autres participants en entrevue. Le même acteur a proposé la construction d'une tour offrant un point de vue très élevé sur le territoire au premier atelier à l'exercice portant sur la concrétisation de la vision (figure 4-1, rubrique 2). Mais les participants n'ont pas véritablement débattu du sujet au cours des ateliers-rencontres. Cette proposition recèlerait-elle un autre intérêt ou une autre préoccupation ? Il est difficile de le comprendre si les autres acteurs évitent le sujet ou s'ils ne participent pas aux séances.

4.2 Coconstruire le projet

Le processus de médiation proposé par le projet de recherche-action visait à faciliter la coconstruction du projet par un encadrement souple. La perspective d'un accompagnement par une démarche de participation structurée a semblé intéresser les membres de la table de travail au moment de la présentation du projet de médiation. Toutefois, la participation des acteurs, une condition essentielle à la coconstruction du projet n'a pas toujours été satisfaite. Malgré cela, la médiation a insufflé un nouvel élan au projet, cheminant par boucles successives révélant au passage l'apport des compétences professionnelles du praticien à son avancement.

4.2.1 Participation des acteurs

En effet, leur participation a fluctué au cours du processus de médiation malgré les diverses mesures pour l'encourager. Les ateliers-rencontres ont été annoncés à l'avance, des invitations et rappels envoyés par courriel et téléphone. Les séances ont été espacées dans le temps pour permettre l'avancement du projet selon les décisions prises. Nous avons rappelé la démarche, les étapes franchies et l'échéancier en début de rencontres. Des bilans leur ont été remis dans les jours suivants. Nous avons aussi offert aux personnes qui n'avaient pu se présenter de commenter les propositions ou les décisions du groupe *a posteriori* pour maintenir leur participation et encourager l'expression de leur point de vue. Cependant, cette mesure n'a pas toujours été possible, des personnes ne pouvaient être rejointes pour toutes sortes de raisons. Aussi, l'absence d'acteurs clés n'a pas permis la mise en débat de tous les enjeux. Par exemple, l'évolution des pratiques agricoles sur les îles n'a jamais été abordée par les participants. La proposition d'une tour monumentale n'a pu être approfondie. Il est possible que des personnes aient décidé de ne pas se présenter pour éviter les conflits. Ce faisant, la réalité, les intérêts et les contraintes de chacun n'ont pu être partagés. Par conséquent, ces éléments ont pu demeurer incompris ou inconnus des autres acteurs.

4.2.2 Nouvel élan au projet commun

Néanmoins, le travail participatif en ateliers-rencontres a permis d'instaurer un nouvel élan au projet de paysage humanisé. Au fil de la démarche, les participants ont précisé leur vision future du territoire, jeté les bases d'une planification stratégique, exploré quelques actions et réalisé un prototype. Par ailleurs, certains résultats nous ont semblé plus utiles que d'autres. Par exemple, les participants ont réalisé que certaines actions étaient pertinentes au développement du projet même si elles ne semblaient pas répondre à un grand nombre d'orientations. Invités à comparer l'effort nécessaire pour réaliser des actions et

leur effet positif (ou gain) sur le projet de paysage humanisé en les positionnant sur un graphique effort/gain (voir figure 3-5 et tableau 3-11), les participants ont convenu que la consolidation des bois et l'organisation des événements culturels représentaient deux actions dites gagnantes à court terme. Peu exigeante en matière de ressources humaine et financière, leur mise en œuvre apporterait beaucoup au projet : la consolidation des bois pour son impact positif sur la préservation de la biodiversité et l'évolution du paysage alors que l'organisation d'événements culturels permettrait de faire connaître le site et le projet à la collectivité. Enfin, la construction d'une haute tour et l'amélioration des infrastructures ont été identifiées en tant qu'actions structurantes. Elles demanderaient un effort maximal, mais leur concrétisation apporterait beaucoup au projet. Ces résultats nous ont guidées dans notre recherche et collecte d'idées inspirantes en amont du travail participatif d'idéation.

4.2.3 Itération du processus

Le travail de participation a donné l'occasion aux membres de la table de travail de valider ou de vérifier la cohérence de leur choix et décisions à l'égard de leurs attentes, confirmant le caractère itératif du processus. Nous avons fait le bilan du projet au quatrième atelier-rencontre et tenté d'amorcer une nouvelle réflexion autour de l'avenir des paysages des deux îles leur rappelant l'énoncé de vision et les orientations prioritaires. De même, le processus d'élaboration des ateliers-rencontres s'est opéré en boucle (figure 3-1) prenant en considération les décisions prises par les participants et les résultats des séances précédentes.

4.2.4 Compétences utiles

Notre travail entourant l'élaboration des actions porteuses a aussi constitué celui où les compétences professionnelles traditionnelles de l'architecte paysagiste ont été particulièrement mises à profit. Il a demandé un travail de création et conceptualisation des interventions proposées qui exige des habiletés techniques et artistiques. Croquis

(figures 35, 36 et 37), photos et dessins, simulations visuelles (figure 25), plan conceptuel, maquette (figure 35) et planches illustrées figurent parmi les outils de représentation du paysage utilisés. Ces compétences ont facilité l'approfondissement des idées et leur partage avec les acteurs. Notre sensibilité et notre capacité créative nous ont aussi menées à considérer des opportunités dans les contraintes et à traduire le lien entre nature et culture. Il est possible que ces compétences relèvent de capacités personnelles, mais elles sont fortement encouragées par la démarche pédagogique.

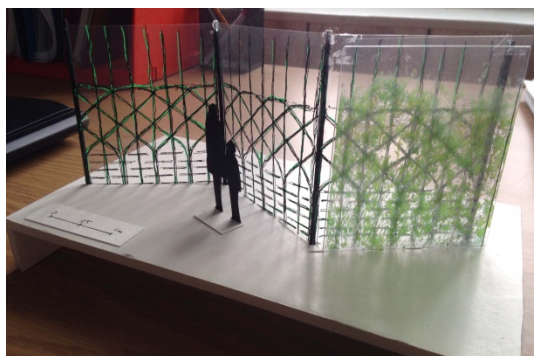
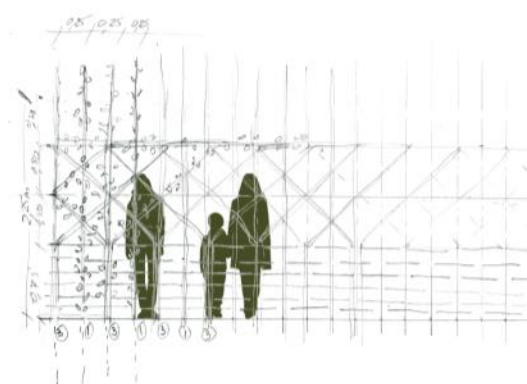


Figure 35 – Croquis et maquette de l'écran de saule tressé vivant
Crédit illustration et maquette E. Fournelle

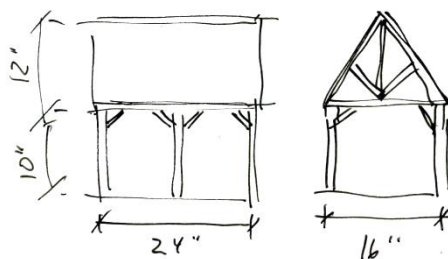
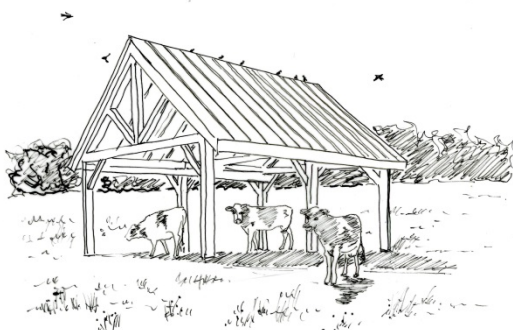


Figure 36 – Croquis main abri de bois pour le pacage Figure 37 – Croquis élévation (en pied) d'un abri
Crédit illustrations E. Fournelle

4.3 Durée du projet et prise de relais

Enfin, le caractère itératif du processus soulève aussi des préoccupations quant à la poursuite du projet de paysage humanisé considérant la fin du projet de médiation. Afin de supporter l'avancement du projet et sa prise en charge par les acteurs concernés, le

groupe a convenu qu'il leur était nécessaire de mieux comprendre les exigences du statut de paysage humanisé. Cette décision nous a menées à collaborer à l'organisation d'une visite terrain et d'une rencontre avec des membres de la table de travail, des représentants du MDDELCC et du projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard. Si cette expérience a été l'occasion pour les participants de partager les expériences en cours, elle a mis en lumière la difficulté d'assurer l'avancement de leur projet à long terme. La démarche est longue et exigeante, le soutien du ministère responsable apparaît fort limité. À elle seule, la convention de protection de vingt-cinq années exigée à l'obtention du statut permanent suppose un très long engagement de la part des groupes d'acteurs concernés. Notre apport à titre de chercheur médiateur a démontré l'utilité d'une personne-ressource pour favoriser les échanges entre les membres de la table de travail ainsi qu'à soutenir l'expression du projet commun et sa poursuite. Or à la conclusion de notre projet de médiation, aucune personne n'avait été désignée par le groupe pour prendre le relais. Les acteurs pourront-ils assurer la poursuite de leur projet ? Considérant les exigences du statut elles-mêmes confrontées aux motivations et intérêts divers des acteurs, quelle aide professionnelle mettre en place ?

5 DISCUSSION

Ce dernier chapitre propose une discussion des résultats abordant successivement le cadre du statut de paysage humanisé, la posture de médiation paysagère en tant que processus de participation en soutien à son développement et le rôle du professionnel du paysage à son animation. La première partie discute donc de l'incidence du paysage humanisé et de ses limites considérant les motivations et les attentes des acteurs du projet et des exigences du statut. Puis, la discussion porte sur l'apport et les contraintes de la médiation à l'avancement d'une démarche de paysage humanisé. Ce faisant, elle en souligne les défis et les limites. Enfin, l'argumentation traite des retombées de la démarche de médiation pour la pratique professionnelle de l'architecte-paysagiste et des défis qu'elle pose compte tenu de sa formation générale.

5.1 Un statut de conservation plus grand que nature ?

Rappelons que la LCPN a introduit la première catégorie d'aire protégée à s'intéresser à l'interaction humain/nature au Québec en plus de faire reposer les efforts de conservation en terres habitées sur la participation du public. Or, par tradition, au Québec et ailleurs en Amérique du Nord, la valeur de la nature sauvage (*wilderness*) influence les efforts de conservation vers les milieux peu transformés par les humains, le paysage humanisé instaure donc une position inédite dans la province (Domon, 2015). Cependant, bien que le paysage humanisé relève de Paysage terrestre ou marin protégé, soit de la catégorie V du classement de l'UICN, sa définition s'en distingue sensiblement (voir tableau 1-2) : la biodiversité spécifique du territoire devient la principale qualité à protéger. Dans cette approche centrée sur la conservation de la biodiversité, le paysage se retrouve toutefois confiné au patrimoine *naturel* (Domon, 2015) au même titre que la faune et la flore (Sgard, 2010). Du coup, la LCPN reconduit la division traditionnelle entre nature et culture entourant le concept de paysage. Aussi, relégué à la protection du patrimoine, le paysage

apparaît plutôt comme un frein au développement (Sgard, 2010). Par ailleurs, l'approche législative de la LCPN à l'égard du paysage pourrait témoigner de la gestion sectorielle qui prévaut dans l'administration gouvernementale. La création, en 2012, du statut de paysage culturel patrimonial par la LPC⁴ qui repose sur l'intérêt historique, identitaire et emblématique d'un territoire et relève du Ministère de la Culture et des Communications (MCC) semble le confirmer (Domon, 2015). Ainsi, à la promulgation de la LCPN, il est possible que le législateur québécois ait mésestimé l'interrelation des multiples dimensions du paysage de même que son caractère nécessairement évolutif et globalisant qui réfère obligatoirement au développement (Domon, 2015). Néanmoins, en portant l'attention sur la biodiversité liée à l'activité humaine, le paysage humanisé repositionne l'humain dans la nature. La présente section s'intéresse aux facteurs qui motivent l'intérêt des acteurs pour le statut, dont son potentiel de développement local innovant. La section suivante aborde les difficultés à concrétiser le statut. La dernière section pose les conditions nécessaires à l'avancement des projets.

5.1.1 Un soutien à la relation nature/culture

Les motivations et les attentes des acteurs du projet des îles de la Commune et du Mitan démontrent que leur intérêt pour le statut s'élève bien au-delà de la sauvegarde de la biodiversité. Ainsi au cours du projet, les acteurs ont manifesté divers facteurs d'attachement au territoire qui motivent leur adhésion à la démarche. En effet, leur affection pour les îles et leur connaissance approfondie à l'égard de l'histoire, de la biodiversité, des pratiques et usages, anciens comme actuels, de même que leur expérience sensorielle des lieux, les mobilisent autour du projet. Ces constats font écho au concept du paysage qui s'appuie sur la relation sensible que les individus et les groupes établissent avec le territoire tant dans sa dimension affective qu'esthétique

⁴ RLRQ c P-9.002

(Sgard, 2010). Pour certains, le paysage serait l'expression d'un service écologique d'ordre culturel des écosystèmes (Bieling et Plieninger, 2013). La démarche de paysage humanisé pourrait donc encourager l'expression de ces relations et leur partage, mais aussi aider à en construire de nouvelles. À ce titre, les îles de la Commune et du Mitan constituent un exemple remarquable. Issu d'un contexte de crise sociale au milieu des années 1980, l'aménagement des tours et sentiers de la SCIRBI sur l'île de la Commune (figures 38 et 39) a introduit de nouvelles activités qui cohabitent en harmonie avec l'agriculture.



Figure 38 – Grande tour, île de la Commune, date inconnue
Crédit photo : SCIRBI



Figure 39 – Grande tour, île de la Commune, printemps 2016
Crédit photo E. Fournelle

Au fil des ans, les propriétaires ont multiplié les actions pour faire connaître, protéger et mettre en valeur les milieux naturels et agricoles des deux îles. La construction des infrastructures a ouvert aux visiteurs l'accès au paysage insulaire leur permettant d'en apprécier la richesse des composantes et l'évolution (figures 2, 3, 7, 8, 9, 12, 20). Depuis trente ans, les usagers du territoire ont établi diverses relations avec ce territoire fragile. Des agriculteurs cultivent les champs, des randonneurs empruntent les sentiers pour observer les paysages changeants ou s'y ressourcer (figure 40), d'autres viennent y observer les animaux dans le pacage (figure 41), ou encore la faune et la flore des îles.



Figure 40 – Par un beau dimanche de mai, île de la Commune

Crédit photo R. Caya



Figure 41 – Échanges entre usagers ? île de la Commune

Crédit photo E. Fournelle

La perspective de la reconnaissance nationale encourage d'ailleurs les acteurs des deux îles à poursuivre leur collaboration et à se concerter pour agir en harmonie sur le territoire soit par le maintien ou la création de paysages. Leur action paysagère pourrait s'appuyer, par exemple, sur des partenariats inspirés de projets comme celui de Terre-école dans la MRC des Appalaches (Incubateur agroalimentaire des Appalaches, 2017) pour favoriser la relève agricole sur des parcelles de l'île du Mitan ou encore par la mise en place de pratiques agroforestières comme celles initiées dans la MRC du Rocher-Percé (Domon et Ruiz, 2015a).

5.1.2 Le paysage, un outil de développement local ?

D'autre part, à l'instar du projet de paysage humanisé de l'Estran (Côté et Gerardin, 2009), les acteurs des deux îles considèrent le statut comme un moyen novateur pour soutenir le développement socioéconomique de leur collectivité rurale aux prises avec diverses difficultés et ainsi mobiliser la population autour d'un projet commun. En effet, le paysage humanisé leur donne l'occasion de réfléchir aux forces socioéconomiques qui ont participé au développement des qualités du territoire et d'en assurer la poursuite. La vision commune de leur projet qui entend « *consacrer, poursuivre et actualiser les approches qui font des îles de la Commune et du Mitan un laboratoire vivant du patrimoine naturel et agricole des basses terres du Saint-Laurent* » ouvre la voie à

l'innovation et à l'évolution cohérente du paysage des îles dans le respect des principes de développement durable. Outre la dimension naturelle du paysage, l'énoncé de vision commune du projet des îles considère aussi sa dimension culturelle en référant au patrimoine agricole. De plus, elle n'entend pas se limiter à protéger les traces du passé, mais à évoluer. Ainsi, cela laisse entendre que leur projet s'éloigne de la vision traditionnelle de conservation de la biodiversité soutenue par le Ministère puisque leur vision n'entend pas figer les composantes paysagères des îles. Il énonce plutôt les bases d'un processus collectif de développement qui permettrait de stimuler l'activité économique, notamment touristique et agricole. Par exemple, comment les acteurs pourront-ils maintenir la fonction agricole traditionnelle du pacage, un habitat essentiel aux oiseaux champêtres et un paysage identitaire pour la collectivité berthelaise, alors que les pratiques d'élevage hors-sol se généralisent? Les acteurs du territoire, particulièrement les agriculteurs sont les mieux placés pour répondre à ce défi. En conséquence, la direction des aires protégées du MDDELCC, responsable du paysage humanisé, est appelée à superviser un projet de développement loin de son champ d'expertise traditionnel qui vise à soustraire du développement des territoires naturels (Domon, 2015). Un manque d'expertise au sein de la Direction pourrait donc expliquer, en partie, l'absence de paysage humanisé officiel et la difficulté à faire avancer les projets.

De fait, la démarche lancée par les acteurs des îles de la Commune et du Mitan paraît s'inscrire en phase avec la demande sociale croissante pour le paysage qui témoigne de la sensibilité accrue des collectivités à l'égard de la qualité de leur cadre de vie au Québec (Domon et Ruiz, 2015a; Montpetit, Poullaouec-Gonidec, et Saumier, 2002; Paquette, Poullaouec-Gonidec, et Domon, 2008), comme ailleurs en Europe (Luginbühl, 2012; Sgard, 2010) et le désir de participer à son amélioration. Se démarquant des démarches de collectivités mobilisées contre des projets portant atteinte aux paysages,

comme le cas récent entourant le projet de ligne de transport d'Hydro-Québec à Saint-Adolphe-d'Howard (Radio-Canada, 2016), le paysage humanisé est porteur d'espoir. Le statut est susceptible de réconcilier le lien qui unit l'humain à la nature et d'inciter les populations à y participer activement. Pour les acteurs du projet des îles, l'obtention de la reconnaissance nationale de paysage humanisé concourrait à préserver l'identité d'un territoire, à le faire connaître tout en encourageant son développement harmonieux. Ce faisant, les acteurs y voient un moyen d'impulser un nouvel élan social mobilisateur et de susciter la fierté collective. Le statut de paysage humanisé représenterait donc, pour les collectivités intéressées, un outil de développement durable innovant bien davantage qu'un outil de protection de la biodiversité. Des auteurs (Canard, Antoine, et Guillaume, 2016) ont observé le même rapprochement entre le potentiel de développement local durable perçu par des collectivités rurales et la mise en œuvre d'une politique qui vise à protéger la biodiversité de milieux habités, notamment agricoles. Par ailleurs, le statut de paysage humanisé répond aux orientations de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 (MDDELCC, 2015) à l'égard d'une gestion responsable des ressources et respectueuse de la biodiversité (Orientation 3) ainsi qu'à l'aménagement durable du territoire et au soutien au dynamisme des collectivités (Orientation 6). Or, les objectifs de cette sixième orientation visent à favoriser les bonnes pratiques en aménagement de même qu'à renforcer les capacités des collectivités à soutenir leur dynamisme, la participation citoyenne ainsi que leur adaptation aux changements climatiques (Ibid.). Ainsi, le statut participerait non seulement à l'atteinte de la cible gouvernementale en matière d'aires protégées dans la zone sud du Québec (Gouvernement du Québec, 2011), mais également aux objectifs de développement durable annoncés. Cela laisse à penser que le MDDELCC pourrait ne pas avoir saisi tout le potentiel du paysage humanisé, un outil dont il est lui-même responsable. La prise en compte des enjeux de développement durable exigerait donc un possible changement de

culture au sein de la Direction des aires protégées responsable du statut et la reconnaissance du paysage humanisé comme un outil pertinent au développement durable pouvant favoriser l'atteinte des objectifs de la stratégie gouvernementale en la matière, mais aussi une démarche interministérielle, notamment avec le MCC. Enfin, considérant le peu d'appui du mouvement conservationniste québécois envers l'un ou l'autre des projets de paysage humanisé, tout porte à croire que les organismes actifs dans ce domaine demeurent animés par la valeur de la nature sauvage ou davantage préoccupés par elle. Par conséquent, le statut pourrait également souffrir d'un manque d'attention du milieu.

5.1.3 Une démarche à soutenir

En outre, le processus mené dans le cadre du présent mémoire confirme à quel point la démarche du statut préconisée (tableau III) est complexe. L'élaboration du dossier de reconnaissance de paysage humanisé exige la réflexion et la concertation de divers acteurs ainsi que l'appui de la population concernée par diverses activités d'information et de consultation, de même que la collecte de connaissances environnementales, économiques et sociales en lien avec le territoire et leur partage. Le porteur de dossier doit réaliser seul les diverses activités nécessaires à l'élaboration du dossier de candidature et assurer les divers échanges avec les instances gouvernementales qui en font l'analyse. Aussi, la concrétisation des actions d'un tel projet pourrait nécessiter des dépenses ou engendrer des pertes de revenus difficiles à supporter pour de petits propriétaires, comme l'ont fait remarquer des acteurs dans le présent cas à l'étude. L'absence d'un soutien financier semble donc constituer une barrière importante à l'avancement et à la concrétisation des projets. L'élaboration d'un projet de paysage humanisé exigerait donc la mobilisation de ressources humaines et financières sur une période minimale de vingt-cinq années. La complexité du statut et l'exigence de

l'engagement à long terme des acteurs représentent donc tout un défi. Sans aide gouvernementale, la concrétisation d'un projet de paysage humanisé semble peu probable.

En définitive, la réussite des projets de paysage humanisé suppose des actions multiples sur différents plans. Par exemple, pour y parvenir, le Ministère devrait promouvoir le statut au sein des divers ministères et organismes qui interviennent sur le territoire. Il devrait assurer un soutien concret tant en ressources humaines que financières pour aider l'élaboration des dossiers et leur développement. Il serait également opportun de faciliter l'échange entre les porteurs de dossier et faire connaître les expériences de participation citoyenne liées à ces projets, les actions porteuses, etc. Enfin, il importerait de pallier l'actuelle absence de programme financier ou de compensation financière. Sur ce plan, outre le support à la préparation du dossier, le gouvernement pourrait soutenir les projets par le biais d'un congé de taxes foncières dégressif. De même, l'administration gouvernementale pourrait, tout en assurant mieux la coordination, miser sur les programmes financiers gouvernementaux pertinents au statut (UPA, 2014), tels que le programme Prime-Vert du MAPAQ ou le Fonds de développement des territoires du MAMOT. Par ailleurs, le milieu de la conservation pourrait soutenir le statut ne serait-ce qu'en faisant connaître les efforts collectifs entourant le développement des projets auprès de leurs membres.

5.2 La médiation paysagère en support au paysage humanisé ?

Nonobstant les difficultés discutées précédemment, le paysage humanisé, en raison de son caractère collectif, pourrait participer au renouvellement des projets de paysage à l'instar de l'Europe où un nouveau cadre politique et légal a ouvert la voie à la participation du public à l'aménagement du territoire, transformant les démarches comme les pratiques des professionnels du milieu (Davodeau et Gomes Sant'Anna, 2011; Davodeau et Touban, 2010; Paradis et Lelli, 2010). Dans le cadre de la participation, le

paysage devient un formidable support de médiation. Porteur des traces tangibles des activités d'un territoire, il contribue à l'identité des lieux et sa lecture est propice aux échanges (Candau et Michelin, 2009; Davodeau et Touban, 2010). De fait, le processus de médiation mené dans le cadre du mémoire a démontré sa capacité à susciter la réflexion, l'échange et même l'action des acteurs engagés dans une démarche de paysage humanisé, non sans se buter à quelques écueils. Cette section porte sur l'incidence du processus de médiation proposé à l'avancement du projet à l'étude, discutant des difficultés rencontrées, de même que des éléments clés ayant favorisé son cheminement. Ce faisant, il jette un éclairage sur les retombées méthodologiques d'un processus participatif entourant un projet collectif de paysage comme le paysage humanisé.

5.2.1 Les aléas de la participation

Porté par les enjeux de développement durable, le domaine de la participation publique en aménagement du territoire connaît un essor remarquable, mais relativement nouveau. L'édification des expériences se construit peu à peu. Or, chaque situation possède ses particularités, par conséquent, il n'existe pas de méthode de participation universelle pouvant s'appliquer à toutes les situations (Bruna-Garcia et Marey-Perez, 2014), ni de structure de médiation paysagère modèle (Candau et Michelin, 2009). La médiation paysagère suppose donc une part d'expérimentation du praticien qui souhaite lancer une telle démarche. En ce sens, le projet de paysage des îles de la Commune et du Mitan a constitué une expérience enrichissante sur le plan méthodologique. Les conditions de départ du projet de recherche-action semblaient favorables à un processus de médiation. D'une part, les caractéristiques du territoire étaient susceptibles de répondre aux objectifs de statut de paysage humanisé confirmant la pertinence du projet lancé par les acteurs. D'autre part, le projet collectif de paysage était déjà en marche, un diagnostic territorial

réalisé, facilitant du coup le démarrage du projet de recherche-action. De plus, le cadre du projet impliquait un nombre limité d'acteurs et les deux groupes de propriétaires concernés cumulaient une expérience appréciable de cogestion de leur territoire. Pourtant, le présent projet de médiation a connu sa part de difficultés.

Ainsi, l'historique d'interactions entre les acteurs a posé un défi tout au long du processus. Des tensions issues d'animosités antérieures, confirmées après le processus de médiation par un participant, se sont avérées difficiles à comprendre de même qu'à infléchir. Aussi, les intérêts de chaque acteur n'ont pas toujours été exprimés clairement, ce qui n'a pas permis d'en approfondir toutes les facettes ou d'en débattre. Il est possible que les conditions d'interaction préexistantes aient défavorisé la participation de certaines personnes. Des personnes pourraient avoir choisi d'éviter la confrontation expliquant possiblement leur participation fluctuante. Par exemple, malgré les intentions annoncées, des acteurs ne donnaient pas de retour, laissant en plan des éléments discutés ou des idées émises. D'autres ne se présentaient pas aux rencontres, même si ces personnes nous avaient confirmé leur présence. Aussi, des acteurs clés ont peu participé. L'une de ces personnes, invitée à commenter les propositions des participants, a soulevé leurs contraintes sur ses activités agricoles, un questionnement tout à fait légitime expliquant possiblement son manque d'intérêt à participer. D'autres facteurs pourraient être en jeu, un empêchement de dernière minute est possible. Mais l'absence de retour des courriels ou d'appels téléphoniques est difficile à décoder pour le médiateur, si la raison n'est pas exprimée. Par conséquent, ce qui semblait au départ un avantage au lancement du projet de médiation, s'est avérée une difficulté pour le faire avancer. Considérant que le succès d'un processus de participation repose sur l'engagement des participants (Bruna-Garcia et Marey-Perez, 2014; Dubé et al., 2014), ces conditions auraient pu mener à un échec. Pourtant, les résultats du présent mémoire démontrent que l'emploi du paysage comme

moyen de discussion a démontré sa capacité médiatrice conduisant les acteurs à dialoguer autour d'un projet commun.

5.2.2 La médiation par le paysage

En effet, le cadre du projet de médiation a semblé soutenir la participation et l'attention de la majorité des participants en dépit des circonstances inconnues au démarrage du projet. Ainsi, tout porte à croire que l'emploi du paysage a démontré sa remarquable capacité à susciter les échanges des acteurs introduisant un élément d'attention qui les a manifestement beaucoup intéressés, parfois même ravis. Les outils de représentation du paysage mis de l'avant (photos, dessins, cartes, maquette) ont favorisé les discussions tout au long des séances. Par exemple, les photos et images conceptuelles en soutien à la séance d'idéation des actions les a menés à discuter de plusieurs options d'actions. Les dessins comme la maquette réalisés dans le cadre du projet d'écran faunique pilote les ont rassemblés autour d'une action concrète. Par ailleurs, d'autres éléments du processus pourraient avoir aidé à soutenir leur participation. La structure planifiée des séances les a incités à prendre des décisions et à se partager des tâches pour avancer sur le projet, bien que la concrétisation de leur engagement se soit révélée inégale. De même, la configuration des ateliers-rencontres a tenu compte de la proximité et de la convivialité du lieu, du moment et de la durée des séances pour encourager la présence des acteurs et leur participation aux ateliers-rencontres.

Toutefois, l'échéancier du projet de mémoire a constitué une limite importante au processus de médiation. D'une part, comme le soulignent Candau et Michelin (2009), la médiation exige des acteurs qu'ils engagent des discussions franches, sans censure et ni agressivité. Cette condition nécessite l'instauration d'un climat de confiance entre le médiateur et les acteurs et cela prend du temps. Or, la collaboration de tous n'a pas été facile à constituer. Les conditions préexistantes dans le groupe laissent à penser qu'elles

ont joué un rôle dans cette difficulté. Les mesures prises pour obtenir les avis de personnes absentes ont offert un compromis, mais elles ne permettaient pas de confronter leur opinion dans le groupe. Or, l'expression de tous les points de vue et leur confrontation est une condition essentielle à un processus de participation effective (Bruna-Garcia et Marey-Perez, 2014; Candau et Michelin, 2009; Dubé et al., 2014) et, par conséquent, à l'avancement du projet commun. Par ailleurs, l'interruption plus ou moins prolongée du processus de participation en raison d'un délai à son relais pourrait mener les participants à se désintéresser du projet de paysage humanisé. Certains participants ont d'ailleurs manifesté leur inquiétude quant à la continuité de leur projet à la fin de la dernière séance. En conséquence, l'absence de prise de relais du processus représenterait un autre facteur limitant.

5.2.3 Principes clés du processus

L'expérience de médiation a aussi confirmé l'importance de respecter certains principes clés au cours du processus. Ainsi, nous avons sollicité et respecté tous les points de vue et remarques, car tous les échanges des acteurs étaient susceptibles d'alimenter le projet. Il importait de les accueillir le plus objectivement possible, d'en considérer les opportunités. Par exemple, la remarque d'un acteur soulignant l'absence de la dimension historique dans une fiche décrivant le paysage humanisé des deux îles, a mené le groupe à considérer les circonstances de l'aménagement des sentiers et tours. Ils ont ainsi envisagé l'organisation d'un évènement culturel pour commémorer leur construction par d'anciens travailleurs de la Melchers et, du coup, souligner l'impact durable de ce projet collectif antérieur sur les paysages des îles. Aussi, nous avons observé une structure souple tout au long des ateliers-rencontres afin de favoriser la liberté de parole et une latitude aux discussions (Candau et Michelin, 2009) en laissant les personnes libres d'intervenir dans un cadre de temps limité. Cela impliquait toutefois une certaine

incertitude quant aux résultats des rencontres. Ce faisant, le processus participatif nécessitait d'être continuellement adapté aux situations, comme le soulignent Faehnle et Tyrvaïnen (2013). Du même coup, les situations obligeaient à réagir rapidement et à faire appel à la créativité, un avantage pour le professionnel du paysage. Aussi, à l'instar d'autres démarches de participation (Cumming et Norwood, 2012; Duff et al., 2009), le processus de médiation du présent mémoire observait un cheminement en boucle, opérant des retours en arrière réguliers, d'une part pour partager l'avancement du projet et d'autre part pour en assurer la cohérence avec la vision commune et les objectifs des acteurs.

5.2.4 Encourager le projet par l'action ?

Les acteurs ont eu de la difficulté à appréhender le paysage dans une perspective globale et à long terme, malgré leur énoncé de vision prospectiviste. Leur choix d'actions indiquait leur préférence à intervenir sur des éléments qui favoriseraient l'accès au territoire et à ses paysages, comme les infrastructures (ex. : haute tour, écran faunique, lien cyclable entre le village et les îles) plutôt que des interventions sur le paysage même. Ceux-ci ont néanmoins engagé une réflexion sur l'avenir du paysage. Cependant, en l'absence de l'agriculteur concerné, il était difficile de partager et de comprendre ses réticences à en discuter ou de confronter les idées pour maintenir cette fonction et son paysage tout en répondant à ses préoccupations et intérêts. Par ailleurs, la discussion des acteurs autour des granges de l'île du Mitan, site traditionnel de nidification des hirondelles rustiques, ne les a pas menés à considérer l'enjeu sous l'angle du paysage à préserver ou à améliorer pour maintenir un habitat favorable à leur présence, elle s'est limitée à la préservation du patrimoine bâti. Malgré cela, considérant l'échelle temporelle du projet de paysage humanisé, toute action qui peut encourager la poursuite du projet collectif et contribuer à l'évolution du paysage des îles nous apparaît importante. Par ailleurs, l'échéancier du

projet de recherche-action ne favorisait pas la coconception d'un plan d'aménagement avec les participants, mais la concrétisation d'une action apparaissait possible. Ainsi, la proposition d'expérimenter une action par un projet réel a démontré son potentiel rassembleur auprès des acteurs. Le projet pilote d'écran faunique en saule vivant tressé a mené les acteurs à sortir du cadre des discussions entourant la planification stratégique du projet et à les plonger dans l'action. Sa concrétisation a d'ailleurs marqué une étape importante au processus participatif. Ainsi, l'élaboration de leur projet de paysage pourrait être abordée comme une suite d'actions, grandes ou petites, s'inscrivant dans un cadre planifié.

Enfin, le processus de médiation encouragera-t-il les acteurs à poursuivre leur projet de paysage humanisé ? La démarche de participation les a conduits à réfléchir sur l'avenir de leur territoire et à partager une vision future. La planification stratégique est amorcée. Toutefois, considérant le long terme du projet de paysage humanisé et son impact sur le développement local de la région, l'accompagnement en continu par une personne-ressource apparaît crucial. La prise de relais à l'animation du processus de médiation pourrait donc favoriser la poursuite du projet collectif, le dossier pouvant être porté, par exemple, par la MRC. Cependant, les acteurs concernés doivent comprendre leur intérêt à y participer. En effet, sans la collaboration de tous, tout porte à croire que le projet serait difficile à concrétiser. Dès lors, le processus de médiation interpelle aussi le rôle et les compétences du professionnel qui l'anime. L'expertise de l'architecte-paysagiste est-elle essentielle à l'avancement d'un projet collectif comme celui des îles de la Commune et du Mitan ? Un professionnel issu du domaine de l'aménagement ou d'un autre domaine pourrait-il l'entreprendre ?

5.3 Quel rôle pour le professionnel du paysage ?

S'appuyant sur ses compétences issues du domaine des arts et de la science, l'architecte-paysagiste inscrit traditionnellement son action dans un processus de projet de paysage sur un espace désigné en réponse à une commande (privée ou publique) et en fonction d'un programme qui en détaille les fonctions et usages (Donadieu, 2007). Cependant, il importe de rappeler que l'action de l'architecte-paysagiste a toujours évolué, depuis les débuts de sa professionnalisation à l'aube de l'industrialisation jusqu'à aujourd'hui, portée par divers enjeux sociaux et environnementaux (Donadieu, 2007; Williams, 2014). Cette section rappelle le positionnement historique entre nature et culture qui caractérise l'action de l'architecte-paysagiste de même que l'évolution de son rôle. Puis, à la lumière des résultats du présent mémoire, la discussion porte sur le rôle de l'architecte-paysagiste dans un processus de médiation paysagère, soulignant ses forces et ses limites.

5.3.1 Une profession ancrée entre nature et culture

Dès la fin du XIX^e siècle, les praticiens du paysage ont ouvert de nouvelles perspectives territoriales en réaction au développement industriel anarchique. Agissant à la fois comme concepteurs et maîtres d'œuvre (Donadieu, 2007), ils ont participé à la création de grands parcs et jardins urbains pour améliorer les conditions de vie des citoyens et leur offrir un accès à la nature et au paysage pour se récréer et se ressourcer (Williams, 2014). Depuis les années 1970, le milieu de l'architecture du paysage, préoccupé par les pressions du développement humain sur l'environnement, est intervenu pour résoudre divers enjeux qui y sont associés, œuvrant par exemple à une meilleure gestion des eaux de ruissellement ou à la requalification de milieux naturels perturbés et, du même coup, améliorer le cadre de vie de citoyens (Ibid.). Leur champ d'action s'est élargi à la planification urbaine et à l'aménagement du territoire, particulièrement en France où la

notion de paysage s'est progressivement inscrite dans les politiques publiques (Donadieu, 2007). En somme, les experts du paysage ont depuis toujours encouragé le contact des citoyens à la nature comme la préservation de lieux identitaires et des pratiques culturelles qui les caractérisent. Dans la foulée du rapport Brundtland « Notre avenir à tous » (ONU, 1987), l'Agenda 21, le plan d'action pour le XXI^e siècle adopté à Rio en 1992, reconnaît la participation et la collaboration des collectivités comme des éléments essentiels pour atteindre les objectifs de développement durable (ONU, 1992). Ce faisant, ce nouveau paradigme invite à une (r)évolution des démarches d'aménagement du territoire afin d'être davantage portées par la collectivité qu'imposées. Historiquement, le rôle de l'architecte-paysagiste s'est inscrit dans un processus descendant agissant à titre d'expert à la demande d'acteurs du milieu privé ou public. Une approche qui semble encore prédominer chez les praticiens, du moins en Amérique du Nord : « *Les architectes paysagistes, artistes et aménagistes canadiens continuent de créer des paysages mémorables et significatifs* » (Williams, 2014, p. 554). Or, la prise en compte des aspirations des populations à l'égard de leur cadre de vie et leur implication à leur aménagement exige un autre cheminement. Car en plus de connaissances scientifiques, d'habiletés techniques et artistiques, elle exige l'écoute attentive des citoyens (Luginbühl, 2012). Aussi, la conciliation des divers intérêts des acteurs d'un territoire nécessite de s'intéresser au processus de transformation du paysage au-delà des préoccupations entourant les composantes paysagères (Ibid.). Dans cette perspective, le projet de médiation en accompagnement de la démarche de paysage humanisé des îles de la Commune et du Mitan a constitué un exemple éclairant.

5.3.2 Des compétences spécifiques et des limites

Ainsi, au cours du projet à l'étude, les diverses compétences de l'architecte-paysagiste issues des domaines des arts et de la science (Donadieu, 2007) ont été mises à profit.

Considérant la complexité de la démarche de paysage humanisé et le projet des deux îles en marche, nous devons d'abord comprendre l'intérêt des acteurs à participer au projet et l'encourager au fur et à mesure de son avancement. De même, nous devons aider les acteurs à construire une base de connaissances commune enfin de traduire leurs aspirations dans un éventuel plan d'aménagement du territoire.

Dans le cas à l'étude, nos compétences scientifiques ont contribué à éveiller leur intérêt tout en participant à la construction d'une base de connaissances commune. Par exemple, notre recherche iconographique rassemblant cartes, photographies et cartes postales anciennes de la région a captivé les participants. Ces images anciennes ont permis aux acteurs de constater l'impact de grandes forces socioéconomiques passées sur le paysage du territoire. Les îles étaient très peu boisées à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle (voir figure 3-17), la majorité des espaces servaient à la culture du foin, de nombreuses granges punctuaient le paysage de l'île du Mitan, près d'une douzaine selon un ancien cultivateur de l'île. Le paysage insulaire témoignait alors du mode de déplacement des citoyens de l'époque : la culture du foin était essentielle à l'alimentation des chevaux. Aussi, la comparaison avec des photos récentes prises sur les deux îles par des visiteurs depuis une banque de photos numériques partagées sur le web (voir figure 3-18) leur ont montré que des éléments du paysage prisés au début du XX^e siècle demeurent fort estimés des observateurs, tels que le pacage et ses animaux, alors que de nouveaux paysages sont valorisés, comme les marais.

Les outils de représentation des paysages (photos, dessins, maquette et simulation visuelle) utilisés au cours des séances de participation ont également suscité l'intérêt des acteurs du projet, parfois même de l'enthousiasme, les conduisant à échanger des réflexions et des commentaires. Ils les ont aussi amenés à proposer d'autres idées. Or, l'emploi de ces outils exige des compétences techniques, artistiques et de la créativité,

des spécificités de la profession d'architecte-paysagiste. Ces résultats incitent à croire que les compétences artistiques de ce professionnel constituent un atout important au projet de paysage collectif : leur production artistique é(mer)veille et fait rêver. Leur rêve pourrait agir comme un puissant agent mobilisateur autour du projet, sans nécessairement le garantir. Cependant, l'usage des outils a aussi soulevé un certain questionnement de notre part dans le cadre de la démarche de participation, comment doser l'apport de l'expert tout en demeurant le plus neutre possible ? Les outils employés pourraient-ils avoir influencé leurs points de vue ou leurs choix ? Dans le cadre du projet à l'étude, il nous apparaît difficile de répondre avec certitude à la question. D'ailleurs, des praticiens s'inquiètent de la capacité de séduction sur les acteurs par la production artistique dans un projet de participation (Davodeau et Touban, 2010), tandis que d'autres soutiennent que la neutralité nécessaire au rôle du médiateur porterait entrave à la liberté de création (Luginbühl, 2012). Par conséquent, quelles balises ou quels critères mettre en place pour assurer un équilibre au double rôle du médiateur professionnel du paysage et favoriser l'émergence d'un projet commun ? À quel moment le créateur doit-il céder la place à son rôle d'animateur et réciproquement ? Le partage d'expériences semble essentiel pour renforcer les méthodes. À ce titre, la pratique de la médiation culturelle pourrait offrir une source d'inspiration. Son praticien travaille à « *favoriser les liens entre l'objet culturel (production matérielle, processus créateur) et les gens* » (Culture pour tous, 2017). La médiation culturelle et paysagère semblerait donc partager des similitudes. En pleine effervescence au Québec, le réseau d'expériences en médiation culturelle se construit rapidement. On y retrouve d'ailleurs quelques projets liés au développement local durable. Néanmoins la conjugaison des multiples dimensions du paysage (biophysique, écologique, culturelle, économique) demeure un défi à laquelle le médiateur culturel pourrait avoir de la difficulté à répondre. La pratique hybride entre art et science de l'architecte-paysagiste apparaît là encore une spécificité indispensable.

Par ailleurs, notre expérience nous incite à croire que l'aptitude à accueillir les aspirations des citoyens et à les traduire semble aussi relever d'habiletés interpersonnelles en plus des compétences artistiques et de la capacité créative, une aptitude pour laquelle sa formation ne l'a pas préparée. Certains praticiens pourraient ne pas se sentir à l'aise dans ce rôle ou peu outillés. Aussi, le projet de paysage par la participation publique donne une plus grande importance au processus qu'à l'objet produit posant la question du livrable à remettre et le mode de rémunération du professionnel médiateur (Davodeau et Touban, 2010). Ainsi, le professionnel doit faire reconnaître la vertu d'une démarche méconnue dans un cheminement dont l'issue est incertaine. Considérant les objectifs de productivité à court terme des organisations publiques comme privées, comment en évaluer les résultats ?

Enfin, si l'engagement des participants est essentiel au succès d'un projet de participation, tout porte à croire qu'une part du succès entourant le processus de projet de paysage collectif par la participation repose également sur la persévérance et l'engagement du professionnel qui l'anime. La participation du public suppose de l'écoute et de l'empathie pour bien comprendre le rôle de chaque intervenant et les encourager à y participer. Il est parfois difficile de trouver l'équilibre et de ne pas en faire trop, par respect pour les personnes concernées et pour assurer leur participation à la construction du projet. Les retours en arrière permettent d'ailleurs de marquer les bons coups à cet égard afin de leur démontrer que malgré les difficultés, ils peuvent édifier un projet commun et rassembleur.

5.3.3 Un nouveau rôle à faire (re)connaître

Le présent mémoire a donc mis en évidence la démarche de paysage humanisé comme un projet collectif de paysage dont l'élaboration serait facilitée par l'intervention de l'architecte-paysagiste. Ce faisant, le processus a permis de faire valoir l'apport des

savoirs scientifiques, techniques et artistiques de ce praticien spécialiste du paysage au projet collectif. Selon Auricoste cité par Donadieu (Donadieu, 2012), la démarche de projet de paysage collectif reposerait sur quatre compétences. La première relève du domaine des sciences, elle concerne l'aptitude du praticien en tant que scientifique à lire les paysages et à comprendre les règles qui expliquent leur transformation afin de produire un diagnostic. La deuxième compétence relève du domaine des arts, car elle repose sur l'aptitude du praticien-concepteur à maîtriser la mise en forme de l'espace à diverses échelles qui tient compte du programme d'aménagement et des aspirations des personnes concernées. En troisième lieu, il importerait pour le praticien de contrôler le processus du projet dans un temps défini tout en faisant le lien entre ses doubles compétences de scientifique et de concepteur. Enfin, la quatrième compétence relèverait du domaine social, elle réfère à la capacité d'analyser et de comprendre les attentes et stratégies des acteurs impliqués, et, par conséquent, l'aptitude du praticien à échanger l'information et à dialoguer.

En fin de compte, les connaissances scientifiques de même que les compétences techniques et artistiques du professionnel du paysage apparaissent clairement bénéfiques à une démarche d'aménagement de territoire collective. Toutefois, compte tenu des difficultés et limites identifiées dans le présent mémoire, les compétences et habiletés du praticien pourraient-elles ou devraient-elles être renforcées par une spécialisation ? Ou par un partage des expériences ? La solution réside peut-être par la concrétisation de ces deux actions. D'une part, la mise à jour du cursus académique pourrait faire une plus grande place au domaine social afin de tenir compte des enjeux de participation du public et ainsi encourager les citoyens à participer à une meilleure rencontre entre nature et culture. De même, la mise en place d'un réseau d'expériences pourrait aider à faire connaître les projets et les efforts des collectivités impliqués et faire reconnaître le rôle de

l'architecte paysagiste à l'élaboration de ces projets tant auprès des divers paliers d'administration publique, des citoyens que des professionnels du milieu.

CONCLUSION

Le présent mémoire a mis en lumière que le paysage humanisé, une catégorie d'aire protégée en milieux habités, semble répondre à des préoccupations collectives qui dépassent la préservation de la biodiversité, sa finalité première. Du fait de l'interaction humain/nature et des intérêts divergents des parties prenantes du territoire concerné, le paysage humanisé se distingue d'autres types d'aires protégées sous la responsabilité du MDDELCC. Véritable projet de paysage collectif, le paysage humanisé offrirait donc une voie possible et innovante au développement intégré et harmonieux de territoires par la participation de citoyens. Ce faisant, le statut constitue un véritable outil d'aménagement durable du territoire. En l'absence d'un exemple officiel, alors que le Québec peine à atteindre ces objectifs en matière de conservation dans la zone la plus densément peuplée de son territoire, le gouvernement devrait enfin reconnaître le potentiel novateur du statut en plus de sa spécificité par un engagement plus concret pour assurer l'accomplissement des projets de paysage humanisé en cours en plus d'encourager d'autres collectivités à lancer leur démarche.

Par ailleurs, ce mémoire a révélé la complexité de la démarche pour une collectivité qui souhaite l'entreprendre, notamment en raison des territoires sollicités, des milieux habités réunissant des acteurs aux intérêts multiples et parfois divergents, de même que des connaissances à rassembler et des étapes à réaliser, et ce, sur une longue échelle temporelle sans grand soutien de la part de l'administration gouvernementale. Le processus participatif mis de l'avant dans cette recherche-action a constitué une expérience intéressante en aide à l'avancement d'un tel projet collectif. Ainsi, la médiation paysagère a démontré son potentiel à l'accompagnement du projet de paysage humanisé lancé par les acteurs des îles de la Commune et du Mitan. La médiation a permis de relancer la réflexion et les échanges des acteurs autour de leur projet. De plus, la notion de paysage a confirmé sa capacité à agir

comme un outil d'échange rassembleur auprès des participants, et ce, en dépit des difficultés inhérentes à la composition du groupe. De même, la réalisation d'une action concrète a contribué à encourager leur mobilisation autour du projet commun. Les résultats du mémoire nous laissent croire que la médiation peut contribuer à l'avancement du projet de paysage d'un groupe d'acteurs par la mise en place d'un cheminement structuré et opérant des boucles successives pour favoriser l'évolution cohérente du projet commun confirmant du coup le caractère itératif de l'approche.

Par ailleurs, dans un contexte où les enjeux territoriaux se multiplient le mémoire témoigne également de la nécessité de faire connaître son apport tandis que les processus des projets de paysage sont transformés par la participation du public. Le processus de médiation auprès des acteurs du projet de paysage humanisé des îles de la Commune et du Mitan a démontré que les compétences issues de la tradition artistique et du domaine des sciences de ce praticien permettent de traduire les aspirations des acteurs avec sensibilité et créativité et les aident à édifier une base de connaissance commune provenant de notions complexes. Toutefois, le projet de paysage par la participation du public invite le professionnel du paysage à composer avec plusieurs défis. D'une part, le praticien est appelé à intervenir à une échelle plus vaste que celle habituellement privilégiée par le milieu. D'autre part, il exige de faire reconnaître un processus davantage qu'un produit dont le cheminement à long terme s'oppose au cadre habituel des mandats professionnels (contrat, budget, livrable) à court terme. Enfin, il implique des habiletés issues du domaine social peu considérées dans le cursus académique d'où l'intérêt de parfaire sa formation et de participer à l'édification d'un réseau de projets pour encourager le partage des expériences. En somme, le rôle de l'architecte-paysagiste est appelé de nouveau à évoluer non seulement pour assurer le lien entre l'humain et la nature, mais aussi encourager le public à occuper un rôle plus actif à la conception, la planification et la concrétisation des projets qui les concernent.

RÉFÉRENCES

- Bergeron, C. (2013). Dynamique de l'occupation des sols des îles de la Commune et du Milieu (1964-2008), Berthier, Qc. Université du Québec à Trois-Rivières.
- Bieling, C. et Plieninger, T. (2013). Recording Manifestations of Cultural Ecosystem Services in the Landscape. *Landscape Research*, 38(5), 649-667.
- Bruna-Garcia, X. et Marey-Perez, M. F. (2014). Public participation: a need of forest planning. *Iforest-Biogeoosciences and Forestry*, 7, 216-226.
- Campbell, C. E. (2011). *A century of Parks Canada, 1911-2011*. Calgary: University of Calgary Press.
- Canard, M., Antoine, J.-M. et Guillaume, S. (2016). La mise en oeuvre de la politique Trame verte et bleue en zone rurale aux échelles infrarégionales. L'exemple de la basse vallée du Salat (Midi-Pyrénées, France). *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 16(3).
- Candau, J. et Michelin, Y. (2009). Paysage, outil de médiation *APPORT Paysages agricoles* (Vol. 8): Institut Français de la Vigne et du Vin (IFV).
- CDB (2010). *Décisions adoptées par la Conférence des parties à la convention sur la diversité biologique à sa dixième réunion*. Communication présentée Nagoya 2010. Repéré le 30 mars 2017 <https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-10/full/cop-10-dec-fr.pdf>
- Chevalier, J. M. et Buckles, D. J. (2008). *SAS² : Guide sur la recherche collaborative et l'engagement social*. Ottawa: Centre de recherches pour le développement international.
- Cogliastro, A. (2014). Diversifier et intensifier les approches sylvicoles pour la qualité du bois et du paysage. Dans G. Domon et J. Ruiz (dir.), *Agriculture et paysage. Aménager autrement les territoires ruraux*, p. 156-173, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Côté, J.-C. et Gerardin, v. (2009). Le paysage humanisé comme projet d'une société menacée. Dans G. Domon (dir.), *Le paysage humanisé au Québec : nouveau statut, nouveau paradigme*, p. 319-347, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Courcier, S. et Domon, G. (2009). Le statut de paysage humanisé au Québec. Dans G. Domon (dir.), *Le paysage humanisé au Québec : nouveau statut, nouveau paradigme*, p. 21-55, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Craig-Dupont, O. (2011). *A century of Parks Canada, 1911-2011*. Calgary: University of Calgary Press.

- Craig-Dupont, O. et Domon, G. (2015). Protection privée de la biodiversité et fiscalisation du marché de la wilderness : une histoire de la conservation volontaire au Québec (1980-2014). *Recherches sociographiques*, 56(2-3), 381-417.
- Culture pour tous. (2017). Réseau culture pour tous. Médiation culturelle. Présentation. Repéré le 28 novembre 2017 à <http://www.culturepourtous.ca/professionnels-de-la-culture/mediation-culturelle/>
- Cumming, G. et Norwood, C. (2012). The Community Voice Method: Using participatory research and filmmaking to foster dialog about changing landscapes. *Landscape and Urban Planning*, 105(4), 434-444.
- Davodeau, H. et Gomes Sant'Anna, C. (2011). La participation du public et ses incidences sur l'évolution des théories et pratiques du projet des paysagistes. *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, 11(2011), 50-65.
- Davodeau, H. et Touban, M. (2010). *Le paysage-outil, les outils de paysage. Principes et méthodes de médiation paysagère*. Communication présentée le 25/26 octobre 2010, OPDE, Montpellier, France. Repéré le 16 février 2015 à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00788155/document>
- De Koninck, R., Turcot, A.-M. et Zubrzycki, G. (1973). Les pâturages communaux du lac Saint-Pierre : de leur histoire et de leur actualité. *Cahiers de géographie du Québec*, 17(41), 317-329.
- Domaine Saint-Bernard. (2016). Rapport annuel 2016. Domaine Saint-Bernard. Repéré le 8 septembre 2017 à https://domainesaintbernard.org/wp-content/uploads/2017/02/DSB16631_Rapport-Annuel-2016-Rev-Final.pdf.
- Domon, G. (2015). Le paysage humanisé au Québec. Un statut d'aire protégée victime de la complexité du paysage. *Projets de Paysage*(12).
- Domon, G. et Ruiz, J. (2014). Présentation et mise en perspective. Dans G. Domon et J. Ruiz (dir.), *Agriculture et paysage : aménager autrement les territoires ruraux*, p. 227-230, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Domon, G. et Ruiz, J. (2015a). La convention européenne des paysages: quels enseignements pour le Québec. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* (Débats et Perspectives).
- Domon, G. et Ruiz, J. (2015b). *Paysages ruraux : méthodes d'état des lieux et de diagnostic*, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Donadieu, P. (2007). Le paysage, les paysagistes et le développement durable : quelles perspectives ? *Économie rurale* (297-298), 10-22.
- Donadieu, P. (2012). *Sciences du paysage : entre théories et pratiques*. Paris: Tec & doc.

- Droeven, E. (2010). *Paysage dans l'action, paysage en action(s)*. (Université de Liège). Repéré 24 mars 2015 à http://bictel-fusagx.ulg.ac.be/ETD-db/collection/available/FUSAGxetd-09232010-161025/unrestricted/2010_Droeven_These.pdf
- Dubé, P., Sarrailh, J., Billebaud, C., Grillet, C., Zingraff, V. et Kosteck, i. I. (2014). *Le livre blanc des Living Labs*. Repéré le 21 octobre 2014 à <http://www.cefrio.qc.ca/blogue/transformation-organisationnelle/livre-blanc-living-labs/>
- Dudley, N. (2008). *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*. Gland, Suisse: UICN.
- Duff, G., Garnett, D., Jacklyn, P., Landsberg, J., Ludwig, J., Morrison, J. et Whitehead, P. (2009). A collaborative design to adaptively manage for landscape sustainability in north Australia: lessons from a decade of cooperative research. *Landscape Ecology*, 24(8), 1135-1143.
- Faehnle, M. et Tyrvaenen, L. (2013). A framework for evaluating and designing collaborative planning. *Land Use Policy*, 34, 332-341.
- Gauthier, B. et Bourgeois, I. (2016). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec.
- Gouvernement du Québec (1999). *Cadre d'orientation en vue d'une stratégie québécoise. Les aires protégées du Québec: une garantie pour l'avenir*. Repéré le 10 novembre 2016 à http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/BIODIVERSITE/aires_protegees/orientation/8249_Broc.pdf
- Gouvernement du Québec (2013). *Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique 2013*. Repéré le 6 mai 2017 à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/orientations/Orientations.pdf>
- Handfield, M. (2014). L'agriculture comme facteur de cohésion sociale, le paradoxe d'une communauté sans zonage agricole. Dans G. Domon et J. Ruiz (dir.), *Agriculture et paysage. Aménager autrement les territoires ruraux*, p. 231-248, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Incubateur agroalimentaire des Appalaches. (2017). Soutenir la relève et les agriculteurs. Repéré le 19 novembre 2017 à <https://www.incubateuragroalimentairedesappalaches.com/>
- Jareno, C. (2013). *Médiation du paysage : jusqu'où peut aller, dans l'espace restreint d'un projet de paysage, un processus de construction concertée avec les habitants, peuvent-ils devenir les paysagistes de leur propre projet ?* (Mémoire de fin d'études, Angers). Repéré le 10 février 2015 à <http://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00874714>
- Laslaz, L. et Depraz, S. (2012). *Atlas mondial des espaces protégés : Les sociétés face à la nature*. Paris : Éditions Autrement.

- Lefèvre, P. (2014). Travailler la campagne. Dans G. Domon et J. Ruiz (dir.), *Agriculture et paysage. Aménager autrement les territoires ruraux*, p. 249-253, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Luginbühl, Y. (2012). *La mise en scène du monde : la construction du paysage européen*. Paris : CNRS éditions.
- MDDELCC (2016a). Le paysage humanisé: une aire protégée différente. Repéré le 31 mars 2017 à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/prive/paysage/quest-ce-etapes-cles.pdf>
- MDDELCC (2016b). Pourcentage des aires protégées au Québec et catégorie UICN. Repéré le 31 mars 2017 à http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/Fig_1_Aires_prot.pdf
- MDDELCC. (n.d.). Les aires protégées au Québec. Pourquoi les aires protégées sont-elles importantes? Repéré le 7 juin 2017 à http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/aires_quebec.htm
- Méthé, C. (2013). Île Verte. Modernité du rang. *Continuité*, no 138, 28-31.
- Olivier, A. et Rivest, D. (2014). Agroforesterie et qualité des paysages des territoires ruraux. Dans G. Domon et J. Ruiz (dir.), *Agriculture et paysage. Aménager autrement les territoires ruraux*, p. 127-155, Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- ONU. (1987). Report of the World Commission on Environment and Development: Our Common Future. Repéré le 25 novembre 2017 à <http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm>
- ONU. (1992). Chapitre 28 Initiatives des collectivités locales à l'appui d'action 21. Domaine d'activité. Repéré le 25 novembre 2017 à <http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action28.htm>
- Paquette, S., Poullaouec-Gonidec, P. et Domon, G. (2008). *Guide de gestion des paysages au Québec : lire, comprendre et valoriser le paysage*. Montréal : Université de Montréal, Chaire en paysage et environnement.
- Paradis, S. et Lelli, L. (2010). La médiation paysagère, levier d'un développement territorial durable ? *Développement durable et territoire*, 1(2), 22.
- Pernet, A. (2014). *Le grand paysage en projet : histoire, critique et expérience*. Genève: MétisPresses.
- Phillips, A. (1998). The nature of cultural landscapes — a nature conservation perspective. *Landscape Research*, 23(1), 21-38.

- Phillips, A. (2002). *Lignes directrices pour la gestion des aires protégées de catégorie V de l'UICN: paysages terrestres et marins protégées*. Gland, Suisse et Cambridge, Royaume Uni: UICN Commission mondiale des aires protégées - Cardiff University.
- Pickel Chevalier, S. (2014). *L'Occident face à la nature: à la confluence des sciences, de la philosophie et des arts*. Paris: Le cavalier bleu.
- Plante, L. (2014, 22 avril). Unis contre la dévitalisation, *Le Nouvelliste*. Repéré le 8 mai 2017 à <http://www.lapresse.ca/le-nouvelliste/economie/201404/22/01-4759611-unis-contre-la-devitalisation.php>
- Radio-Canada. (2016). Saint-Adolphe-d'Howard perd sa bataille contre Hydro-Québec. Repéré le 10 novembre 2017 à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/800438/hydro-quebec-ligne-electrique-pylones-regie-autorise-saint-adolphe-howard>
- SCIRBI. (2017). SCIRBI. Repéré le 29 juin 2017 à <http://scirbi.org>
- Sellars, R. W. (1977). *Preserving Nature in the National Parks: A History*. Yale University Press.
- Sgard, A. (2010). Le paysage dans l'action publique : du patrimoine au bien commun. *Développement durable et territoires*, 1(2).
- Sylvestre, L.-V. (2015a). Communication personnelle.
- Sylvestre, L.-V. (2015b). [Courriel Paysage humanisé. SCIRBI - Commune de Berthier.]. Communication personnelle.
- Université de Montréal. (2016). L'architecture de paysage à l'UdeM. Repéré le 23 novembre 2016 à <http://architecturedepaysage.umontreal.ca/paysage/>
- UPA. (2014). Mémoire de la Fédération de l'UPA de Lanaudière présenté au Comité consultatif agricole de la Communauté métropolitaine de Montréal. Consultations sur le projet de Plan d'action métropolitain de mise en valeur des activités agricoles. Repéré le 20 novembre 2017 à http://www.lanaudiere.upa.qc.ca/wp-content/uploads/filebase/memoires/2014-09-19_Memoire_FUPAL_Consultation_CMM.pdf
- Ville de Montréal (2014). *Demande de reconnaissance du projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard*, Montréal: Ville de Montréal. Repéré le 7 octobre 2014 à http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_IBI_FR/MEDIA/DOCUMENTS/paysage_humanise.pdf
- Voulin, É., Domon, G. et Ruiz, J. (2009). An assessment of ordinary landscapes by an expert and by its residents: Landscape values in areas of intensive agricultural use. *Land Use Policy*, 26(4), 890-900.
- Williams, R. (2014). *Landscape architecture in Canada*. Montréal : McGill-Queen's University Press.

ANNEXE – QUESTIONNAIRE DE L'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ

1- Lien du participant avec le territoire
Où habitez-vous ?
Depuis quand connaissez-vous ou fréquentez-vous le territoire des îles de la Commune et du Mitan ?
2- Les qualités du territoire perçues par le participant
Parlez-moi du territoire. Quelles sont vos préoccupations (générales et/ou particulières) à l'égard du territoire ? Quels sont les éléments que vous souhaitez préserver ?
Quelles activités venez-vous y pratiquer ?
3- Rôle et attentes du participant
Quel est votre rôle dans le projet de paysage humanisé ? (Ex. en tant que membre de la SCIRBI, développer et pérenniser ses activités...)
Pourquoi vous êtes-vous engagés dans ce projet ?
Qu'espérez-vous de ce projet ?
4- Identification des acteurs concernés par la démarche de paysage humanisé des îles de la Commune et du Mitan
Est-ce que d'autres acteurs du territoire devraient participer activement au projet ou être consultés à l'occasion ? Pourquoi ?
5- Élaboration d'un plan de communication
À quelles autres personnes souhaiteriez-vous faire connaître la démarche ? (ex. : Citoyens ? Usagers de la SCIRBI ? Agriculteurs ?) Pourquoi ?
Selon vous, quel moyen de communication utiliser pour faire connaître le projet ? (ex. : Journal local, page web, réseau social comme Facebook, infolettre)